



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 novembre 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 9th, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising: Rates: Subscriptions: etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 13036-57)

Alliance Land Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1957, constituant en corporation: Claude Goulet, comptable, Pierre Hirou et Jean-Luc Poulin, tous deux architectes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développements, sous le nom de "Alliance Land Holdings Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 13036-57)

Alliance Land Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1957, incorporating: Claude Goulet, accountant, Pierre Hirou and Jean-Luc Poulin, both architects, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Alliance Land Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13119-57)

Andalco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Harold Lande, de Westmount, Solomon Weber, d'Outremont, tous deux avocats, et Conseils en Loi de la Reine, et Joseph Samuel Caplan, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, développement et amélioration, sous le nom de "Andalco Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 13119-57)

Andalco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Harold Lande, of Westmount, Solomon Weber, of Outremont, both advocates and Queen's Counsels, and Joseph Samuel Caplan, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and improvement company, under the name of "Andalco Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares having a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13079-57)

André Ste-Marie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1957, constituant en corporation: André Ste-Marie, industriel, Mme Rita Lessard Ste-Marie, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Ste-Marie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Beauport, et Jean-Pierre Mathieu, comptable agréé, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exploiter des carrières de sable, pierre, gravier et autres, sous le nom de "André Ste-Marie Inc.", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas inférieur à \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera 770, boulevard des Chûtes, Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 13079-57)

André Ste-Marie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1957, incorporating: André Ste-Marie, industrialist, Mrs. Rita Lessard Ste-Marie, housewife, wife separate as to property of the said André Ste-Marie, and duly authorized by him for these present purposes, both of Beauport, and Jean-Pierre Mathieu, chartered accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; to operate sand pits, stone and gravel quarries and others, under the name of "André Ste-Marie Inc.", with a stock divided into 200 shares without nominal value and the amount with which the company shall start its operations shall not be less than \$1,000.

The head office of the company will be at 770, des Chûtes Boulevard, Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12959-57)

April et Lapierre Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1957, constituant en corporation: François April, de l'Assomption, Hilaire Lapierre, de Pointe-aux-Trembles, tous deux entrepreneurs, et Pierre-A. Champagne, avocat, de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, constructeurs, démolisseurs, excavateurs, déménageurs et évaluateurs, sous le nom de "April et Lapierre Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7735, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12959-57)

April et Lapierre Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1957, incorporating: François April, of l'Assomption, Hilaire Lapierre, of Pointe-aux-Trembles, both contractors, and Pierre A. Champagne, advocate, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, builders, demolishers, excavators, movers and assessors, under the name of "April et Lapierre Construction Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7735 Saint-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 12988-57)

Astoria Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1957, constituant en corporation: John Maria Cerini, de Montréal, Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire et Herbert Clements Salmon, de Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Astoria Construction Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1565 rue Cabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 13118-57)

Auger Gas & Oil Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Joseph-L. Auger, marchand, Mme Joseph Auger, épouse séparée de biens dudit Joseph-L. Auger et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de la ville de Pointe du Lac et Samuel J. Smiley, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais, y compris le gaz naturel, pétrole, huile et leurs produits et sous-produits et les négocier, sous le nom de "Auger Gas & Oil Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 12969-57)

Baie D'Urfe Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1957, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, tous deux avocats et Harry Closner, gérant de crédit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Baie D'Urfe Investment Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12988-57)

Astoria Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1957, incorporating: John Maria Cerini, of Montreal, Robert Learmont Jamieson, of Pointe Claire, and Herbert Clements Salmon, of Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Astoria Construction Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1565 Cabot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13118-57)

Auger Gas & Oil Corporation

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Joseph-L. Auger, merchant, Mme Joseph Auger, wife separate as to property of the said Joseph-L. Auger, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of the town of Pointe du Lac, and Samuel J. Smiley, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including natural gas, petroleum, oil and their products and by-products and to deal with the same, under the name of "Auger Gas & Oil Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12969-57)

Baie D'Urfe Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1957, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, both advocates, and Harry Closner, credit manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Baie D'Urfe Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12970-57)

Baie D'Urfe Land Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1957, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, tous deux avocats, et Harry Closner, gérant de crédit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Baie D'Urfe Land Holdings Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 12970-57)

Baie D'Urfe Land Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1957, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, both advocates, and Harry Closner, credit manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Baie D'Urfe Land Holdings Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12908-57)

Bowling Jacques-Cartier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1957, constituant en corporation: Roger Messier, gérant, Ralph Dunn, Antonio Hurteau, Yves Jean, Fernand Chevalier, Joseph-Aldéric Riendeau, tous cinq épiciers, tous six de Montréal, et Jean-Paul Vincent, épicier, de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement au public; faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Bowling Jacques-Cartier Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 610, boulevard Ste-Foy, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 12908-57)

Bowling Jacques-Cartier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1957, incorporating: Roger Messier, manager, Ralph Dunn, Antonio Hurteau, Yves Jean, Fernand Chevalier, Joseph-Aldéric Riendeau, all five grocers, all six from Montreal, and Jean-Paul Vincent, grocer, of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To operate a business of supplying amusement to the public; to carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Bowling Jacques-Cartier Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 610, Ste-Foy Boulevard, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13130-57)

Brackhall Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1957, constituant en corporation: Horace Friedman, Wolfe Friedman, tous deux avocats et Renée Mignault, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules; faire le commerce qui consiste à transporter des passagers et des marchandises; transiger les affaires de garagistes et marchands de fer, sous le nom de "Brackhall Corporation Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2186 avenue Wilson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 13130-57)

Brackhall Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1957, incorporating: Horace Friedman, Wolfe Friedman, both advocates, and Renée Mignault, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles; to carry on the business of transporting passengers and goods; to carry on business as garage keepers and iron-mongers, under the name of "Brackhall Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 preferred shares of a par value of \$100 each and into 1,000 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 2186 Wilson Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11987-57)

**Chevaliers d'Androclès Inc.
Knights of Androcles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Croteau, Jean-Gaston Rivard, tous deux chiropraticiens, Germain Lortie, restaurateur, Raymond Paquet, marchand, et Louis-Joseph Regimballe, entrepreneur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Réunir en association, cercle, club, groupe ou fraternité, des personnes qui désirent contribuer d'une façon plus active au bien-être social, physique et moral de leurs concitoyens, sous le nom de "Chevaliers d'Androclès Inc. — Knights of Androcles Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 11987-57)

**Chevaliers d'Androclès Inc.
Knights of Androcles Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Gilbert Croteau, Jean-Gaston Rivard, both chiropracticists, Germain Lortie, restaurant-keeper, Raymond Paquet, merchant, and Louis-Joseph Regimballe, contractor, all of Montreal, for the following purposes:

To unite into an association, circle, club, group or fraternity, persons who desire to contribute in a more active way to the social, physical and moral welfare of the fellow-citizens, under the name of "Chevaliers d'Androclès Inc. — Knights of Androcles Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13148-57)

Ciné Drummond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1957, constituant en corporation: Paul Gendron, Marcel Labbé, tous deux commerçants, et Roger Rouleau, comptable, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de "Ciné Drummond Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 13148-57)

Ciné Drummond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October 1957, incorporating: Paul Gendron, Marcel Labbé, both merchants, and Roger Rouleau, accountant, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To operate a theatre agency, under the name of "Ciné Drummond Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12978-57)

City Hauling and Excavation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1957, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, de Belœil, Marcel Lafleur, commis de bureau, et Jacqueline Laurendeau, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport et d'emmagasinage sous toutes ses formes; entreprendre tous travaux d'excavation et de tranchées; faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "City Hauling and Excavation Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 12978-57)

City Hauling and Excavation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1957, incorporating: Marcel Landry, advocate, of Belœil, Marcel Lafleur, office clerk, and Jacqueline Laurendeau, secretary, spinster of full age, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in transportation and storage in all its forms; to undertake all excavation and digging work; to carry on as general contractors, under the name of "City Hauling and Excavation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13122-57)

Crèmerie Grégoire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Adrien Grégoire, de St-Léon-de-Standon, Aurèle Grégoire, de St-Malachie, tous deux beurriers, et Denys Dionne, avocat, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme beurriers et laitiers, sous le nom de "Crèmerie Grégoire Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Malachie, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Dat   du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 13122-57)

Crèmerie Grégoire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: Adrien Grégoire, of St. Léon-de-Standon, Aur  le Grégoire, of St. Malachie, both butter-makers, and Denys Dionne, advocate, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as butter-makers and milkmen, under the name of "Crèmerie Grégoire Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Malachie, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13033-57)

Daneau & Beauchemin Lt  e

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1957, constituant en corporation: Hermas Beauchemin, Lucien Daneau, René Daneau, tous trois navigateurs et Alcide Daneau, gérant, tous de Notre-Dame-de-Pierreville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de marchandises par barges; construire et réparer des barges, sous le nom de "Daneau & Beauchemin Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-de-Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 13033-57)

Daneau & Beauchemin Lt  e

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1957, incorporating: Hermas Beauchemin, Lucien Daneau, René Daneau, all three navigators and Alcide Daneau, manager, all of Notre-Dame-de-Pierreville, for the following purposes:

To carry on the business of forwarding goods by means of barges; build and repair barges, under the name of "Daneau & Beauchemin Lt  e", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-de-Pierreville, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13117-57)

Danroute Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Joseph S. Caplan, Solomon Weber, tous deux avocats et Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Danroute Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera    Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dat   du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 13117-57)

Danroute Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Joseph S. Caplan, Solomon Weber, both advocates, and Harold Lande, advocate and Queen's counsel, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, insurance brokers and agents, under the name of "Danroute Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12817-57)

Davis & Weiss Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Alexander David Davis, manufacturier, Mme Eva Rappaport Davis, épouse séparée de biens dudit Alexander David Davis et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux d'Outremont, Samuel Weiss, manufacturier, et Bessie Samuels Weiss, épouse séparée de biens dudit Samuel Weiss et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de L'Abord-à-Plouffe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme drapiers, tailleurs, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, fourreurs, marchands de soieries, carpettes, textiles, articles en plastique et en cuir, cotonnades, vêtements, et agir comme marchands d'étoffes et dentelles, sous le nom de "Davis & Weiss Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 12890-57)

Donald Kirk Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi de la Reine, Morton Bell et Ben Schecter, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Donald Kirk Enterprises Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1200 rue St-Alexandre, sixième plancher, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 13043-57)

Eagle Land Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1957, constituant en corporation: Harry Blank, Conrad Shatner, Baruch Pollack, tous trois avocats, et Grace Freeman, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Eagle Land Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de

(A.G. 12817-57)

Davis & Weiss Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: Alexander David Davis, manufacturer, Mrs. Eva Rappaport Davis, wife separate as to property of the said Alexander David Davis, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Outremont, Samuel Weiss, manufacturer, and Bessie Samuels Weiss, wife separate as to property of the said Samuel Weiss, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of L'Abord-à-Plouffe, for the following purposes:

To carry on business as clothiers, tailors, hosiers, milliners, costumiers, furriers, dealers in silks, carpets, textiles, plastic and leather goods, cottons, wearing apparel, cloths and lace merchants, under the name of "Davis & Weiss Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12890-57)

Donald Kirk Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Morton Bell and Ben Schecter, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Donald Kirk Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1200 St. Alexander Street, Sixth Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13043-57)

Eagle Land Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1957, incorporating: Harry Blank, Conrad Shatner, Baruch Pollack, all three advocates, and Grace Freeman, secretary, fille majeure, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Eagle Land Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares

\$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 12993-57)

Fernand Bolduc Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Fernand Bolduc, industriel, de Leeds, Joseph-A. Poulin, notaire, et Roger Doyle, comptable, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Fernand Bolduc Limitée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 6,000 actions communes de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Village de Leeds, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13025-57)

Garden Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1957, constituant en corporation: Nathan Cohen, Hyman Zalkind, Irving Ransen et Edward Lawrence Cohen, tous quatre négociants de valeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et placements, sous le nom de "Garden Investment Corporation", avec un capital total de \$250,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et 220,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 12928-57)

H. Desbiens Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1957, constituant en corporation: Henri Desbiens, commerçant, Mme Bibiane Fortin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri Desbiens, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Dollard Gagnon, comptable, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de fruits, légumes et de toutes sortes de comestibles fabriqués, sous le nom de "H. Desbiens Limitée", avec

of \$100 each and into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12993-57)

Fernand Bolduc Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September 1957, incorporating: Fernand Bolduc, industrialist, of Leeds, Joseph A. Poulin, notary, and Roger Doyle, accountant, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber, the by-products thereof, and building materials, under the name of "Fernand Bolduc Limitée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 6,000 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Village of Leeds, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13025-57)

Garden Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1957, incorporating: Nathan Cohen, Hyman Zalkind, Irving Ransen and Edward Lawrence Cohen, all four Investors, of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Garden Investment Corporation", with a total capital stock of \$250,000, divided into 600 common shares of a par value of \$50 each and into 220,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12928-57)

H. Desbiens Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1957, incorporating: Henri Desbiens, dealer, Mrs. Bibiane Fortin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri Desbiens, and duly authorized by him for these present purposes, and Dollard Gagnon, accountant, all three of Jonquière, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in fruits, vegetables and in all kinds of manufactured foodstuffs, under the name of "H. Desbiens

un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera angle des rues Notre-Dame et St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13197-57)

Hopewell Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1957, constituant en corporation: Morton Bell, Michael Awada, tous deux avocats, et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, et construction, sous le nom de "Hopewell Construction Company Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 201 est, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 13053-57)

**Investissements Commerciaux
et Industriels Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Roméo Bertrand, Lucien-P. Bélair, Hervé Belzile, Roland Chagnon, administrateur, tous quatre comptables agréés, Léonidas Joubert, Bernard Normandin, Gérard Plourde, Henri-N. Guilbault, tous quatre administrateurs, Henri-Paul Lemay, avocat, tous neuf de Montréal, Romain Bédard, Roger Charbonneau, administrateur, tous deux comptables agréés, de Ville Mont-Royal, Gérard Parizeau, courtier d'assurance, Aristide Cousineau, courtier, J.-René Wilhelmy, administrateur, tous trois d'Outremont, Paul-Émile Borrier, de St-Lambert, S.-Henri Ferron, des Trois-Rivières, Narcisse Lacourcière, d'Ottawa, Ont., tous trois comptables agréés, Marc Leclerc, de Granby, Wilbrod Langleis, de Québec, tous deux administrateurs, et Paul-Henri Guimont, courtier, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Investissements Commerciaux et Industriels Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 12849-57)

Jean-Pierre Masson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the corner of Notre-Dame and St-Hubert Streets, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13197-57)

Hopewell Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1957, incorporating: Morton Bell, Michael Awada, both advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and construction company, under the name of "Hopewell Construction Company Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 201 Jean Talon Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13053-57)

**Investissements Commerciaux
et Industriels Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Roméo Bertrand, Lucien P. Bélair, Hervé Belzile, Roland Chagnon, executive, all four chartered accountants, Léonidas Joubert, Bernard Normandin, Gérard Plourde, Henri N. Guilbault, all four executives, Henri Paul Lemay, advocate, all nine of Montreal, Romain Bédard, Roger Charbonneau, executives, both chartered accountants, of the town of Mount Royal, Gérard Parizeau, insurance broker, Aristide Cousineau, broker, J. René Wilhelmy, executive, all three of Outremont, Paul Émile Bonnier, of St. Lambert, S. Henri Ferron, of Trois-Rivières, Narcisse Lacourcière, of Ottawa, Ont., all three chartered accountants, Marc Leclerc, of Granby, Wilbrod Langleis, of Québec, both executives, and Paul Henri Guimont, broker, of Sillery, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Investissements Commerciaux et Industriels Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12849-57)

Jean-Pierre Masson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Jean-Pierre Masson, artiste, Paule Perrault, secrétaire, Marcel Gagné, comptable, et Rhéal Gagné, comptable-vérificateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de théâtre et autres représentations de radio, télévision et cinéma; agir comme agents, producteurs, gérants et réalisateurs de telles entreprises; exploiter des restaurants, clubs et cafés-concerts, sous le nom de "Jean-Pierre Masson Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13192-57)

John Jalléo & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre, 1957, constituant en corporation: Benoît dit Bacco Jalléo, Michel Jalléo et Dominique Jalléo, tous trois commis, de Plessisville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, tissus, fourrures, chaussures et articles en cuir, sous le nom de "John Jalléo & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 12886-57)

J. Ulysse Néron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1957, constituant en corporation: Dame J.-Ulysse Néron, marchande, veuve, Rosaire Néron et Odilon Néron, tous deux commis, tous de St-Gédéon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, bouchers et quincailliers; exercer le commerce de vêtements pour dames et enfants, meubles, nouveautés, matériaux de construction et instruments aratoires, sous le nom de "J. Ulysse Néron Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gédéon, Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1957, incorporating: Jean-Pierre Masson, artist, Paule Perrault, secretary, Marcel Gagné, accountant, and Rhéal Gagné, accountant-assessor, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on theatrical enterprises and other radio, television and cinema performances; to act as agents, producers, managers, and to carry through such enterprises; to operate restaurants, clubs and coffee-concerts, under the name of "Jean-Pierre Masson Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13192-57)

John Jalléo & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1957, incorporating: Benoît called Bacco Jalléo, Michel Jalléo and Dominique Jalléo, all three clerks, of Plessisville, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, fabrics, furs, footwear and leather goods, under the name of "John Jalléo & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Plessisville, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12886-57)

J. Ulysse Néron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1957, incorporating: Dame J. Ulysse Néron, merchant, widow, Rosaire Néron and Odilon Néron, both clerks, all of St-Gédéon, for the following purposes:

To carry on as grocers, butchers, and hardware dealers; to carry on a business dealing in clothing for ladies and children, in furniture, novelties, building materials and farm implements, under the name of "J. Ulysse Néron Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Gédéon, Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13065-57)

La Compagnie de Publication de la Fierté de l'Est, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Armand Poupart, fils, avocat, Monique Duquette et Jacqueline Matte, toutes deux sténographes, célibataires majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de "La Compagnie de Publication de la Fierté de l'Est, Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 13065-57)

La Compagnie de Publication de la Fierté de l'Est, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1957, incorporating: Armand Poupart, junior, advocate, Monique Duquette and Jacqueline Matte, both stenographers, unmarried having reached the age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publicity contractors and advisers, under the name of "La Compagnie de Publication de la Fierté de l'Est, Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12577-57)

La Couverture Nationale Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Roger Larivée, Laurent Larivée et Mme Wallace Philibert, épouse contractuellement séparée de biens de Wallace Philibert et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous trois couvreurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, y compris celui de couvreurs, poseurs de bardeaux et de matériaux en étain, sous le nom de "La Couverture Nationale Compagnie Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 930 rue St-Grégoire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 12577-57)

La Couverture Nationale Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: Roger Larivée, Laurent Larivée and Mrs Wallace Philibert, wife contractually separate as to property of Wallace Philibert, and duly authorized by him for the purpose of these presents all three roofers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of contractors and builders, including the business of roofing, shingling and tinwares, under the name of "La Couverture Nationale Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 930 St. Grégoire Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13057-57)

Laurent Beaupré Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1957, constituant en corporation: Henri Beaupré, avocat, de Québec, Laurent Beaupré, industriel, et Mme Rolande Pelissier Beaupré, vendeuse, épouse séparée de biens dudit Laurent Beaupré, tous deux de Estcourt, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Laurent Beaupré Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Estcourt, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 13057-57)

Laurent Beaupré Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1957, incorporating: Henri Beaupré, advocate, of Quebec, Laurent Beaupré, industrialist, and Mrs. Rolande Pelissier Beaupré, sales-lady, wife separate as to property of the said Laurent Beaupré, both of Estcourt, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Laurent Beaupré Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Estcourt, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12813-57)

Les Chantiers Bouchard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1957, constituant en corporation: Thomas-Louis Bouchard, entrepreneur-forestier et industriel, Armand Doré, marchand général et industriel, et Régina Mailhot Doré, marchande générale, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Doré, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Girardville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Les Chantiers Bouchard Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Girardville, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 12813-57)

Les Chantiers Bouchard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October 1957, incorporating: Thomas Louis Bouchard, lumbering contractor and industrialist, Armand Doré, general merchant and industrialist, and Regina Mailhot Doré, general merchant, wife contractually separate as to property of the said Armand Doré, and duly authorized by him for the purposes herein, all of Girardville, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber and the products thereof, under the name of "Les Chantiers Bouchard Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Girardville, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this day of October 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12791-57)

Les-Lee Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1957, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Les-Lee Sales Corp.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$10 chacune et 270 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 12791-57)

Les-Lee Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1957, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Les-Lee Sales Corp.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 30 common shares of \$10 each and into 270 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13146-57)

Paramount Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1957, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Laurence Capelovitch, étudiant et Jean McFarlane, réceptionniste, célibataire, tous trois majeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains et de construction, sous le nom de "Paramount Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 13146-57)

Paramount Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1957, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Laurence Capelovitch, student, and Jean McFarlane, receptionist, spinster, all three of the age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and construction company, under the name of "Paramount Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12939-57)

Phil Tunis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1957, constituant en corporation: Pierre Hirou, architecte, Claude Goulet, comptable et Phil Tunis, administrateur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et de développement, sous le nom de "Phil Tunis Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2415 rue Lafortune, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 **P. FRENETTE.**

(P.G. 12936-57)

P. Riopel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1957, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Marc Brière, tous deux avocats, et Galen Lee Prime, gérant, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, mercerie, animaux, minéraux, pierre précieuses, liqueurs douces, livres et revues, peintures, travaux artistiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits alimentaires, chimiques et de beauté; et agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "P. Riopel Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 **P. FRENETTE.**

(P.G. 13003-57)

Promont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1957, constituant en corporation: John Richard Hyde, avocat, George Beverly Puddicombe, avocat et Conseil en loi de la Reine, tous deux de Westmount, et Robert John Forster, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs et couvreurs, sous le nom de "Promont Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 922 carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 **P. FRENETTE.**

(A.G. 12939-57)

Phil Tunis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1957, incorporating: Pierre Hirou, architect, Claude Goulet, accountant, and Phil Tunis, executive, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Phil Tunis Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2415 Lafortune Street, St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12936-57)

P. Riopel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1957, incorporating: John Henry Ernest Colby, Marc Brière, both advocates, and Galen Lee Prime, manager, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, haberdashery, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, land, sea and forest products, food, chemical and beauty products; to carry on business as general contractors, under the name of "P. Riopel Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13003-57)

Promont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1957, incorporating: John Richard Hyde, advocate, George Beverly Puddicombe, advocate and Queen's Counsel, both of Westmount, and Robert John Forster, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders and roofers, under the name of "Promont Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 922 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-0 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13035-57)

Prudential Land Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1957, constituant en corporation: Claude Goulet, comptable, Pierre Hirou et Jean-Luc Poulin, tous deux architectes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développements, sous le nom de "Prudential Land Holdings Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 13035-57)

Prudential Land Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1957, incorporating: Claude Goulet, accountant, Pierre Hirou and Jean-Luc Poulin, both architects, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Prudential Land Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12541-57)

Quebec Motor Sport Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Desautels, agent d'assurances, Walter Cecil Shute, dessinateur, Weston Morris, commis vérificateur, Jack Griffiths, commis analyste de prix de revient, tous quatre de Verdun, et Grant Ivan Weston, assistant ingénieur, de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Diriger un club d'automobilisme et social, dans le but de promouvoir l'intérêt de l'automobilisme comme sport et non seulement comme moyen de transport, sous le nom de "Quebec Motor Sport Association Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour d'octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 12541-57)

Quebec Motor Sport Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Desautels, insurance agent, Walter Cecil Shute, draughtsman, Weston Morris, auditing clerk, Jack Griffiths, Cost analysis clerk, all four of Verdun, and Grant Ivan Weston, engineering assistant, of Beaconsfield, for the following purposes:

To conduct a motoring and social club, to promote interest in motoring as a sport and not merely as a mean of transportation, under the name of "Quebec Motor Sport Association Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13037-57)

Red Ram Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Norman Genser, de la ville de Hampstead, Sydney Phillips, de la ville Côte St-Luc, tous deux avocats, Rose-Marie Bourgoirg, Tessy Frankel, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Gerald Brers, surintendant, de Ville LaSalle, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de "Red Ram Clothes Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 13037-57)

Red Ram Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1957, incorporating: Norman Genser, of the town of Hampstead, Sydney Phillips, of the town of Cote St. Luc, both advocates, Rose-Marie Bourgoirg, Tessy Frankel, both secretaries, sisters, of Montreal, and Gerald Brers, superintendent, of Ville LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Red Ram Clothes Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 990 preferred shares having a par value of \$100 each and into 1,000 common shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13041-57)

Rental Associates Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1957, constituant en corporation: Norman Cecil Denys, avocat, de Ville Mont-Royal, Mesdemoiselles Françoise Matte et Aline Fiset, toutes deux secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce, conditionner, louer ou réparer tous appareils transmetteurs ou émetteurs de télévision ou de radio, sous le nom de "Rental Associates Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1223 ouest, rue Saint-Jacques, chambre 201, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(A.G. 13041-57)

Rental Associates Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1957, incorporating: Norman Cecil Denys, attorney-at-law, of the town of Mount Royal, Misses Françoise Matte and Aline Fiset, both secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, service, rent or repair any television or radio sending or receiving sets, under the name of "Rental Associates Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1223 St. James Street, West, Room 201, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13068-57)

Restaurant Fortier Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1957, constituant en corporation: Rosaire Bérubé, avocat, de Rimouski, Normand Bérubé, notaire, de Causapsca, et Albert Fortier, marchand, de Shefferville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, épiciers et bouchers, sous le nom de "Restaurant Fortier Incorporé", avec un capital total de \$25,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shefferville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 13068-57)

Restaurant Fortier Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1957, incorporating: Rosaire Bérubé, advocate, of Rimouski, Normand Bérubé, notary, of Causapsca, and Albert Fortier, merchant, of Shefferville, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, grocers and butchers, under the name of "Restaurant Fortier Incorporé", with a total capital stock of \$25,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$5 each and into 200 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Shefferville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13034-57)

Roset Super Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1957, constituant en corporation: Gérard Langlois, commerçant, Mme Rosette Dumas Langlois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Langlois, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Raymond Cantin, commis, tous trois de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, bouchers, fabricants de conserves en boîtes, pelletiers, tanneurs et quincailliers; sujet aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec, exercer l'industrie et le commerce de produits pharmaceutiques et remèdes, sous le nom de "Roset Super Market Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 600 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1368, avenue Maguire, Sillery, district judiciaire de Québec.

(A.G. 13034-57)

Roset Super Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1957, incorporating: Gérard Langlois, merchant, Mrs. Rosette Dumas Langlois, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Langlois, and duly authorized by him for purposes herein, and Raymond Cantin, clerk, all three of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as grocers, butchers, canning manufacturers, furriers, tanners and hardwaremen; subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, carry on the business of and deal in pharmaceutical products and medicines, under the name of "Roset Super Market Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1368 Maguire Avenue, Sillery, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13070-57)

Shefferville Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1957, constituant en corporation: Rosaire Bérubé, avocat, de Rimouski, Normand Bérubé, notaire, de Causapsal, et Albert Fortier, marchand, de Shefferville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Shefferville Automobiles Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shefferville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13031-57)

**Simard Meubles Ltée
Simard Furniture Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1957, constituant en corporation: François Simard, marchand, Guy Simard, vendeur à commission, tous deux de Bagotville, et Charles Tremblay, comptable agréé, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et nouveautés; exercer le commerce du bois et autres matériaux, sous le nom de "Simard Meubles Ltée — Simard Furniture Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 31, rue Bossé, Hauteville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13023-57)

Trois-Rivières Car Rental Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1957, constituant en corporation: Frederick-J. Clair, garagiste, Rita-S. Genest, sténographe, et Gaston Baribeau, comptable agréé, tous trois des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de louage d'automobiles, sous le nom de "Trois Rivières Car Rental Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13070-57)

Shefferville Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1957, incorporating: Rosaire Bérubé, advocate, of Rimouski, Normand Bérubé, notary, of Causapsal, and Albert Fortier, merchant, of Shefferville, for the following purposes:

To deal in automobiles and other means of transportation; carry on business as garage-keepers, under the name of "Shefferville Automobiles Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$5 each and 500 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Shefferville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13131-57)

**Simard Meubles Ltée
Simard Furniture Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1957, incorporating: François Simard, merchant, Guy Simard, commission salesman, both of Bagotville, and Charles Tremblay, chartered accountant, of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in furniture and novelties; to operate a business dealing in lumber and other materials, under the name of "Simard Meubles Ltée — Simard Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 31, Bossé Street, Hauteville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13023-57)

Trois-Rivières Car Rental Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October 1957, incorporating: Frederick J. Clair, garage-keeper, Rita S. Genest, stenographer, and Gaston Baribeau, chartered accountant, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in the rental of automobiles, under the name of "Trois-Rivières Car Rental Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13111-57)

Uke's Holding Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Eugène Kostiuk, agent, annonceur, Liette Duchesne, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Jaroslaw Kowalsky, courtier, de ville Mont-Royal, Eugene Sovenko, restaurateur, de Pointe aux Trembles, et André Antonuk, avocat, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Uke's Holding Corporation Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

(P.G. 11480-57)

Woodridge Beach Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Alexander F. M. Biggs, gérant de publicité, Thomas Turner, secrétaire de compagnie, Lewis Louthood, gérant de promotion et John W. Robertson, gérant de production, tous de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Établir, exploiter et maintenir pour ses membres, invités et autres, un club récréatif en général, sous le nom de "Woodridge Beach Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13111-57)

Uke's Holding Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: Eugene Kostiuk, agent, announcer, Liette Duchesne, secretary, spinster, both of Montreal, Jaroslaw Kowalsky, broker, of the town of Mount Royal, Eugene Sovenko, restaurateur, of Pointe aux Trembles, and André Antonuk, lawyer, of St. Bruno, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Uke's Holding Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11480-57)

Woodridge Beach Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Alexander F. M. Biggs, advertising manager, Thomas Turner, company secretary, Lewis Louthood, promotion manager, and John W. Robertson, manager products, all of Beaconsfield, for the following purposes:

To establish, operate and maintain for its members, guests and others, a general recreation club, under the name of "Woodridge Beach Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 13054-57)

**Crédit Canadien Inc.
Canadian Credit Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq septembre 1957, à la compagnie "Crédit Canadien Inc. — Canadian Credit Inc.", 1° réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 5,000 actions communes sans valeur au pair et en 5,000

Supplementary Letters Patent

(A.G. 13054-57)

**Crédit Canadien Inc.
Canadian Credit Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fifth day of September 1957, to the company "Crédit Canadien Inc. — Canadian Credit Inc.", 1. decreasing its capital: the cancelled share capital being divided into 5,000 common shares without par value and 5,000

actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune; 2° convertissant ses 5,000 actions communes sans valeur au pair restantes en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13091-57)

Les Entrepreneurs Chomedey Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept septembre 1957, à la compagnie "J. Benoit Bourque Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 29 mai 1957, changeant son nom en celui de "Les Entrepreneurs Chomedey Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13011-57)

National Scale & Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente septembre 1957, à la compagnie "Inter-Empire Agencies Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14 décembre 1933, changeant son nom en celui de "National Scale & Equipment Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 12011-57)

Philie — Charonnat Entreprises Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux octobre 1957, à la compagnie "Philie Construction Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 mars 1953, changeant son nom en celui de "Philie — Charonnat Entreprises Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 13302-56)

Princess Bowling Academy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux octobre 1957, à la compagnie "Laphkas Bowling Academy Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec,

preferred shares of a par value of \$50 each; 2. converting its remaining 5,000 common shares without par value into 5,000 common shares of a par value of \$20 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13091-57)

Les Entrepreneurs Chomedey Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September twenty-seventh, 1957, to the company "J. Benoit Bourque Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 29, 1957, changing its name into that of "Les Entrepreneurs Chomedey Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13011-57)

National Scale & Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September thirtieth, 1957, to the company "Inter-Empire Agencies Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 14, 1933, changing its name into that of "National Scale & Equipment Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12011-57)

Philie — Charonnat Entreprises Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October second, 1957, to the company "Philie Construction Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 4, 1953, changing its name into that of "Philie — Charonnat Entreprises Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13302-56)

Princess Bowling Academy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the second day of October 1957, to the company "Laphkas Bowling Academy Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 18,

par lettres patentes en date du 18 mai 1955, changeant son nom en celui de "Princess Bowling Academy Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 11360-57)

Téléphone de Saint Georges Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit septembre 1957, à la compagnie "Téléphone de Saint-Georges Inc.", subdivisant et convertissant 650 de ses actions ordinaires de \$100 chacune en 13,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

1955, changing its name to that of "Princess Bowling Academy Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11360-57)

Téléphone de Saint Georges Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of September 1957, to the company "Téléphone de Saint Georges Inc.", subdividing and converting 650 of its common shares of \$100 each into 13,000 preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 23 octobre 1957 et présentés avant le 4 décembre 1957, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 23 novembre 1957, et reçues avant le 28 novembre 1957 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 décembre 1957.

Québec, le 21 août 1957.

Le Greffier de l'Assemblée Législative,
ANTOINE LEMIEUX.
45693-35-11-o

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 23th, 1957 and introduced before December 4th, 1957; petitions for private bills shall be presented prior to November 23th, 1957 and received prior to November 28th, 1957, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 18th, 1957.

Quebec, August 21st, 1957.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Legislative Assembly.
45693-35-11-o

Demandes à la Législature

Les soussignés donne avis qu'ils présenteront à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi, pour admettre Michael John Fawcett, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec.

Montréal, ce septième jour d'octobre 1957.

Les Procureurs du requérant,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.
46072-42-4-o

Applications to Legislature

The undersigned give notice that they will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Michael John Fawcett, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this seventh day of October 1957.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,
Attorney for the petitioner.
46072-42-4-o

Avis est par les présentes donné que Maurice Lecompte, cultivateur, domicilié et résidant en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour faire adopter une loi déclarant que son titre aux lots 233, 236 et 240 du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse ne comporte pas de droit de retour ou de substitution ou de prohibition d'aliéner.

Saint-Jérôme, ce 12 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
(Signé) de MARTIGNY
& MARCHESSAULT.
46073-42-4-o

Notice is hereby given that Maurice Lecompte, farmer, domiciled and residing in the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have an Act adopted declaring that its title to lots 233, 236 and 240 of the cadaster of the parish of Sainte-Thérèse does not carry the right of return, nor of substitution, nor of prohibition to alienate.

Saint-Jérôme, October 12, 1957.

(Signed) de MARTIGNY
& MARCHESSAULT,
Attorneys for the Petitioner.
46073-42

AVIS

La ville d'Alma, corporation légalement constituée, ayant son siège sociale en la ville d'Alma, donne par les présentes, avis, qu'à la prochaine législature elle présentera un bill à l'effet suivant: être érigée en cité; demander pouvoir de réglementer services de taxi en ces limites et celles de la ville de Naudville, la paroisse d'Alma, la ville de Riverbend et la ville d'Isle-Maligne; pouvoir amender règlement de zonage par règlement ordinaire; amender la loi pour absence échevin aux séances de Conseil; demander certains pouvoirs pour contrôler colporteurs ou vendeurs étrangers; demander nouveaux pouvoirs de taxation sur commerce en général, local et étranger; demander le pouvoir d'acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation toutes parties d'exploitation ou de distribution d'électricité en le territoire de la ville d'Alma par Saguenay Électrique; demander pouvoir d'annexer quelques pointes ou petites parties de terrain isolé mais contigu à son territoire; demander juridiction sur certaines parties de la Rivière Saguenay; demander annexion de la rue Price; demander certains pouvoirs pour l'annexion de nouveaux territoires; amender la loi des cités et villes aux articles 26, 135, 143, 174, 175, 179, 196, 222, 426, et ajouter à l'article 68 d'autres articles concernant le pouvoir de créer une commission sportive, une commission d'urbanisme, une commission d'industrie, de tourisme; demander certains pouvoirs pour réglementer la construction ainsi que la circulation; demander certains pouvoirs pour la réglementation des taxis; demander certains pouvoirs pour perfectionner le rôle d'évaluation; demander certains pouvoirs pour emprunt afin de financer travaux temporaires, etc...; demander certains pouvoirs pour l'administration de son réseau électrique; amender la loi des officiers municipaux; demander pouvoirs additionnels pour constables spéciaux; en plus des taxes, article 523, demander pouvoir pour prélever droit annuel ou taxe sur commerce, manufactures, personnes, bureaux, etc...; demander certains pouvoirs concernant la construction, l'amélioration des égouts et du posage d'aqueduc; demander certains pouvoirs pour contribution à association sportive, éducationnelle ou autres; demander certains pouvoirs pour changer la date des élections et certains procédures électorales.

La ville d'Alma, ce 9 octobre 1957.

Vraie copie:

J. V. Tremblay, c.r.

LA VILLE D'ALMA,
Le Maire,
(S) PAUL LEVASSEUR.
Le Greffier,
(S) J. C. MOISAN.

Le Procureur et agent autorisé,

(S) J. V. TREMBLAY, C.R.

46075-42-4-o

NOTICE

The town of Alma, corporation legally constituted, having its head office in the town of Alma, hereby gives notice that at the next Legislature it will submit a bill for the following purposes: to be erected into a city; the power to bring under regulations the taxi-cabs operating within its limits and those of the town of Naudville, parish of Alma, town of Riverbend and the town of Isle Maligne; amend zoning by-law by means of an ordinary by-law; amend the law for aldermen absent from sittings of the Council; request certain powers to control outside peddlars and salesmen; request new taxation powers on business generally, both local and foreign; the power to acquire, by mutual consent or expropriation, all parts of electric power development or distribution in the territory of the town of Alma by Saguenay Power; the power to annex a few isolated strips or pieces of land adjacent to its territory; request jurisdiction over certain parts of the Saguenay River; request certain powers in order to annex Price street thereto; certain powers for the annexation of new areas; amend the Cities and Towns Act respecting sections 26, 135, 143, 174, 175, 179, 196, 222, 426, and add to section 68 other sections concerning the power to create sports, town-planning, industrial, tourist commissions; request certain powers to bring under regulations building operations as well as traffic; request certain powers to bring taxi-cabs under regulations; request certain powers in order to improve the valuation roll; certain powers to borrow in order to finance temporary works, etc...; certain powers for the management of its system of electricity; amend the Municipal Officers Act; request additional powers for special constables; in addition to taxes, section 523, request the power to levy an annual charge or tax on business, factories, persons, offices, etc...; request certain powers concerning building operations, improvement of sewage system and the laying of pipes for waterworks; request certain powers in order to contribute to sports educational or other associations; request certain powers to change the date of elections and certain electoral procedure.

The town of Alma, this October 9, 1957.

True copy,

J. V. Tremblay, Q.C.

TOWN OF ALMA,
(S) PAUL LEVASSEUR,
Mayor.
(S) J. C. MOISAN,
Clerk.

(S) J. V. TREMBLAY, Q.C.,

Attorney and authorized agent.

46075-42-4

Avis public est, par les présentes, donné que la ville d'Isle-Maligne s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, en vue de lui accorder certains pouvoirs additionnels à ceux dont elle est généralement nantie sous l'empire de la loi des cités et villes et en outre rectifier ou ratifier certaines descriptions du territoire municipal et régulariser certaines dépenses de deniers faites et dont la légalité peut être douteuse en raison d'une description erronée du territoire.

Les Procureurs de la requérante,

T. McNICOLL & P. MIQUELON.

46077-42-4-o

Public notice is hereby given, that the town of Isle-Maligne will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act granting it additional powers to those it already enjoys generally under the provisions of the Cities and Towns Act and also to rectify or ratify part of the description of the municipal territory and to regularize expenses made for which there can be a doubt as to their legal standpoint if referring to an erroneous description of the territory.

T. McNICOLL & P. MIQUELON,

Attorneys for the Petitioner

46077-42-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Hubert s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville sous le nom de Ville de St-Hubert, diviser la municipalité en quartiers et élire un échevin par quartier, fixer la date des élections, le mode d'élection du maire et des échevins, l'heure de l'ouverture et de la fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour l'approbation des règlements municipaux, la confection immédiate d'un double rôle d'évaluation, l'imposition d'une taxe spéciale en raison de la superficie des terrains ou d'après leur évaluation sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité pour la construction d'un système ou d'une partie d'un système d'aqueduc ou d'égouts, de puits publics, citernes, réservoirs etc., autoriser le conseil de la municipalité, sur simple résolution à payer annuellement des frais de représentation au maire et à chacun des échevins, autoriser la création d'un fonds de roulement, l'adoption de règlements concernant le zonage, les permis de construction, l'imposition de droits annuels n'excédant pas cinq cents dollars sur les commerces de bric-à-brac dans la municipalité, l'émission de billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, limiter la taxation des terres en culture, l'imposition d'une taxe spéciale per capital sur les occupants de roulottes situées dans la municipalité, établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents, établir la propriété de certaines rues, permettre l'encouragement des arts, des sciences, l'établissement et l'organisation de centres de loirs, de jeux et de sports et pour autres fins.

Montréal, le 11 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46080-42-4-o (Signé) LABELLE & CARDIN.

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of St-Hubert will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes: to erect the municipality in a town municipality under the name of the town of St-Hubert, to divide the municipality into wards and elect an alderman per ward, to fix the date of election, the form of election of the mayor and the councillors, the hours of opening and the closing of the polls for election and approval of by-laws, the immediate completion of two valuation rolls, the imposition of a special tax in proportion to the area of the immovables or according to their valuation on all the owners or occupants of immovables in the municipality for the construction of a system or part of a system of waterworks and sewers, public wells, cisterns, reservoirs, etc., to authorize the town Council, by mere resolution, to cover annually the costs of entertainment for the Mayor and each of the aldermen, to authorize the constitution of a working fund, the adoption of by-laws concerning zoning, construction permits, the imposition of annual dues not exceeding five hundred dollars on junk dealers in the municipality, the issue of notices of summons in cases of certain infractions to municipal by-laws relating to traffic and public safety, to limit taxation of farm lands, the imposition of a special tax per capital on occupants of trailers situated in the municipality, to establish procedures for the execution and payment of public works, to establish the property of certain streets, to allow encouragement of arts, science, establishment and organization of recreation, games and sports centers and for other purposes.

Montreal, October 11th, 1957.

(Signed) LABELLE & CARDIN,
46080-42-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Kénogami s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, afin de lui octroyer une charte de cité et certains pouvoirs additionnels à ceux dont elle est généralement nantie sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Les Procureurs de la requérante,

T. McNICOLL & NOËL PERRON,
46078-42-4-o

Public notice is hereby given, that the town of Kenogami will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act granting it a charter of city and other additional powers to those it already enjoys generally under the provisions of the cities and towns Act.

T. McNICOLL & NOËL PERRON,

Attorneys for the Petitioner.
46078-42-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Rivière des Prairies s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes:

1° Annexer à son territoire une partie du territoire de la ville de Montréal-Est, connu comme étant le lot originaire N° 44 des plan et livre de renvoi officiels de la corporation de la paroisse St-Joseph de Rivière des Prairies;

2° Imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire;

3° Imposer une taxe spéciale, à certaines conditions, sur les lots vacants situés dans son territoire;

4° Et pour d'autres fins;

Montréal, le 16 octobre 1957.

Les Procureurs de la requérante,
46115-42-4-o (Signé) LABELLE & CARDIN.

Public notice is hereby given that the town of Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act granting certain powers and amending its charter, on the following matters:

1. To annex a portion of territory of the town of Montreal-East, known as lot No. 44 of the official cadastre of the parish of Rivière des Prairies;

2. To impose a sales tax of 2% in the limits of its territory;

3. To impose a special tax, under certain conditions, on the vacant lots situated in its territory;

4. And for other purposes.

Montreal October 16th, 1957.

(Signed) LABELLE & CARDIN,
46115-42-4-o Attorney for Petitioner.

Avis public est donné que Dame Blanche Mercier, épouse de Franklin Simonds, surintendant, de la cité de St-Michel, district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire de feu Dame Georgianna St-Georges, veuve de Charles-Antoine Lortie, en son vivant des cité et district de Montréal, et ledit Franklin Simonds, pour assister et autoriser son épouse, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale autorisant l'exécutrice testamentaire à liquider et partager définitivement les biens de la succession.

Montréal, le 15 octobre 1957.

Le Procureur des requérants,
ÉMILIEN BRAIS.
46079-42-4-o

AVIS

Les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, corporation avec siège social en la ville d'Alma; — et, Les commissaires d'école de la ville de Naudville, corporation avec siège social en la ville de Naudville; — et, Les commissaires d'école de la commission scolaire de la municipalité de la paroisse d'Alma, avec siège social en la ville d'Alma: tous dans le comté du Lac St-Jean, donnent par les présentes, avis, qu'ils présenteront un bill à la prochaine session ayant pour but: Accorder un salaire ou rémunération pour le président et les commissaires et imposer et prélever en sus de tous autres taxes, une taxe spéciale de 1%, dite taxe d'éducation de même nature et conforme aux dispositions de la loi de l'impôt sur la vente en détail, Statuts refondus de la province de Québec, 1941, chapitres et amendements, sur le prix de vente et d'achat en détails de tous biens, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce, quelconques y compris le gas et l'électricité dépensés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles desdites commissions scolaires ci-devant décrites.

Alma, ce 9 octobre 1957.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE D'ALMA,

Le Président,
(S) Dr. ANTONIO AUGER,
Le Secrétaire-trésorier,
(S) GEORGES-HENRI FORTIN.

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE NAUDVILLE,

Le Président,
(S) STANISLAS LABERGE,
Le Secrétaire-trésorier,
(S) THOMAS-LOUIS VILLENEUVE.

COMMISSION SCOLAIRE DE LA PAROISSE D'ALMA,

Le Président,
(S) HENRI BEAUMONT,
Le Secrétaire-trésorier,
(S) ÉMILIEN HARVEY,
L'Agent et Procureur autorisé,
(S) J. V. TREMBLAY, C.R.

Vraie copie:

J. V. TREMBLAY, C.R., Agent
46076-42-4-o

Avis est par les présentes donné, que les Commissaires d'école pour la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Lavolette s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that Dame Blanche Mercier, wife of Franklin Simonds, superintendent, of the city of St. Michel, district of Montreal, as much personally as in his capacity of testamentary executrix of the late Dame Georgianna St-Georges, widow of Charles-Antoine Lortie, in his lifetime of the city and district of Montreal, and the said Franklin Simonds, to assist and authorize his wife, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to request the adoption of a special act authorizing the testamentary executrix to liquidate and definitely divide the property of the estate.

Montreal, October 15, 1957.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the Petitioners.
46079-42-4

NOTICE

The school commissioners of the school municipality of the town of Alma, a corporation with head office in the town of Alma; and, the school commissioners of the town of Naudville, a corporation with head office in the town of Naudville; and, the school commissioners of the municipality of the parish of Alma, with head office in the town of Alma: all in the county of Lake St. John, give, by these presents, notice that they will present at the next session, which will have for object: to grant a salary or remuneration for the president and the commissioners and to impose and levy over and above all other taxes, a special tax of 1%, called educational tax, of the same nature and pursuant to the provisions of the tax on retail sales, Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapters and amendments, on the buying and selling retail prices of all goods, real estate, merchandise and commercial articles whatsoever, comprised therein gas and electricity used for lighting, motor power or heating purposes, and telephone service sold or bought within the present limits of the said school commissions hereinabove described.

Alma, October 9, 1957.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ALMA,

(S) DR. ANTONIO AUGER,
President.
(S) GEORGES-HENRI FORTIN,
Secretary-Treasurer.

SCHOOL COMMISSION FOR THE TOWN OF NAUDVILLE,

(S) STANISLAS LABERGE,
President.
(S) THOMAS-LOUIS VILLENEUVE,
Secretary-Treasurer.

SCHOOL COMMISSION OF THE PARISH OF ALMA,

(S) HENRI BEAUMONT,
President.
(S) ÉMILIEN HARVEY,
Secretary-Treasurer.
(S) J. V. TREMBLAY, Q.C.,
Agent and authorized Attorney.

True copy:

J. V. TREMBLAY, Q.C., Agent.
46076-42-4

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the town of La Tuque, in the County of Lavolette will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of a special Act for the following purposes:

1° Pour confirmer et ratifier à toutes fins que de droit une entente intervenue entre les Commissaires d'école pour la municipalité de la ville de La Tuque dans le comté de Laviolette et la compagnie Canadian International Paper Co. en rapport aux industries situées dans les limites du territoire sur lequel ils ont juridiction;

2° Pour toutes autres fins;

Donné à La Tuque, ce 15 octobre 1957.

Les Procureurs des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque dans le comté de Laviolette,
46114-42-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

1. To confirm and ratify, for any legal purposes, an agreement concluded between the School Commissioners for the municipality of the town of La Tuque in the county of Laviolette and the Canadian International Paper Co. respecting the industries located within the limits of the territory over which they have jurisdiction;

2. For any other purposes;

Given at La Tuque, this October 15, 1957.

MÉTHOT & MÉTHOT,
Attorneys for the School Commissioners
for the Municipality of the town of La Tuque
46114-42-4 in the County of Laviolette.

Avis public est par les présentes donné que Paul Rodier, administrateur, de la cité de Westmount, district de Montréal, Lucile Rodier, veuve de Clarence Gagnon, de la cité de Westmount, district de Montréal, tous deux exécuteurs testamentaires et grevés de substitution, et Yseult Rodier, épouse de Pierre Dieul, de Paris, France, grevée de substitution, de la succession de feu Marie Joseph Léonce Léopold Rodier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi définissant et étendant les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires, et pour autres fins.

Montréal, ce 16 octobre 1957.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
BADEAUX FILION BADEAUX &
46116-42-4-o BÉLAND.

Public notice is hereby given that Paul Rodier, administrator of the city of Westmount, district of Montreal, Lucile Rodier, widow of Clarence Gagnon, of the city of Westmount, district of Montreal, both in their capacity of testamentary-executors and institutes, and Yseult Rodier, wife of Pierre Dieul, of Paris, France, in her capacity of institute, of the estate of the late Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier, under the terms of the last will and testament of the said deceased, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act clarifying and extending the powers of the testamentary-executors, and for other purposes.

Montreal, October the 16th, 1957.

BADEAUX FILION BADEAUX &
BÉLAND,
46116-42-4-o Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné, que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans les limites actuelles de la ville d'Iberville, une taxe de vente, dite taxe d'éducation, n'excédant pas un pour cent dont le produit sera additionné au produit de la taxe perçue par La commission scolaire de la cité de Saint-Jean, et La commission scolaire de Notre-Dame Auxiliatrice, de Saint-Jean, pour être ensuite partagé entre les commissions scolaires de la ville d'Iberville, de la cité de Saint-Jean et de la municipalité scolaire de Notre-Dame Auxiliatrice de Saint-Jean, proportionnellement au nombre d'enfants qui fréquentent les écoles de ces commissions scolaires.

Québec, le 16 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
JEAN-H. GAGNÉ, avocat,
LAPLANTE, GAGNÉ,
46117-42-4-o TROTIER & LETARTE.

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville, will apply to the Legislature at its next session, for the adoption of an act for the purposes of imposing and levying within the present limits of the town of Iberville, a sales tax, called educational tax, not to exceed one per cent of which the produce shall be added to the produce of the tax collected by the school commission of the city of St. John's, and the school commission of Notre-Dame Auxiliatrice, of St. John's, to be then divided between the school commissions of the town of Iberville, the city of St. John's, and The school municipality of Notre-Dame Auxiliatrice of St. John's, proportionately to the number of children who attend the schools of these school commissions.

Quebec, October 16, 1957.

JEAN-H. GAGNÉ, advocate,
LAPLANTE, GAGNÉ,
46117-42-4 TROTIER & LETARTE,
Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company, corporation formée par la loi 14 George VI, chapitre 159, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'abroger la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 150, d'autoriser la compagnie à donner suite à une entente intervenue entre elle et les souscripteurs à son fonds de réserves, et pour toutes autres fins.

Québec, le 16 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
JEAN-H. GAGNÉ, avocat,
LAPLANTE, GAGNÉ,
46118-42-4-o TROTIER & LETARTE.

Notice is hereby given that La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company, a corporation formed by act 14 George VI, chapter 159, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act in order to repeal act 2-3 Elizabeth II, chapter 150, authorize the company to give effect to an agreement concluded between said company and the subscribers to the reserve fund of the company, and for any other purposes.

Quebec, October 16, 1957.

JEAN-H. GAGNÉ, advocate,
LAPLANTE, GAGNÉ,
46118-42-4 TROTIER & LETARTE,
Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville d'Anjou, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander l'adoption d'une loi aux fins de permettre à BP Canada Limited d'ériger et d'opérer une raffinerie de pétrole et de débits d'essence, dans le territoire de la ville, et de fixer pour une période de quinze ans (15) le montant d'évaluation de cet établissement pour fins municipales et scolaires et aussi celui des taxes exigibles sur cette raffinerie, et pour l'autoriser à fixer l'évaluation des biens de monsieur Paul A. Fournier pour fins municipales et scolaires, et pour fixer le montant de ces taxes pour une période de dix ans (10) à venir, et lui permettre le droit de possession préalable en cas d'expropriation et autres pouvoirs divers.

Montréal, le 16 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46133-43-4-o YVES LAURIER, C.R.

Notice is hereby given that the town of Anjou, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to grant permission to BP Canada Limited to build and operate, within the territory of the town, a petroleum refinery and gasoline filling stations and to fix, for a period of fifteen (15) years, the amount of the valuation of the said refinery for municipal and school taxes, and also the amount of taxes to be payable on the said refinery, and authorizing the said town of Anjou to fix, for a period of ten (10) years, the amount of the valuation of the immovables of Paul A. Fournier for municipal and school taxes, the amount of taxes to be payable on the said immovables, and giving the said town of Anjou the right to preliminary possession in case of expropriation and with other various powers.

Montreal, October 16th, 1957.

YVES LAURIER, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Berthierville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Imposer et prélever une taxe spéciale de 2% de même nature et sujette aux mêmes exemptions, mutatis mutandis, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941 et ses amendements, ladite taxe devant être imposée dans les limites de la ville de Berthierville.

2° Accorder annuellement des frais de représentation au maire et aux échevins.

3° Obtenir un pouvoir d'emprunt limité à \$200,000.00 pour acquérir, améliorer, construire, entretenir, louer ou vendre un ou des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles.

4° Et pour toutes autres fins.

Avis est également par les présentes donné que par la même loi Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthierville dans le comté de Berthier demanderont l'autorisation d'imposer et prélever une taxe spéciale de 1% de même nature et sujette aux mêmes exemptions, mutatis mutandis, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941, et ses amendements, ladite taxe devant être imposée dans les limites régies par lesdits commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthierville dans le comté de Berthier.

Joliette, le 15 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46134-43-4-o MARCEL G. GUILBAULT.

Public notice is hereby given that the town of Berthierville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

1. Impose and levy a special tax of 2%, of the same kind and subject to the same exemptions, mutatis mutandis, than that now in force and provided for in chapter 88 of the Revised statutes of Quebec, 1941, and its amendments, said tax to be imposed within the limites of the town of Berthierville.

2. Grant annually representation expenses to the mayor and to the aldermen.

3. Obtain a borrowing power limited to \$200,000.00 to acquire, improve, build, maintain, rent or sell one or many immovables to be used for municipal or industrial purposes.

4. And for other purposes.

Notice is also given hereby that by the same act the School Commissioners for the municipality of the town of Berthierville in the county of Berthier shall demand the authorization to impose and levy a special tax of 1% of the same kind and subject to the same exemptions, mutatis mutandis, that that now in force and provided for in chapter 88 of the revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, said tax to be imposed within the limits governed by the said Schools commissioners for the municipality of the town of Berthierville in the county of Berthier.

Joliette, October 15th, 1957.

MARCEL G. GUILBAULT,
Attorney for petitioners.

Avis public est donné que la Corporation Municipale de Chibougamau s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine Session, dans le but de faire amender sa Charte.

Les objets du bill seront: la tenue d'élections pour le Conseil de Ville; l'agrandissement du territoire de la Ville; la réglementation des ruelles et l'acquisition de terrains par la Ville à cet effet; la nomination obligatoire d'un gérant; la taxation des lots vacants.

L'Agent de la Ville de Chibougamau,
46135-43-4-o (Signé) PAUL MIQUELON.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the city of Chibougamau will present a Bill at the next coming Session of the Quebec Legislature and will ask for amendments to its Charter.

The objects of this Bill will be: the holding of elections for the City Council; the enlargement of the City territory; the regulation of "rues" and the acquisition by the City of land for this object; the mandatory nomination of a manager for the City; the taxation of vacant lots.

(Signed) PAUL MIQUELON,
Agent for the City of Chibougamau.

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, aux fins suivantes:

Pour autoriser la Ville à créer un fonds industriel n'excédant pas deux cent mille dollars qu'elle pourra utiliser pour acquérir, construire et entretenir pour des fins municipales ou industrielles, des immeubles dont elle pourra disposer et à ces fins emprunter les sommes nécessaires;

Pour prolonger le terme d'office du maire et des échevins;

Pour payer une indemnité au maire et aux échevins et leur rembourser leurs dépenses de voyage;

Pour changer la date des élections et celle de la présentation des candidats ainsi que la date de certaines autres procédures préalables à la tenue des élections;

Pour changer le système de rotation pour l'élection des échevins;

Pour abroger des dispositions de la charte ayant servi à leur fin et n'ayant plus d'utilité pour la Ville;

Pour obliger tout acquéreur d'un terrain contenant une ou des parties de lot à faire faire un plan et livre de renvoi de ce terrain et augmenter l'amende prévue par l'article 430a de la Loi des cités et villes;

Pour restreindre les cas où le paiement de l'amende et des frais en vertu de l'article 527a de la Loi des cités et villes vaudra comme paiement de la licence ou du permis;

Et pour d'autres fins.

Coaticook, ce 16 octobre 1957.

Les Procureurs de la requérante,
46136-43-4-o GÉRIN & GÉRIN.

Notice is hereby given that the town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a Bill, for the following purposes:

To authorize the Town to establish an industrial fund not exceeding two hundred thousand dollars which the Town may use to acquire, construct and maintain, for municipal or industrial purposes, immovables of which the Town may dispose, and for these purposes, borrow the necessary amounts;

To extend the term of office of the mayor and of the aldermen;

To pay an indemnity to the mayor and to the aldermen, and reimburse their travelling expenses;

To change the date of elections and that of the nomination of candidates, as well as the date of certain other proceedings preliminary to the holding of the elections;

To change the system of rotation for the election of aldermen;

To repeal certain provisions of the charter which have served their purpose and which are no longer useful to the Town;

To compel every acquirer of land comprising part or parts of lot to have made a plan and book of reference of this land and increase the fine provided by section 430a of the Cities and Towns Act;

To restrict the cases in which the fine and the costs, in virtue of section 527a of the Cities and Towns Act shall be considered as the payment of the licence or the permit.

And for other purposes.

Coaticook, October 16th 1957.

46136-43-4-o GÉRIN & GÉRIN,
Attorneys for Petitioner.

Avis est par les présentes donné par la ville de Louiseville qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa Charte sur les matières suivantes:

a) De permettre une rémunération au maire et aux échevins;

b) De changer le sens d'éligibilité requis pour occuper la charge de maire et d'échevins;

c) De permettre la réglementation de dispositions relatives à la santé publique;

d) D'interrompre la circulation dans les rues de la ville lorsque besoin sera;

e) D'octroyer des pouvoirs spéciaux pour le progrès de la ville lors de la confection de certains travaux;

f) De réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants ou roulottes servant de restaurants ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires;

g) De permettre la réglementation de la fermeture de certains commerces;

h) D'autoriser la ville à procéder à la confection de ses rôles d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles;

i) D'exiger certains renseignements ou avis des locataires résidants dans la ville;

j) Autoriser la création d'un fonds de roulement;

k) De construire et d'exploiter des édifices publics pour des fins municipales ou industrielles.

Louiseville, le 18 octobre 1957.

Le Procureur de la ville de Louiseville,
dans le comté de Maskinongé,
46138-43-4-o RÉMI PAUL.

Notice is hereby given by the town of Louiseville that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its Charter on the following matters:

a) To allow a remuneration for the Mayor and Aldermen;

b) To change the property rating for the eligibility required to occupy the offices of mayor and aldermen;

c) To allow a control of provisions relative to public health;

d) To interrupt traffic in the streets of the city wherever need be;

e) To grant special powers for the progress of the town upon construction of certain works;

f) To control, prohibit or limit the number of rolling restaurants or stands which serve as restaurants or for French Fried Potatoes or other food products;

g) To allow the control of the closing of certain businesses;

h) To authorize the town to proceed with the drawing up of its valuation rolls on files or loose leaf folders;

i) To exact certain reports or notices on tenants residing in the town;

j) To authorize the creation of a rolling fund;

k) To construct and exploit public buildings for municipal or industrial purposes.

Louiseville, October 18, 1957.

46138-43-4 RÉMI PAUL,
Attorney for the town of Louiseville,
in the county of Maskinongé.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "La Société Agricole des Cantons de l'Est (E.T.A.A.)" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi décrétant que les propriétés immobilières qu'elle possède dans la cité de Sherbrooke soient déclarées non imposables à compter du 1er janvier 1957 au 1er janvier 1962, et cela nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire.

Sherbrooke, ce 15 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,

LEBLANC, DELORME,

46137-43-4-o BARNARD & LEBLANC.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Eastern Townships Agricultural Association" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act enacting that the immovable properties owned by the corporation in the limits of the city of Sherbrooke be declared exempt from taxation from the 1st of January 1957 to the 1st of January 1962, notwithstanding any general law or special act to the contrary.

Sherbrooke, October 15th, 1957.

LEBLANC, DELORME,

BARNARD & LEBLANC,

46137-43-4-o Attorneys for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est donné que Dame Elvire Raymond, veuve de Joseph Édouard Nelson, des cité et district de Montréal, en sa qualité de seule grevée à la substitution créée par son grand-père Marius Raymond, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi déterminant à qui appartiennent les biens substitués et à qui ils appartiendront au cas de caducité du legs, et pour autres fins.

Montréal, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

MAURICE SAUVÉ.

46139-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Elvire Raymond, widow of Joseph Edouard Nelson, of the city and district of Montreal, in her capacity as sole institute under the terms of the last will and testament of her grandfather, the late Marius Raymond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act determining to whom belong the property affected by the substitution and to whom they shall belong in the event of caducity of the legacy, and for other purposes.

Montreal, October the 17th, 1957.

MAURICE SAUVÉ,

Attorneys for the petitioner.

46139-43-4-o

Avis est, par les présentes donné, que la Ville de Richmond s'adressera à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte la Loi I Édouard VII, chapitre 50 et les divers statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: permettre de fixer l'évaluation des immeubles industriels de Richmond Wood Heel Co. Limited; autoriser le conseil à passer un règlement, sujet à référendum, accordant une rémunération annuelle pour le maire et pour chaque échevin; autoriser la Ville de Richmond à créer un fonds industriel; autoriser le conseil à percevoir les taxes de locataire de tout propriétaire qui refuse ou néglige d'aviser la corporation de tout changement de locataire; autoriser la Ville de Richmond à changer la date des élections municipales; autoriser le conseil à passer un règlement de zonage et de répartition pour travaux permanents; autoriser la Ville à imposer une taxe pour servir à l'enlèvement de la neige; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 30 septembre 1957.

Le Procureur de la requérante,

LÉONCE CÔTÉ, C.R.

46140-43-4-o

Notice is hereby given that the town of Richmond will apply to the Legislature, at its next Session, for the passing of an Act amending its charter Act I Edward VII, chapter 50 and the various Statutes with amendments thereto, respecting the following matters: to fix the valuation of the industrial immovables of the Richmond Wood Heel Co. Limited; authorize the Council to pass a by-law, subject to a referendum, granting an annual indemnity for the mayor and each alderman; authorize the town of Richmond to create an industrial fund; authorize the Council to collect tenant taxes from any property owner who refuses or neglects to notify the corporation of any change in tenants; authorize the town of Richmond to change the date of municipal elections; authorize the Council to pass a by-law for zoning and apportionment for permanent works; authorize the town to impose a tax for the removal of snow; and for other purposes.

Sherbrooke, September 30, 1957.

LÉONCE CÔTÉ, Q.C.,

Attorney for the petitioner.

46140-43-4

Avis est par les présentes donné que Joseph Georges Aimé Carrière, de Pointe Gatineau, dans le district de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Joseph Georges Aimé Soucy.

Québec, 16 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,

(Signé) FERLAND, PERRON & PERRON.

Vraie Copie.

Les Procureurs du pétitionnaire,

FERLAND, PERRON & PERRON.

46143-43-4-o

Notice is hereby given that Joseph Georges Aimé Carrière, of Pointe Gatineau, in the district of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing him to be known and designated under the name of Joseph Georges Aimé Soucy.

Quebec, October 16th, 1957.

(Signed) FERLAND, PERRON & PERRON,

Attorneys for the petitioner.

True copy.

FERLAND, PERRON & PERRON,

Attorneys for the Petitioner.

46143-43-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, une corporation municipale ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session pour amender sa charte afin d'obtenir les pouvoirs suivants: Pour diviser la cité en quartiers sur plébiscite, pour la modalité d'amender le règlement de construction, pour faire certains travaux publics sur résolution, pour imposer aux propriétaires riverains une proportion du coût des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie, pour imposer une taxe sur les personnes qui vendent aux détaillants, commerçants, etc., mais qui transportent leurs marchandises avec eux pour livraison, pour imposer une taxe de \$500.00 annuellement aux colporteurs, pour payer une pension à tout membre du Conseil qui aura été en fonction pendant douze ans.

Saint-Jérôme, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs de la Cité
de Saint-Jérôme,

DE MARTIGNY & MARCHESSAULT.
46141-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Son Excellence Monseigneur Émilien Frenette, évêque catholique romain de Saint-Jérôme, demeurant en la cité de Saint-Jérôme, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de constituer une corporation sous le nom, en français, de "Séminaire de Sainte-Thérèse", et en anglais, de "Seminary of St. Therese", sous certaines conditions, dont:

a) la dissolution de la corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse, constituée par la Loi 8 Victoria, chapitre 100;

b) le pouvoir d'adopter des règlements pour sa régie interne;

c) le droit de contracter des emprunts pour la poursuite de ses fins;

d) le droit d'ester en justice.

Québec, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs du requérant,

DORION, DORION & BERNIER.
46142-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que La Corporation Municipale de la Paroisse St-Jacques-le-Majeur de Causapsal et les commissaires d'écoles pour les municipalités de Causapsal village et Causapsal paroisse, dans le comté de Matapédia, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever dans la municipalité de la paroisse de St-Jacques-le-Majeur de Causapsal une taxe de vente de deux pour cent (2%), et dans les limites des municipalités scolaires de Causapsal village et Causapsal paroisse une taxe spéciale, dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconque, et pour toutes autres fins.

Québec, 16 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
(Signé) FERLAND, PERRON & PERRON.
Vraie copie.

Les Procureurs du pétitionnaire,
FERLAND, PERRON & PERRON.
46144-43-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the city of St. Jerome, a municipal corporation having its head office in the city of St. Jerome, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session to amend its charter so as to obtain the following powers: To divide the City in wards by plebiscite, for methods of amending the building by-law, to carry on certain public works by resolution, to impose upon riparian property owners a proportion of the cost of the work on aqueduct, sewers and road work, to impose a tax on person who sell retail, dealers, etc., but who transport their merchandise with them for delivery to, impose a \$500.00 tax annually on pedlars, to pay a pension to any member of the Council who will have been in office during twelve years.

St. Jerome, October 17, 1957.

DE MARTIGNY & MARCHESSAULT.

Attorneys for the City
of St. Jerome.

46141-43-4

Notice is hereby given that His Excellency Monseigneur Émilien Frenette, roman catholic archbishop of Saint-Jérôme, residing in the city of St. Jerome, will apply to the Legislature of Quebec, during the course of the next session, for the obtention of the project of an Act for incorporation of a corporation under the name, in french, of "Séminaire de Sainte-Thérèse", and in english, of "Seminary of St. Therese", under certain conditions, such as:

a) the dissolution of the corporation of the "Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse", incorporated by Act 8 Victoria, chapter 100;

b) the power to adopt these by-laws for its internal administration;

c) the right to contract loans for the pursuit of its objectives;

d) the right to appear in court.

Quebec, October 17, 1957.

DORION, DORION & BERNIER,

Attorneys for the petitioner.

46142-43-4

Public notice is, hereby, given that the municipal Corporation of St. Jacques-le-Majeur of Causapsal and the School Commissioners of the village and the parish of Causapsal, county of Matapédia, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law giving them the power to impose and levy in the municipality of St. Jacques-le-Majeur of Causapsal a sale tax of two per cent (2%), and within the limits of school municipalities of Causapsal village and Causapsal parish a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, and for all other purposes.

Quebec, October 16th, 1957.

(Signed) FERLAND, PERRON & PERRON,

Attorneys for petitioner.

True copy.

FERLAND, PERRON & PERRON,

Attorneys for petitioner.

46144-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de la Rivière des Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies, dans le comté Laval, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine Session, pour présenter un projet de loi pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe spéciale de 1%, dite taxe d'éducation, sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens faite dans leur territoire respectif; payer une rémunération aux Commissaires et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 18 octobre 1957.

Le Procureur des requérants,
ROBERT HODGE, C.R.

46145-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de la Rivière des Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies, in Laval county, will apply to the Provincial Legislature, at its next Session, to obtain the power to impose a special sale tax of 1% on the retail sale and purchase price, called education tax, within the limits of their territory; to pay a remuneration to the School Commissioners and for other purposes.

Montreal, October 18th, 1957.

ROBERT HODGE, Q.C.,
Attorney for Petitioners.

46145-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité de Shawinigan Falls pour les fins suivantes: pouvoir d'emprunter pour les fins de bâtisses industrielles; abrogation d'une disposition spéciale applicable à la cité de Shawinigan Falls en cas de vacance dans la charge de maire; exemption pour la cité de Shawinigan Falls des dispositions de la loi 13 George VI chapitre 26 quant à la durée des conventions collectives avec ses employés manuels et le Syndicat des policiers de la cité de Shawinigan Falls; ratification et validité du règlement 727 de la cité de Shawinigan Falls dans sa teneur; et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, le 17 octobre 1957.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

46146-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls for the following purposes: abrogation of a special disposition applicable to the city of Shawinigan Falls in case of vacancy in the office of mayor; exemption for the city of Shawinigan Falls of the dispositions of the Act respecting municipal and school corporations and their employees; ratification and validity of by law 727 of the city of Shawinigan Falls; and other purposes.

Shawinigan Falls, October 17, 1957.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
Attorney for the Petitioner.

46146-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité de Shawinigan Sud s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi concernant la repartition des taxes scolaires imposées sur les immeubles appartenant à des corporations et à des compagnies légalement constituées qui sont situés dans les territoires sous la juridiction des commissaires d'écoles de la municipalité de Shawinigan Falls, entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Sud; et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, 17 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,

46147-43-4-o

J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Shawinigan South in the county of St. Maurice will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, respecting the apportionment of the school taxes, levied on the moveables belonging to corporations and companies legally incorporated, which are situated within the territories under the jurisdiction of the municipality of Shawinigan Falls, between the school commissioners for the municipality of Shawinigan Falls and the school commissioners for the municipality of Shawinigan South; and other purposes.

Shawinigan Falls, October 17, 1957.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
Attorney for the petitioners.

46147-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que messieurs Victor-Joseph Jaquin, Émile-Louis Jaquin, Alphonse Jaquin et Anne-Marie Jaquin, tous du comté Laval, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi concernant le testament de feu Joseph Coutaller, passé devant Me J.-A. Guy, notaire, aux fins de donner à l'exécuteur testamentaire des pouvoirs additionnels concernant l'actif de ladite succession.

Montréal, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs des requérants,
ADOLPHE PREVOST et
ROBERT HODGE, C.R.

46148-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Victor-Joseph Jaquin, Émile-Louis Jaquin, Alphonse Jaquin and Anne-Marie Jaquin, all residing in Laval county, will apply to the Provincial Legislature, at its next Session, to present a law concerning the will of the late Joseph Coutaller, received by Me J.-A. Guy, notary, for the purpose of giving to the testamentary executor additional powers concerning the assets of the said estate and for other purposes.

Montreal, October 17th, 1957.

ADOLPHE PREVOST and
ROBERT HODGE, Q.C.,
Attorneys for Petitioners.

46148-43-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Bruno Hyland, mécanicien de machines fixes, domicilié en la ville de Nicolet, dit district, et Marie-Jeanne-Alice Côté, étudiante infirmière, domiciliée à Nicolet, dit district, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour changer le nom de famille de cette dernière de "Côté" en celui de "Hyland".

Nicolet, le 19 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46149-43-4-o PIERRE SMITH.

Public notice is hereby given that Bruno Hyland, mechanic, domiciled in the town of Nicolet, said district, and Marie-Jeanne-Alice Côté, student nurse, also domiciled in the town of Nicolet said district, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the purpose of changing her surname "Côté" to that of "Hyland".

Nicolet, October 19th, 1957.

PIERRE SMITH,
46149-43-4-o Attorney for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

a) Déclarer et décréter nuisances publiques le fait de placer, déposer, accumuler ou amonceler certains objets et substances sur tout terrain ou emplacement sis sur une rue de la cité, ainsi que toute excavation, trou ou dépression de terrain existant dans les limites de la cité et ayant été créé par la démolition, le transport, l'incendie ou l'écroulement d'un immeuble; et prescrire des mesures propres à empêcher ou faire disparaître telles nuisances.

b) Imposer et percevoir sur tous ou certains commerces des droits ou taxes pouvant consister en une somme fixe ou être basés sur la valeur locative annuelle des lieux occupés aux fins des dits commerces.

c) Acquérir, construire ou entretenir des immeubles pour fins industrielles ou municipales et emprunter à cet effet une somme n'excédant pas cinq cent mille dollars.

Drummondville, ce 19 octobre 1957:

Les Procureurs de la requérante,
46150-43-4-o RINGUET ET SAINT-PIERRE.

Notice is hereby given that the city of Drummondville, in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act granting in the following powers:

a) To declare and enact as public nuisances the fact of placing, depositing, accumulating or piling up certain objects and substances on any lot or emplacement situated on a city street, as well as any excavation, hole or depression of land existing within the limits of the city and having been created by demolition, transportation, fire or the collapsing of a building; and to prescribe proper measures to prevent or make disappear such nuisances.

b) To impose and levy on all or certain businesses the rights or taxes which may consist of a fixed amount or which shall be based upon the annual renting value of the places occupied for the purposes of the said businesses.

c) To acquire, construct or maintain immovables for industrial or municipal purposes and to borrow for this purpose an amount not exceeding five hundred thousand dollars.

Drummondville, October 19, 1957.

RINGUET AND SAINT-PIERRE,
46150-43-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par le présent donné que la Corporation de la paroisse de Sainte-Flore et la Cité de Grand'Mère s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi prohibant l'aliénation, le louage ou le grèvement de l'île du Lac des Piles, actuellement possédée par la Corporation de la paroisse de Sainte-Flore dans les limites de la municipalité qu'elle régit; le tout afin de rendre plus faciles la surveillance et la police de ladite île ainsi que l'assainissement de l'eau qui l'entoure et qui alimente l'aqueduc de Grand'Mère.

Grand'Mère, le 19 octobre 1957.

Les Procureurs des requérantes,
46151-43-4-o DÉSILETS, CRÊTE
ET LÉVESQUE.

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of Sainte-Flore and the city of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act prohibiting the alienation, the lease and hire or the imposition of any charge whatsoever affecting the island of Lac des Piles actually owned by the Corporation of the Parish of Sainte-Flore, within the limits of the municipality submitted to its authority; such prohibitions intended to facilitate the supervision and police of the said island as well as the purifying of the waters which surround it and which feed the Grand'Mère waterworks.

Grand'Mère, October 19th, 1957.

DÉSILETS, CRÊTE
AND LÉVESQUE,
46151-43-4-o Attorneys for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Jonquière s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, afin d'amener sa charte de façon à lui octroyer certains pouvoirs additionnels nécessités par les progrès et l'extension de la cité.

Les Procureurs de la Requérante,
46161-43-4-o T. McNICOLL et P. MIQUELON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, by these presents, given that the city of Jonquière will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act, so as to amend its charter in order to be granted certain additional powers necessitated by progress and the extension of the city.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
46161-43-4 Attorneys for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la corporation du canton Langlier, dans le comté municipal de Champlain, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine Session:

Pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant le règlement municipale numéro 41, de la corporation du canton Langlier dans le comté municipal de Champlain, concernant l'évaluation de certains biens imposables possédés par The Shawinigan Water & Power Company, dans les limites de la municipalité du canton Langlier.

La Croche, 21 octobre 1957.

La Corporation du Canton Langlier dans le comté municipal de Champlain.

Le Maire,
FRANÇOIS BEAUCHESNE.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE DUGAS.

46162-43-4-o

Notice is hereby given that the corporation of the township of Langelier in the municipal county of Champlain, will apply to the Legislature of Quebec at its next Session:

To obtain the passing of an Act ratifying by-law number 41 of the corporation of the township of Langelier in the municipal county of Champlain, concerning the valuation of certain taxable properties owned by The Shawinigan Water & Power Company, within the limits of the municipality of the township of Langelier.

La Croche, October the 21st, 1957.

The Corporation of the township of Langelier in the Municipal County of Champlain.

FRANÇOIS BEAUCHESNE,
Mayor.

ÉMILE DUGAS,
Secretary-Treasurer.

46162-43-4-o

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche, dans le comté Laviolette, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session:

Pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant une résolution en date du 20 octobre 1957, des commissaires d'écoles pour la municipalité de la rivière Croche, dans le comté Laviolette, concernant l'évaluation de certains biens imposables possédés par The Shawinigan Water & Power Co. dans les limites du territoire de la commission scolaire de rivière Croche, dans le comté Laviolette;

La Croche, 21 octobre 1957.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche, dans le comté Laviolette.

Le Président,
CAMILLE RICARD.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE DUGAS.

46163-43-4-o

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Rivière Croche, in the county of Laviolette, will apply to the Legislature of Quebec at its next Session:

To obtain the passing of an Act ratifying a resolution of October the 20th 1957, of the school commissioners for the municipality of Rivière Croche, in the county of Laviolette, concerning the valuation of certain taxable properties owned by the Shawinigan Water & Power Company, within the limits of the territory of The School Commission of Rivière Croche, in the county of Laviolette.

La Croche, October the 21st, 1957.

The school commissioners for the municipality of Rivière Croche, in the county of Laviolette.

CAMILLE RICARD,
President.

ÉMILE DUGAS,
Secretary-Treasurer.

46163-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant leur corporation: a) à établir et maintenir un fonds de pension au bénéfice de certains de leurs employés qui ne sont pas qualifiés à participer au fonds de pension prévu par la Loi de l'instruction publique; b) à assigner à tout instituteur et à toute institutrice, en une époque quelconque de l'année scolaire, une classe, une école et une fonction pédagogique différentes de celle mentionnée dans le contrat d'engagement, mais à la condition que de ce fait le traitement ne soit pas réduit; c) à cotiser et taxer tout immeuble situé dans la municipalité scolaire de Shawinigan Falls et appartenant à une corporation municipale, en autant que ledit immeuble est possédé pour en retirer un revenu et non possédé pour les fins pour lesquelles la corporation municipale a été établie; d) à accorder, par des résolutions qui seront irrévocables, des pensions viagères d'un montant défini dans chaque cas, payables à même les fonds généraux de la corporation, à J. O. S. Brunet et Philias Charest respectivement.

Shawinigan Falls, le 19 octobre 1957.

Les Procureurs des requérants,
DÉSILETS, CRÊTE
ET LÉVESQUE.

46164-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Shawinigan Falls, in the county of Saint-Maurice, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing their corporation: a) to establish and maintain a pension fund for the benefit of certain of their employees who are not entitled to participate to the pension fund provided for by the Education Act; b) to assign to any teacher at any time during the school year a class, a school or a pedagogic function different from the one mentioned in his or her deed of engagement, provided that his or her salary be not reduced thereby; c) to assess and tax any immovable property situate in the school municipality of Shawinigan Falls and owned by a municipal corporation, insofar as said property is held for profit and not held for the purposes for which the municipal corporation has been established; d) to grant, by resolutions that shall be irrevocable, pensions for life of definite amounts, in each case, payable from the general funds of the corporation, to J. O. S. Brunet and Philias Charest respectively.

Shawinigan Falls, October 19th, 1957.

DÉSILETS, CRÊTE
AND LÉVESQUE.
Attorneys for the petitioners

46164-43-4-o

Avis public est par les présentes donné, que Dame Sarah Hamel Gélinas, de la cité de Longueuil et Henri Gélinas, médecin, de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi relative à l'autorisation de vendre des lots de terra vacants sis rues Westborne Silverson et Elgin Road dans la municipalité de Côte St-Luc, connus et désignés comme étant les subdivisions six, sept, huit, cinquante-six, soixante-huit et soixante-neuf du lot originaire numéro quatre-vingt-treize (93-6-7-8-56-68-69) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Montréal, le 4 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
JACQUES FOURNIER, C.R.

10, est, rue St-Jacques, ch. 63, Montréal.
46159-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Beaconsfield s'adressera à la Législature de la province de Québec à la prochaine Session pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins suivantes: corriger un renvoi statutaire dans ladite charte; annexer à son territoire une partie du territoire de la ville de Pointe-Claire et le territoire de la municipalité de la paroisse de St-Joachim de la Pointe-Claire; augmenter jusqu'à \$10,000.00 les montants qu'elle peut octroyer annuellement pour aider aux institutions de charité et à d'autres semblables; augmenter les pouvoirs de son gérant de ville; changer l'époque des élections municipales; permettre que la liste des électeurs soit rédigée suivant les numéros de rue ou de cadastre; prolonger les heures de votation; augmenter jusqu'à \$4,000.00 le montant qu'elle peut dépenser annuellement pour faire connaître les avantages de la ville; augmenter ses pouvoirs relatifs aux fossés d'égoutement, au bain, à la natation, aux plages, à la location d'embarcations, à l'octroi des permis de bâtir et à la subdivision des terres; abroger des dispositions de sa charte qui sont actuellement incorporées dans la loi générale relatives aux contraventions aux règlements de circulation, aux nuisances et à l'approbation des règlements d'emprunt; mettre à la disposition des estimateurs les conseils d'experts; permettre que le rôle d'évaluation puisse être composé de fiches ou de feuilles mobiles; permettre au conseil de déléguer à un bureau de revision l'audition des plaintes à l'encontre du rôle d'évaluation; augmenter à sept pour cent le taux maximum d'intérêt sur les taxes en souffrance; permettre que les constructions sur les terrains municipaux et servant à des fins récréatives ou d'éducation puissent être exemptées de la taxe générale municipale; permettre que les institutions religieuses et d'autres semblables soient imposées pour les améliorations locales dont ils auront demandé l'exécution; changer ses pouvoirs relatifs à l'évaluation des terres en culture ou affermées; autoriser l'imposition d'une taxe de vente; augmenter le montant qu'elle peut emprunter sur billets en attendant la perception des taxes; augmenter jusqu'à \$50,000.00 le montant du capital permis de son fonds de roulement; et porter à sept le nombre des échevins.

Beaconsfield le 21 octobre 1957.

Les Procureurs de la Pétitionaire,
HIBBARD & GRIGG.

46160-43-4-o

Public notice is hereby given that Mrs. Sarah Hamel Gelinias, of the city of Longueuil and Henri Gelinias, doctor, of the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, for the passing of an Act concerning the authorization to sell vacant emplacements situate on Westborne street, Silverson street and Elgin Road, municipality of Côte St-Luc and composed of the lots of land known and designated under numbers six, seven, eight, fifty-six, sixty-eight and sixty-nine of the subdivision of lot ninety-three (93-6, 7, 8, 56, 68 and 69) upon the Official plan and in the book of references of the parish of Montreal.

Montreal, October 4th, 1957.

JACQUES FOURNIER, Q.C.,

Attorney for the petitioners.

10, St. James Str. East, room 63, Montreal.
46159-43-4-o

Public notice is hereby given that the town of Beaconsfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for an act to amend its charter for the following purposes: to correct a statutory reference in the said charter; to annex to its territory a portion of the territory of the town of Pointe-Claire and the territory of the municipality of the parish of St. Joachim de la Pointe-Claire; to increase to \$10,000.00 the amount it may grant annually to assist charitable and similar institutions; to increase the powers of its town manager; to change the time for holding municipal elections; to permit the electoral list to be prepared according to street or cadastral numbers; to prolong the hours for polling; to increase to \$4,000.00 the amount it may spend annually to advertise the town; to increase its powers respecting drainage ditches, bathing and swimming and the use of beaches, the renting of boats, the granting of building permits and the subdivision of land; to repeal charter provisions now incorporated in the general law respecting traffic offences, nuisances and the approval of loan by-laws; to make expert advice available to the assessors; to permit the valuation roll to be composed of index-cards or loose leaves; to permit the council to delegate the hearing of complaints against the valuation roll to a board of revision; to increase the maximum interest rate chargeable on overdue taxes to seven per cent; to permit recreational or educational buildings on municipal land to be exempted from the general municipal tax; to permit religious and similar institutions to be taxed for local improvements which they have requested; to change its powers respecting the valuation of cultivated or farm lands; to authorize the imposition of a sales tax; to increase the amount it may borrow on notes pending the collection of taxes; and to increase to \$50,000.00 the authorized capital of its working fund; and to increase the number of the aldermen to seven.

Beaconsfield October 21, 1957.

HIBBARD & GRIGG,
Attorneys for Petitioner.

46160-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Pont-Viau, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes: ériger son territoire en cité, sous le nom de "Cité de Pont-Viau"; régler la division des quartiers; amender le règlement de zonage; ordonner la fermeture ou réglementer les dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; réglementer la subdivision des lots; réglementer l'exécution de travaux permanents sur requête des propriétaires; réglementer les marchands ambulants; confectionner le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles; autoriser la mutation des locataires au rôle d'évaluation; autoriser la signification des procédures de la Cour Municipale par lettre recommandée; autoriser la vente d'effets non réclamés; annexer à son territoire une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de St-Martin et comprenant les parties de lots numéros 328 et 308; les lots numéros 329, 307, 307A, 306, 305, 304 et 301 du cadastre de la paroisse de St-Martin et une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de St-Vincent-de-Paul comprenant les lots numéros 56, 57, 58, 59, 60 et 60A du cadastre de la paroisse St-Vincent-de-Paul et pour autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la Ville,

46165-43-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the town of Pont-Viau, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter, in order to obtain special powers in the following matters: to erect its territory into a City, under the name of "City of Pont-Viau"; to regulate the division of wards; to amend the zoning by-law; to close or to regulate automobile and other junk yards; to regulate the subdivision of lots; to regulate the execution of permanent works upon petition made by the proprietors; to regulate the itinerant merchants; to prepare the valuation roll on a card-index or loose leaf folder system; to authorize the change of tenant on the valuation roll; to authorize the service of the Municipal Court proceedings by registered letter; to authorize the sale of unclaimed goods; to annex to its territory part of the territory of the Municipal Corporation of the parish of St. Martin including parts of lots nos 328 and 308; and lots nos 329, 307, 307A, 306, 305, 304 and 301 of the cadastral plan of parish of St. Martin and part of the territory of the Municipal Corporation of the parish of St. Vincent de Paul including lots nos 56, 57, 58, 59, 60 and 60A of the cadastral plan of parish of St. Vincent de Paul and for other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

Me ANDRÉ DUCHARME,

46165-43-4-o Attorney for the Town.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "La Manufacture de Laine de St-Camille de Bellechasse Ltée" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi fixant l'évaluation de ses immeubles, situés dans ladite municipalité, et servant pour exploitation industrielle, à la somme de \$500.00, tant pour fins scolaires que pour fins municipales, à compter du 1er janvier 1958, pour une période de vingt ans.

Québec, 22 octobre 1957.

Le Procureur,

46168-43-4-o Me ANDRÉ TROTIER.

Notice is hereby given that the company "La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Ltée" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act to fix valuation of its property, built in the said Municipality and used for industrial exploitation, at the sum of \$500.00 for school and Municipal purposes, for a period of twenty years, as from January 1st, 1958.

Quebec, October 22nd 1957.

Me ANDRÉ TROTIER,

46168-43-4-o Attorney.

Avis public est par les présentes donné que l'"Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke", constituée en corporation en vertu de la Loi 4, George V, chapitre 153, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour modifier son acte d'incorporation et obtenir de plus amples pouvoirs, notamment: l'augmentation de la valeur des biens que la corporation a le droit de posséder.

Sherbrooke, ce 15 octobre 1957.

Les Procureurs des Pétitionnaires,

46169-43-4-o LEBLANC, DELORME, BARNARD & LEBLANC.

Notice is hereby given that "Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke", a corporation incorporated by virtue of the law 4, George V, chapter 153, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, to amend its act of incorporation and obtain greater powers, specially an increase of the value of immovable property that the corporation may hold.

Sherbrooke, this 15th of October 1957.

LEBLANC, DELORME, BARNARD & LEBLANC,

46169-43-4-o Attorneys for Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la Municipalité de la paroisse de Laprairie comté de Laprairie, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Maisonneuve", et aux fins de fixer la date et les modalités des élections, étendre le mandat de maire et de conseillers à trois ans et pour d'autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,

46170-43-4-o BERNARD LEFEBVRE C.R.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Laprairie, county of Laprairie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town of Maisonneuve", and to determine the date and the formalities of elections, to extend the mandate of the mayor and the councillors to three years, and for other purposes.

Montreal, October 21, 1957.

BERNARD LEFEBVRE C.R.,

46170-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale de la paroisse de Sainte-Rose Est, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes: amender le règlement de construction; réglementer les rues publiques, les fossés et les cours d'eau, la subdivision des lots, l'obtention des permis de construction, la confection de plans ou cartes du territoire de la Municipalité et pour autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la Municipalité,
46167-43-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Sainte-Rose Est, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, in order to obtain special powers in the following matters: to amend its construction by-law; to regulate public streets, ditches and water courses; to regulate the subdivision of lots; to regulate the building permits; to regulate the making of plans or maps of the territory of the Municipality, and for other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

Me ANDRÉ DUCHARME,
46167-43-4-o Attorney for the Municipality.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Saint-François-de-Sales, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville Saint-François-de-Sales" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; désigner les quartiers; constituer un fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement de rue sur tout terrain à subdiviser; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; réglementer les marchands ambulants; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; réglementer l'exécution de travaux permanents sur requête des propriétaires; ordonner la fermeture ou réglementer les dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs; réglementer la construction des conduites privées d'eau; entrées d'eau et d'égout; modifier le règlement de construction et de zonage; et pour autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la Municipalité,
46166-43-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Saint-François-de-Sales, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town Saint-François-de-Sales" and to determine the date and the formalities of elections; to extend the mandate of the mayor and the councillors; to fix an indemnity for the mayor and the aldermen; to give a description of the wards; to constitute a working fund; to regulate the building permits; to limit the assessment and the taxation of the farm lands; to fix the location of street on all land to be subdivided; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for waterworks; to regulate the itinerant merchants; to regulate the ditches and water courses; to impose a special tax for the removal of the snow and the maintenance of the streets and the sidewalks; to regulate the execution of permanent works upon petition made by the proprietors; to close or to regulate automobile and other junk yards; to grant moneys for charitable purposes and for recreation centers; to regulate the construction of private conduits; water intakes and sewers; to amend the construction and zoning by-law and for other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

Me ANDRÉ DUCHARME,
46166-43-4-o Attorney for the Municipality.

Avis public est par les présentes donné que "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval" demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente, dite taxe d'éducation, ne dépassant pas un pour cent.

Québec, le 22 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46183-43-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Public notice is hereby given that "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act authorizing them to impose a sale's tax not exceeding one per cent.

Quebec, October 22nd 1957.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
46183-43-4-o Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Bourlamaque, dans le comté d'Abitibi-Est, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Autorisant l'annexion au territoire de la ville de Bourlamaque d'une partie du canton de Bourlamaque;

2° Autorisant le conseil de ville à payer annuellement des frais de représentation au maire et à chacun des échevins.

Bourlamaque, le 17 octobre 1957.

Le Procureur de la Ville de Bourlamaque,
46184-43-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

Public notice is hereby given that the town of Bourlamaque, in the county of Abitibi-Est, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes:

1. To authorize the town to annex to its present territory part of the township of Bourlamaque;

2. To authorize the Council to pay annually costs of entertainment to the mayor and each of the aldermen.

Bourlamaque, October 17th, 1957.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
46184-43-4-o Attorney for the Town of Bourlamaque.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Val d'Or, et certaines autres corporations municipales du comté d'Abitibi-Est, c'est-à-dire la Ville de Malartic, la ville de Bourlamaque, la ville de Cadillac, la ville de Senneterre et la municipalité de la paroisse de Senneterre, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir le droit d'imposer, par résolution de leur conseil, et de prélever, dans les villes de Val d'Or, Malartic, Bourlamaque, Cadillac, Senneterre et la paroisse de Senneterre, une taxe spéciale de 2%, dite taxe de vente, de même nature que la taxe actuellement en vigueur et que prévoit l'article 4 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, et qui sera établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets, et qui sera assujettie aux mêmes exemptions que ladite taxe de vente provinciale.

Val d'Or, le 17 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46185-43-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

Public notice is hereby given that the town of Val d'Or, and certain other municipal corporations of the county of Abitibi-East, namely the town of Malartic, the town of Bourlamaque, the town of Cadillac, the town of Senneterre and the municipality of the parish of Senneterre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of imposing, by resolution of its respective councils, and to levy in the towns of Val d'Or, Malartic, Bourlamaque, Cadillac, Senneterre and the parish of Senneterre a special tax of two per cent, called sales tax, of the same kind as the tax now in force and provided for by Section 4 of Chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, and which shall be established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions as the said provincial sales tax.

Val d'Or, October 17th, 1957.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
46185-43-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Archie Shiroyan, restaurateur, Albert Kojoian, restaurateur, et Zareh Charkougian, épiciier, tous trois de la Cité et du District de Montréal, et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation, eux et les autres personnes professant la même foi, et qui peuvent appartenir à la même communion religieuse, sous le nom de "The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal" avec tous les pouvoirs corporatifs des corporations ecclésiastiques, tels que la tenue des registres de l'état civil, la nomination et la destitution des prêtres officiants, avec tous les pouvoirs civils dont sont revêtus les Ministres des corporations religieuses, le droit d'acquérir et de détenir des propriétés immobilières pour églises ou pour résidences des prêtres officiants, ou pour cimetières ou pour toute autre fin de la corporation, et la faculté de vendre, louer, échanger, hypothéquer, transférer lesdites propriétés ou d'en disposer autrement, et en général, de faire et accomplir tous autres actes ordinairement accomplis par les corporations ecclésiastiques ou religieuses, et pour d'autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Les Procureurs des requérants,
DUSSAULT, VADBONCOEUR,
46186-43-4-o MARTEL & PRÉVOST.

Public notice is hereby given that Archie Shiroyan, restaurant owner, Albert Kojoian, restaurant owner and Zareh Charkougian, grocer, all three of the City and District of Montreal, and others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them and the other members who profess the same faith and who belong to the same religious community, under the name "The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal", with all the corporate powers of ecclesiastical corporations, such as the keeping of records of civil status, the appointment and removal of officiating priests, with all the civil powers pertaining to ministers of religious corporations, the right to acquire and hold immovable property for churches or for residences of for any other purposes of the corporation, and to sell, lease, exchange, hypothecate, transfer or otherwise dispose of the said immovable property and generally, to do and perform such other acts usually performed by ecclesiastical or religious corporations, and for the other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

DUSSAULT, VADBONCOEUR,
MARTEL & PRÉVOST,
46186-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Maximilien Jeanson, cultivateur, de la paroisse de l'Assomption, comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant le testament de Téléphore Jeanson-Lapalme, aux fins que ledit Maximilien Jeanson soit déclaré propriétaire absolu du lot numéro 72 du cadastre du village de l'Assomption.

Joliette, le vingt-deuxième jour d'octobre 1957.

Le Procureur du Pétitionnaire,
46214-43-4-o MAURICE MAJEAU.

Public notice is hereby given that Maximilien Jeanson, farmer, of the parish of l'Assomption, county of l'Assomption, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the passing of an act modifying the will of Téléphore Jeanson-Lapalme as to the said Maximilien Jeanson be declared the absolute owner of lot number 72 of the cadaster of the village of l'Assomption.

Joliette, October 22th, 1957.

MAURICE MAJEAU,
46214-43-4-o The Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la cité de Jacques-Cartier s'adressera à la Législature de la province à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale amendant sa

Notice is hereby given that the city of Jacques-Cartier will apply to the Legislature of the Province at its next session to request the adoption of a special act amending its charter for the

charte aux fins suivantes: élections par rotation sur une période de trois années; augmentation de l'indemnité des membres du conseil; révision et amendement périodique du zonage, sauf quant aux zones agricoles où il pourra être changé en tout temps; pouvoir d'obliger certains établissements à réserver du terrain pour fins de stationnement; mode de répartition des taxes spéciales de pavages et trottoirs; interdiction du dépôt des subdivisions de lots sans approbation du conseil; interdiction de construire sur des lots qui n'ont pas de numéros de cadastre; modification du taux des intérêts sur les taxes; augmentation du fonds de roulement autorisé; appropriation des rues et ruelles cadastrées; augmentation du montant annuel autorisé pour les travaux exécutés sur requête; pouvoir de faire vendre les biens non réclamés en possession de la police; réglementation des taxis; pouvoir de décréter l'imposition d'une taxe de vente; pour ce dernier objet, la cité de Longueuil, les commissaires d'écoles pour la cité de Jacques-Cartier, et les commissaires d'écoles pour la paroisse de St-Bruno s'unissent à la cité de Jacques-Cartier dans sa demande.

Montréal, le 22 octobre 1957.

Le Procureur des requérants,

46188-43-4-o

ÉMILIE BRAIS.

Avis est par les présentes donné que la cité de St-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 24 Georges V, chapitre 94, concernant les matières suivantes: pour valider et confirmer une résolution du conseil relative à la Griffin Steel Foundries Limited concernant la fixation des taxes municipales, pour une période de cinq ans; pour valider et confirmer une résolution des commissions d'écoles du village de St-Joseph relative à la même compagnie concernant la fixation de taxes scolaires pour cinq ans; pour permettre au conseil d'adopter sans référendum, un règlement accordant aux échevins, à titre de frais de représentation, une somme n'excédant pas six cents dollars par année; pour qu'une pension de deux mille dollars par année soit accordée à toute personne qui, à compter de l'année 1930, aura occupée ou occupera la charge de maire ou d'échevin pendant une période d'au moins vingt-cinq ans; pour réglementer les salles de danse publiques, les salles de pool, de billards et de quilles et tout autre lieu public d'amusement dans la municipalité; pour réglementer ou prohiber les restaurants ambulants, les roulottes servant de restaurants dans lesquels on fait la préparation, la cuisson ou la vente de patates frites ou autres produits alimentaires; pour permettre à la ville de réduire, par règlement, l'évaluation de toute habitation unifamiliale; pour permettre à la ville de réduire, par règlement, d'un montant non inférieur à cinquante pour cent de leur valeur réelle, l'évaluation des machineries et accessoires qui sont immeubles par destination; pour porter à sept pour cent par an l'intérêt sur les taxes municipales; pour amender son règlement d'emprunt de façon à ce que la demande de votation soit faite par soixante électeurs; pour autoriser la cité à emprunter, par règlement, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du Ministre des affaires municipales une somme n'excédant pas cent mille dollars pour coût de confection d'un rôle d'évaluation scientifique, et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, ce 22 octobre 1957.

Le Procureur de la cité de Saint-Hyacinthe,

GAÉTAN SYLVESTRE.

46190-43-4-o

following purposes: elections by rotation for a period of three years; increase of the indemnity of the members of the Council; revision and periodical amendment of zoning, save farm zones where zoning may be changed at any time; right to oblige certain establishments to reserve land for parking purposes; mode of distribution of special taxes for paving and sidewalks; interdiction of the deposit of subdivisions of lots without the approbation of the council; interdiction to build on lots which have no cadastral numbers; modification of the rate of interest on taxes; increase of the authorized rolling fund; appropriation of streets and lanes in the cadaster; increase of the authorized annual amount for work executed by petition; right to have sold unclaimed properties in the hands of the police; regulation of taxis; power to enact the imposition of a sales tax; for this latter purpose the city of Longueuil, the school commissioners for the city of Jacques-Cartier and the school commissioners for the parish of St. Bruno will unite at the city of Jacques-Cartier in its request.

Montreal, October 22, 1957.

ÉMILIE BRAIS,

46188-43-4

Attorney for the Petitioners.

Notice is hereby given that the city of St. Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, Act 24 George V, chapter 94, concerning the following: to validate and confirm a resolution of the Council respecting the Griffin Steel Foundries Limited regarding the assessment of municipal taxes for a period of five years; validate and confirm a resolution of the School Commissioners of the village of St. Joseph respecting the same company, regarding the assessment of school taxes for a period of five years; allow the Council to adopt, without a referendum, a by-law granting the aldermen a sum not exceeding six hundred dollars a year as an entertainment allowance; that a pension in the amount of two thousand dollars per year be granted to any person who, from and after the year 1930, may have held or shall hold the post of mayor or alderman during a period of at least twenty-five years; bring under regulations, the public dance-halls, pool and billiard-rooms, bowling-alleys and any other public place of amusement in the municipality; bring under regulations or prohibit mobile restaurants, trailers used as restaurants in which fried potatoes or other foodstuffs are prepared, cooked or sold; allow the town to decrease, by a by-law, the valuation of any one-family dwellings; decrease the valuation, by a by-law, in an amount of not less than fifty per cent of the real value, of machinery and accessories that are immovables by destination; increase to seven per cent per year, the interest on municipal taxes; amend its loan by-law in a manner that a voting request be made by sixty electors; authorize the city to borrow, by means of a by-law, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, a sum not exceeding one hundred thousand dollars to meet the cost of preparation of a scientific valuation roll and for other purposes.

St. Hyacinthe, this October 22, 1957.

GAÉTAN SYLVESTRE,

Attorney for the city of St. Hyacinthe.

46190-43-4

CITÉ DE VERDUN

Avis — Amendements à la charte

Avis est par les présentes donné par la cité de Verdun, qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1° Pour déterminer les dimensions des lots à bâtir;
- 2° Pour contribution à l'établissement de centres d'art, science et récréation;
- 3° Pour pensions aux échevins du conseil;
- 4° Pour ratification de l'entente entre la cité de Verdun et Quebec Home & Mortgage Corporation Ltd.;
- 5° Pour la construction de certains travaux municipaux et d'une digue dans l'Île St-Paul, et pouvoir d'emprunt à ces fins;
- 6° Indemnité aux échevins;
- 7° Règlements d'emprunt pour expropriation d'immeubles.

Donné à Verdun, P. Q., ce 24ème jour du mois d'octobre 1957.

46215-43-4-o

L'Aviséur légal,
FRS. FAUTEUX.

Avis est par les présentes donné que Zofia Ortowska-Orny, de la cite de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'Art Dentaire après examen.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
(Signé) COURTEMANCHE

46213-43-4-o

& PERDRIAU.

Avis est par les présentes donné que la ville Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine ou présente session pour l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: Pour amender la charte de la ville en ce qui concerne le cens d'éligibilité du maire et des échevins, de l'époque de la confection de la liste des électeurs, de la nomination du secrétaire d'élection, de la publication de l'avis de l'élection des candidats, et la durée des heures du scrutin et pour accorder à la ville le pouvoir de réglementer les antennes de télévision et de radio, d'enlever aux frais de leurs propriétaires les véhicules stationnés illégalement, de payer des pensions à ses employés prenant leur retraite après des années de service prolongé, de signifier des assignations de la Cour municipale par poste recommandée, de vendre à l'enchère la propriété mobilière non réclamée en la possession de la ville, de photographier ou microphotographier les documents et dossiers de la ville et pour échanger avec la cité de Montréal certains territoires dans les environs de Brinton Road, et pour annuler et étendre des conditions restrictives contenues dans des actes de vente de The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, affectant des subdivisions des lots originaux 625, 630, 631 et 632 de la paroisse de St-Laurent concernant le genre de construction à y être érigée et leurs usages, et pour autres fins.

Montréal, le 23 octobre 1957.

Les Procureurs de la ville Mont-Royal,
HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,
46216-43-4-o SMITH & DAVIS.

CITY OF VERDUN

Notice — Charter amendments

Notice is hereby given by the city of Verdun that at the next session of the Provincial Legislature it will apply for amendments to its charter on the following subjects:

1. To fix the dimensions of buildings lots;
2. To contribute to the establishment of art, science and recreation centres;
3. To pension aldermen of the council;
4. To ratify the agreement between the city of Verdun and the Quebec Home and Mortgage Corporation Ltd.;
5. To construct certain municipal works and a dyke on St. Paul Island and to borrow funds for these purposes;
6. To increase the annual indemnity to the aldermen;
7. Loan by-laws for expropriation of property.

Given at Verdun, P. Q., this 24th October 1957.

46215-43-4-o

FRS. FAUTEUX,
City Solicitor.

Notice is hereby given that Zofia Ortowska-Orny, of the city of Montreal, will apply to the legislature, at it's next session, praying for the adoption of an act authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec to admit her to the practice of dental surgery after examination.

(Signed) COURTEMANCHE
& PERDRIAU,
Attorneys for the petitioner.

46213-43-4-o

Notice is hereby given that the town of Motun Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next or current session thereof for the passing of an act for the following purposes: to amend the charter of the town as regards the property qualification of the Mayor and Aldermen, the time of preparation of the electoral list, of the appointment of the Election clerk, of the publication of the Notice of Election and of the nomination of candidates, and the duration of polling hours and to grant to the town the power to regulate television and radio aeralis, to remove at the expense of the owners vehicles parked illegally, to pay pensions to employees retiring after long service, to serve municipal court summonses by registered mail, to sell at auction unclaimed moveable property in the possession of the town, to photograph or microphotograph records of the town and to exchange with the city of Montreal certain territory in the vicinity of Brinton Road, and vor the cancellation and extinction of certain restrictive provisions contained in deeds of sale from The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, affecting certain subdivisions of original lots 625, 630, 631 and 632 of the parish of St. Laurent relative to the types of buildings and uses thereof to be erected thereon, and for other purposes.

Montreal, October 23rd, 1957.

HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,
SMITH & DAVIS,
46216-43-4-o Attorneys for town of Mont Royal.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Avis est, par la présente, donné que messieurs Alfred Cherrier, Louis Desrosiers, Lionel Forté et le Trust General du Canada, tous exécuteurs testamentaires de la succession de feu Dame Hortulane Perron, s'adresseront à la prochaine Session de l'Assemblée Législative de Québec, aux fins d'obtenir une loi les autorisant à vendre certains immeubles composant la dite succession et d'en faire sans délai le partage à même le prix de vente, pour acquitter les legs particuliers décrits au dit testament.

Saint-Jérôme, le 21 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46189-43-4-0 LUCIEN THINEL.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Notice is hereby given that Messrs. Alfred Cherrier, Louis Desrosiers, Lionel Forté and the General Trust of Canada, all testamentary executors for the estate of the late Dame Hortulane Perron, will apply to the next session of the Legislative Assembly of Quebec, for the purposes of obtaining an act authorizing them to sell certain immovables composing the said estate and to divide same without delay, proceeds of the selling price, to acquit the private legacies described in the said testament.

Saint-Jérôme, October 21, 1957.

LUCIEN THINEL,
46189-43-4 Attorney for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que l'Association des diplômés en technologie médicale de la province de Québec s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi à l'effet d'obtenir que les technologistes médicaux soient constitués en corporation sous le nom de "L'Association des technologistes médicaux de Québec", et que pleins pouvoirs lui soient donnés à cette fin.

Québec, le 17 octobre 1957.

Le Procureur,
46217-43-4-0 NOËL DORION, C.R.

Notice is hereby given that the Association* of graduates in medical technology of the Province of Quebec will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the purpose of obtaining an act to the effect of obtaining that the medical technologists be incorporated under the name of "L'Association des technologistes médicaux de Québec", and that full powers be granted them for this purpose.

Québec, October 17, 1957.

NOËL DORION, Q.C.,
46217-43-4 Attorney.

Avis est par les présentes donné qu'un certain nombre de contributeurs au fonds de réserve de la "Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle" s'adresseront à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour qu'il soit donné effet sans délai aux dispositions de la loi 2-3 Elizabeth II, 1953-1954, chapitre 150, et pour qu'à cette fin le Trust General du Canada, soit autorisé à agir comme fiduciaire.

Québec, le 8 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46218-43-2-0 NOËL DORION, C.R.

Notice is hereby given that a certain number of contributors to the reserve fund of the "Zenith Mutual Insurance Company" will apply to the provincial legislature at its next session to obtain the adoption of an act to be effective without delay for the provisions of Act 2-3 Elizabeth II, 1953-1954, chapter 150, and so that, for this purpose, the General Trust of Canada be authorized to act as fiduciary.

Québec, October 8, 1957.

NOËL DORION, Q.C.,
46218-43-2 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la corporation "L'Institut Canadien de Québec" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'un bill modifiant sa loi 11 Victoria, chapitre XVII et lui octroyant certains pouvoirs additionnels relatifs à la réglementation de sa régie interne, à l'augmentation des immeubles qu'elle peut posséder et pour autres fins.

Québec, le 24 octobre 1957.

Les Procureurs de la requérante,
46225-43-4-0 BEAUPRÉ, CHOQUETTE & ROY.

Notice is hereby given that the Corporation "L'Institut Canadien de Québec" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, and will request the adoption of a bill modifying its corporation Act 11 Victoria, chapter XVII and granting it certain additional powers respecting its internal administration, the increasing of the number of immovables that it may hold and for other purposes:

Québec, October 24, 1957.

BEAUPRÉ, CHOQUETTE & ROY,
46225-43-4 Attorneys for petitioner.

Avis est par les présentes donné que "Joseph Antonio Lincoirt", cultivateur, de la paroisse de St-Barthélemy, district de Joliette, s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir une autorisation aux fins de vendre l'immeuble portant nos. 397 et 398, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Barthélemy et grevé de substitution par contrat de mariage du requérant, en date du 26 janvier 1920 et reçu par Me J. Arthur Barette, notaire.

Louiseville, le 25 octobre 1957.

Le Procureur du pétitionnaire,
46234-44-4-0 RÉMI PAUL.

Notice is hereby given that "Joseph Antonio Lincoirt", farmer, of the parish of St. Barthélemy, district of Joliette, shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the authorization to sell the immovable bearing Nos. 397 and 398, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Barthélemy and burdened with a substitution by the petitioner's marriage contract, dated January 26, 1920 and received by Me J. Arthur Barette, notary.

Louiseville, October 25, 1957.

RÉMI PAUL,
46234-44-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la "Corporation municipale du Conseil de comté Jacques-Cartier", s'adressera à la Législature provinciale, à sa présente session, pour adopter une loi pour les fins suivantes:

- 1° Changer le Chef-lieu du comté;
- 2° Toutes les sessions générales et spéciales tenues par ledit Conseil du Comté de Jacques-Cartier depuis le 1er décembre 1955, sont par les présentes ratifiées et validées comme ayant été tenues régulièrement et légalement.

Montréal, le 23 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

COUSINEAU, LAGANIÈRE,

BÉLANGER & PAGÉ.

46233-44-4-o

Notice is hereby given that the "Municipal Corporation of the Council of the county of Jacques-Cartier", will apply to the Provincial Legislature at its present session, to adopt an Act for the following purposes:

1. Change the County Seat;
2. All the general and special meetings held by the said Council of the county of Jacques-Cartier since December 1st, 1955, are by these presents ratified and validated as having been regularly and legally held.

Montreal, October 23, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,

BÉLANGER & PAGÉ.

Attorneys for the petitioner.

46233-44-4

Avis est par les présentes donné que "James Alfred Lowry", marchand, du village de Sawyerville, dans le district de St-François, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour passer un acte pour l'adoption par ledit James Alfred Lowry, d'Ivan Rufus Williams, marchand, de la ville de Waterloo, dans la province de Québec, et de changer le nom dudit Ivan Rufus Williams à celui de Hazell Lowry.

Sherbrooke, Qué., le 22 octobre 1957.

Le Procureur pour le requérant,

B. N. HOLTHAM, C.R.

46235-44-4-o

Notice is hereby given that "James Alfred Lowry", merchant, of the village of Sawyerville, in the district of St. Francis, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, for the adoption by the said James Alfred Lowry, of Ivan Rufus Williams, merchant, of the town of Waterloo, in the Province of Quebec, and to change the name of the said Ivan Rufus Williams to the name of Hazell Lowry.

Sherbrooke, Que., October 22nd, 1957.

B. N. HOLTHAM, Q.C.,

Attorney for the petitioner,

46235-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village du Moulin, dans le comté de Chicoutimi", s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Pour que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village du Moulin, dans le comté de Chicoutimi, soient connus et désignés sous le nom de "La Commission scolaire de Rivière du Moulin";

b) Pour annexer au territoire régi par La commission scolaire de Rivière du Moulin les lots numéros 24-b, 25, 26, 27-a, et 27-b, du 3ième rang, nord-est, du Chemin Sydenham, les lots 13-a, 13-b, 13-c, 14-a, 14-b, 15, 16-a, 16-b et 17 du 4ième rang, nord-est, Chemin Sydenham, ainsi que les lots numéros 13-a, 13-b, 13-c, 13-d, 14-a, 14-b et 14-c du 5ième rang, nord-est, du Chemin Sydenham, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Chicoutimi, avec effet rétroactif à tous points de vue au 31 juillet 1956.

Chicoutimi, le 21 octobre 1957.

Le Procureur du pétitionnaire,

ROGER GOSSELIN.

46236-44-4-o

—Notice is hereby given that "The school commissioners for the municipality of village du Moulin, county of Chicoutimi", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an act for the following purposes:

a) To authorize The school commissioners of village du Moulin, county of Chicoutimi, to be designated as "The school board of Rivière du Moulin";

b) To annex to the territory under The school board of Rivière du Moulin lots numbers 24-b, 25, 26, 27-a and 27-b, Range III, northeast, Sydenham Road, lots 13-a, 13-b, 13-c, 14-a, 14-b, 15, 16-a, 16-b and 17 of Range IV, northeast Sydenham Road, and lots 13-a, 13-b, 13-c, 13-d, 14-a, 14-b and 14-c of Range V, northeast Sydenham Road, on the official plan and book of reference of the parish of Chicoutimi, with retroactive effect in every respect to the 1st July, 1956.

Chicoutimi, October 21st 1957.

ROGER GOSSELIN,

Attorney for the petitioner.

46236-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de Victoriaville, s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte aux fins suivantes:

1° Pour modifier les formalités concernant la confection de la liste des électeurs;

2° Pour abroger l'article 399 tel qu'amendé pour la ville;

3° Pour amender l'article 426, tel que modifié pour la ville;

4° Pour défendre l'usage de roulottes pour fins d'habitation et de commerce;

5° Pour autoriser la signification des procédures à la cour Municipale par courrier recommandé.

Victoriaville, le 24 octobre 1957.

Les Procureurs de la Ville de Victoriaville,

LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON.

46238-44-4-o

Notice is hereby given that the town of Victoriaville will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law to have its charter amended for the following purposes:

1. To modify the formalities of preparation of the electoral list;

2. To abrogate article 399 as amended for the town;

3. To amend article 426, as modified for the town;

4. To decree, that leaving of trailer for dwelling or commercial purposes constitutes a nuisance;

5. To authorize service of proceedings of municipal court by registered letter.

Victoriaville, October 24 1957.

LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON,

Attorneys for the town of Victoriaville.

46238-44-4-o

Avis est par les présentes donné que "Marcel Van de Putte", de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom sous celui de "Marcel Marion" et de ratifier tous actes, contrats qu'il a fait sous le nom de "Marcel Marion", et que ce changement de nom profite à lui-même et à son épouse.

Montréal, ce 25 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
46237-44-4-o BLAIN & LONG.

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Hull et la Commission des écoles catholiques de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendement la charte de la cité de Hull pour les fins suivantes: pour amender la délimitation générale de la cité, afin d'y inclure les territoires annexés; pour amender la délimitation des quartiers de la cité et ajouter le quartier Dollard; pour augmenter le nombre des quartiers; pour que le rôle d'évaluation en dernier lieu homologué, serve de base pour la qualification des candidats aux élections; pour modifier les causes d'incapacité aux charges municipales; pour modifier la liste des documents requis pour la mise en nomination des candidats; pour abroger certaines dispositions relatives au relevé du scrutin; pour augmenter le nombre des électeurs par arrondissements; pour établir les conditions donnant droit de vote aux compagnies; pour augmenter le quorum des assemblées du Conseil; pour déterminer les délais relativement au vote sur règlements d'emprunt; pour établir les heures durant lesquelles les documents du Conseil peuvent être examinés; pour établir un minimum d'amende relativement aux infractions à la circulation et pour que la Commission des écoles catholiques de Hull puissent établir un fonds de retraite pour ses officiers et employés; établir un fonds de pension aux officiers et employés non éligibles aux fonds de retraites, souscrire un contrat d'assurance-groupe; faire la notation des instituteurs; modifier la procédure d'engagement des instituteurs et pour d'autres fins.

Hull, ce 23ième jour d'octobre 1957.

Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Le Procureur de la cité de Hull,
ROY FOURNIER. 46239-44-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la commission scolaire de St-Laurent s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, aux fins suivantes:

1° Changer le nom de la Commission Scolaire de St-Laurent en celui de la Commission des Écoles Catholiques de St-Laurent.

2° Changer la date et le mode de l'élection des commissaires d'écoles.

3° Créer et organiser un fond de pension pour ses employés.

4° Fixer le taux des taxes scolaires en tout temps, et pour d'autres fins.

Montréal, le 22 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46187-43-4-o Me MAURICE SAUVÉ.

Public notice is hereby given that "Marcel Van de Putte", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a law to change his name to "Marcel Marion" and to ratify all the acts, contracts he has passed under the name of "Marcel Marion", the said change of name to profit to himself, his wife.

Montreal, this 25th day of October, 1957.

BLAIN & LONG,
46237-44-4-o Attorneys for the petitioner.

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the city of Hull and the Catholic School Commission of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the adoption of a special Act, amending the charter of the city of Hull, for the following purposes: to amend the general delimitation of the city, in order to include therein the annexed territories; to amend the delimitation of the wards of the city and to add the Dollard ward; to increase the number of wards; in order that the valuation roll, recently homologated, serve as a basis for the qualification of the election candidates; to modify the causes of disability for municipal office; to modify the list of documents required for nomination of candidates; to abrogate certain provisions relative to the listing of the ballot; to increase the number of electors by wards; to establish conditions giving the right of vote to companies; to increase the quorum of Council meetings; to determine delays relative to voting on loan by-laws; to establish hours during which documents of the Council may be examined; to establish a minimum fine relative to traffic offences and so that the Catholic School Commissions of Hull may establish a retirement fund for its officers and employees; to establish a pension fund for officers and non-eligible employees from the retirement fund, to pass a group-insurance contract; to transfer teachers; to modify the procedure of engaging teachers and for other purposes:

Hull, this 23rd day of October, 1957.

THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
Town clerk.

Countersigned:

ROY FOURNIER,
Attorney for the city of Hull. 46239-44-4-o

Notice is hereby given that the school commission of St. Laurent will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the adoption of an Act, for the following purposes:

1. To change the name of the school commission of St. Laurent into that of the Catholic school commission of St-Laurent.

2. To change the date and the mode of election for the school commissioners.

3. To create and organize a pension fund for its employees.

4. To fix the rate for school taxes at any time, and for other purposes.

Montreal, October 22, 1957.

Me MAURICE SAUVÉ,
46187-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité de St-Joseph de Coleraine dans le district de Mégantic, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs spéciaux suivants:

1° Pour obliger quiconque à demander au préalable les services publics de la municipalité de St-Joseph de Coleraine avant de requérir les services d'une autre municipalité, sans quoi la municipalité de St-Joseph de Coleraine ne sera pas tenue de payer le coût desdits services.

2° Pour obliger toute municipalité désirant de fournir les services d'aqueduc et d'égout à toute personne, société ou corporation de la municipalité de St-Joseph de Coleraine, à soumettre au préalable des plans pour approbation par ladite municipalité de St-Joseph de Coleraine.

3° Pour que les articles 415 à 421 inclusivement du code municipal s'appliquent à la municipalité.

4° Pour empêcher, toute personne, société ou corporation résidant en dehors de la municipalité et n'y ayant pas de commerce de détail, de faire des affaires sans avoir été autorisé par un permis ne devant pas excéder \$100.00.

5° Pour que dans le cas d'un règlement de zonage et de construction, la municipalité soit autorisée à refuser un permis de construction dans les rues ou chemins ou parties de rues ou de chemins, où ne passe le service d'aqueduc et d'égout, et cela dans les zones suivantes:

1° La superficie totale du rang VII de la municipalité de St-Joseph de Coleraine.

2° La superficie des lots N° 1, 2, 3, 4, 5 et leurs subdivisions du rang VIII de Coleraine, canton Coleraine.

3° Les lots 1, 2, 3, 4A, 4B, et 5 du rang VI de Coleraine, au cadastre officiel du canton de Coleraine.

4° Le block BI et ses subdivisions du canton de Coleraine, et leurs subdivisions.

5° Les lots 76 du rang II et 200 du rang III canton d'Irlande, partie annexée à la municipalité de Coleraine, ces lots comprenant le village de Vimy Ridge Mine et ses environs.

6° Pour accorder à la municipalité certains pouvoirs spéciaux quant aux lieux d'aisance construits sur les bords du lac East Lake ou s'approvisionne d'eau, l'aqueduc de la municipalité.

7° Pour obtenir le droit de réglementer la vitesse des véhicules automobiles dans la municipalité.

8° Pour construire des immeubles pour fins industrielles ou municipales et affecter à cette fin une somme de \$75,000.00 sur approbation au préalable de la Commission de Québec.

St-Joseph de Coleraine, 25 octobre 1957.

Le Procureur de la Requête,
LUCIEN DROLET C.R.

46240-44-4-o

Public notice is hereby given that the municipality of St-Joseph de Coleraine in the district of Megantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the following special powers:

1. To oblige anyone to request preliminarily public services from the municipality of St. Joseph de Coleraine before requesting the services of another municipality, as otherwise the municipality of St. Joseph de Coleraine shall not be obliged to pay the cost of the said services.

2. To oblige municipality desiring to supply aqueduct and sewer service to any person, association or corporation of the municipality of St. Joseph de Coleraine, to previously submit plans for approbation by the said municipality of St. Joseph de Coleraine.

3. In order that sections 415 to 421 inclusively of the municipal code be applied to the municipality.

4. To prevent any person, association or corporation residing outside of the municipality and having no retail business there, from carrying on business without having been authorized by a permit which shall not exceed \$100.00.

5. In order that, in the case of a zoning and construction regulation, the municipality be authorized to refuse a construction permit in the streets or roads or parts of roads or of streets where the services of aqueduct and sewers do not pass, and this in the following zones:

1. The total area of range VII of the municipality of St. Joseph de Coleraine.

2. The area of lots No. 1, 2, 3, 4, 5 and the subdivisions of range VIII of Coleraine, township Coleraine.

3. Lots 1, 2, 3, 4A, 4B and 5 of range VI of Coleraine, in the official cadaster of the township of Coleraine.

4. Block BI and its subdivisions of township of Coleraine and their subdivisions.

5. Lots 76 of range II and 200 of range III township of Irlande, partly annexed to the municipality of Coleraine, these lots comprising the village of Vimy Ridge Mine and its surroundings.

6. To grant to the municipality certain special powers insofar as comfort stations are constructed along the shores of East Lake from which is supplied the water for the aqueduct of the municipality.

7. To obtain the right to regulate the speed of motor vehicles in the municipality.

8. To construct buildings for industrial or municipal purposes and to set aside for this purpose the sum of \$75,000.00 upon the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

St. Joseph de Coleraine, October 25, 1957.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

46240-44-4

Avis est par les présentes donné que Les Prévoyants du Canada, corporation ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Valider les règlements Nos 4 et 5 de la compagnie portant son capital-actions respectivement à deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00) et à un million de dollars (\$1,000,000.00), et valider tous les statuts, règlements, ordonnances, conventions, dispositions, engagements ou actes quelconques passés ou adoptés

Notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada", a corporation having its head office in the city of Quebec, shall request the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

1. To validate by-laws Nos. 4 and 5 of the company increasing its share-capital respectively to two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00) and to one million dollars (\$1,000,000.00) and validate all statutes, by-laws, ordinances, agreements, enactments, undertakings or acts whatsoever passed or adopted

par la compagnie et dont la validité dépend de celle desdits règlements Nos 4 et 5;

2. Obtenir l'autorisation de subdiviser son capital-actions en cent mille (100,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune, la subdivision devant s'effectuer sans suivre les formalités prévues par les articles 152 et 153 de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, ce 28ième jour d'octobre 1957.

Les Procureurs de Les Prévoyants
du Canada,

46255-44-4 o NOËL, ALLEYN & RIOUX.

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la Loi 1 George VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Légaliser les règlements numéros 808, 901, 906 et 912 de la cité de Sherbrooke.

2° Obtenir l'autorisation de vendre le barrage de Bromptonville.

3° Accorder à la Combustion Engineering Limited, une évaluation fixe pour 10 ans.

4° Amender l'article 518 de la Loi des Cités et Villes pour la cité.

5° Amender l'article 62 de la Loi 1 George VI, chapitre 105;

Et autres demandes.

Sherbrooke, 25 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,

46253-44-4-o ALBERT RIVARD.

Avis public est par les présentes donné que "La corporation municipale de la ville de l'Assomption", dans le comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, sous le nom de "Ville de l'Assomption"; aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; modifier les qualifications foncières requises pour être élu membre du Conseil; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; adopter un règlement de couvre-feu; constituer un fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement des rues sur tout terrain à subdiviser; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; amender tout règlement d'aqueduc ou d'égout; réglementer la construction des conduites privées d'eau, entrées d'égout et d'eau ainsi que la construction des aqueducs et des égouts; réglementer les marchands ambulants; réglementer l'évaluation; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs; obtenir certains pouvoirs d'emprunts; obtenir permission de procéder à l'annexion d'un certain territoire appartenant à la corporation municipale de la paroisse de l'Assomption et pour autres fins.

L'Assomption, ce 21 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ.

46256-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que le "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", ayant son

by the company and the validity of which depends upon that of the said by-laws Nos. 4 and 5;

2. To be authorized to subdivide its share-capital into one hundred thousand (100,000) shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each, the subdivision to be effected without following the formalities provided for by sections 152 and 153 of the Quebec Companies' Act.

Quebec, this 28th day of October, 1957.

NOËL, ALLEYN & RIOUX,

Attorneys for Les Prévoyants

46255-44-4-o

du Canada.

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1 George VI, chapter 105, for the following purposes:

1. To legalise by laws numbers 808, 901, 906 and 912 of the city of Sherbrooke.

2. To be authorized to sell our dam at Bromptonville.

3. To grant a fixed valuation to the Combustion Engineering Limited for a ten year period.

4. To amend article 518 of the Cities and Towns Act.

5. To amend article 62 of the charter, the Act 1 George VI, chapter 105;

And other purposes.

Sherbrooke, October 25th, 1957.

ALBERT RIVARD,

46253-44-4-o

Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that "The municipal corporation of the town of l'Assomption, in the county of l'Assomption", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an Act erecting its territory into a town municipality, under the empire of the Cities and Towns Act, under the name of "Town of l'Assomption"; for the purposes of fixing the date and methods of elections; to extend the mandate of the Mayor and Councillors; to modify the landed property qualifications required to be elected member of the Council; to fix an indemnity for the Mayor and the Aldermen; to adopt a by-law for curfew; to incorporate a rolling-fund; to govern building permits; to limit the valuation and taxation of farms under culture; to fix the emplacement of streets on all lots to be subdivided; to regulate subdivision of lots; to impose a special tax for aqueducts; to amend all by-laws for aqueducts or sewers; to regulate the construction of private water conducts, sewer and water entries, as well as the construction of aqueducts and sewers; to regulate pedlars; to regulate valuation; to regulate ditches and streams; to impose a tax for snow removal and the maintenance of streets and sidewalks; to provide for gifts for works of charity and to the recreational organizations; to obtain certain borrowing powers; to obtain permission to proceed with the annexation of a certain territory belonging to the municipal corporation of the parish of "l'Assomption" and for other purposes.

L'Assomption, October 21 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,

BÉLANGER & PAGÉ,

46256-44-4

Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", having its head office at

siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec, dans les statuts de la province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la Législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi.

Montréal, le 12 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
46257-44-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption a law for the purpose of obtaining the professional recognition of chiropractors in the Province of Quebec, in the Statutes of the Province, with power to make regulations according to the draft bill submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtainment of the said powers; this law and these regulations shall have for object to govern, in the public interests, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline, acquired rights and all objects and powers mentioned in the draft bill.

Montreal, October 12, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
46257-44-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mégantic, dans le comté de Frontenac, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: changer le nom de Ville de Mégantic en celui de Ville de Lac-Mégantic; annexer à la ville une partie du rang 10 de Whitton, faisant actuellement partie de la municipalité de Nantes, une partie de la municipalité de Sainte-Cécile de Whitton dans le rang 10 également, une partie de la municipalité de Saint-Jean Vianney, connue sous le nom du rang de la "Dam" et une partie de la municipalité de Saint-Hubert de Spaulding dans le même rang de la "Dam"; réglementer les heures de fermeture de certains établissements; autoriser la ville à effectuer certains travaux; réglementer la circulation; imposer une taxe per capita; instituer une commission de l'industrie et pour autres fins.

Québec, le 29 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46273-44-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Public notice is hereby given that the town of Mégantic, in the county of Frontenac, shall apply to the Quebec Législature, at its next session, applying for the adoption of an act for the following purposes: change the name of the town from the Town of Mégantic to Town of Lac-Mégantic; annexe to the town part of range ten of Whitton actually forming part of the municipality of Nantes, part of the municipality of Sainte-Cécile de Whitton also in range ten, part of the municipality of Saint-Jean Vianney known under the name of "Dam" range and part of the municipality of Saint-Hubert de Spaulding in the same range of the "Dam"; regulate the closing hours of certain establishments; authorize the town to carry out certain works; regulate traffic; impose a per capita tax; institute an industry commission and for other purposes.

Quebec, October 29th, 1957.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
46273-44-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de la cité de Jacques-Cartier s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi spéciale, pour demander une augmentation dans la compensation pour les frais de déplacements et autres; pour également demander d'augmenter le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes; pour imposer une taxe dite d'éducation; pour autoriser les commissaires à conclure un contrat d'engagement de cinq ans pour le secrétaire-trésorier et le directeur général des écoles; pour autoriser des changements durant l'année scolaire parmi le personnel enseignant; pour taxer les promettants acquéreurs de foi catholique romaine qui possèdent des propriétés sous promesse de vente; pour recevoir tous les trois mois un rôle d'évaluation supplémentaire et reviser également le rôle de perception; de pouvoir collecter des contribuables en défaut comme frais de perception un montant équivalent à dix pour cent du montant dû, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 25 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
46274-44-4-o LAMARRE & LAMARRE.

Public notice is hereby given that The school commissioners for the Catholic commission of the city of Jacques-Cartier will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of a special law to increase the indemnity for travelling, entertaining and other expenses for the chairman and commissioners; to increase the rate of interest on the arrears of taxes; to impose and levy by resolution a special tax called education tax; to authorize said commissioners to engage a secretary-treasurer and general director for schools for a period of five years; to authorize change of a teacher during the school year to other pedagogic functions or class or school; to collect from property owners together with tax, the cost for collection of same; to obtain from the secretary of the city of Jacques-Cartier, the supplementary valuation roll drawn up every three months by the assessors and to make a supplementary collection roll, and to be authorized to enter as owner on the valuation roll, the promising purchaser, being of roman catholic faith of any property bought by deed which have the effect of suspending the transfer of the right of ownership, and to impose and levy the school tax from them, and for all other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LAMARRE & LAMARRE,
46274-44-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Michel s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi, pour les objets suivants:

Augmenter ses pouvoirs et se soustraire à l'application de certaines dispositions de la Loi de la Commission Métropolitaine de Montréal (11 George V, chapitre 140) et ses amendements; changer la date des élections et de la présentation des candidats; voter une pension au secrétaire-trésorier, M. Arthur E. Chevrier, à compter de sa retraite; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; et pour toutes autres fins.

Cité de Saint-Michel, 28 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,

46275-44-4-o

BRUNO CREVIER.

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

To increase its powers and withdraw from the application of some provisions of the Montreal Metropolitan Commission Act (11 George V, chapter 140) and its amendments; to change the date of the elections and of the nomination of the candidates; to vote a pension to the secretary-treasurer, Mr. Arthur E. Chevrier, from his retirement; to increase the indemnity of the mayor and the aldermen; and for any other purposes.

City of Saint-Michel, October 28th, 1957.

BRUNO CREVIER,

46275-44-4-o

Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la municipalité du canton Bégin, la municipalité du canton Bourget, la municipalité du canton Dumas, la municipalité du canton Labrecque, la municipalité du canton Otis, la municipalité du canton St-Jean, la municipalité de la paroisse de Laterrière, la municipalité du village de Laterrière, la municipalité de la paroisse de St-Ambroise, la municipalité du village de St-Ambroise, la municipalité de la paroisse de St-Fulgence, la municipalité du village de St-Fulgence, la municipalité de la paroisse de St-Honoré, la municipalité du village de St-Honoré, la municipalité de la paroisse de Larouche, la municipalité de la paroisse de Shipshaw, la municipalité du village Shipshaw, la municipalité de Ste-Rose-du-Nord et la municipalité de St-David-de-Falardeau, dans les comtés de Chicoutimi et de Jonquière-Kénogami, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe spéciale de 2%, sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens faite dans leur territoire respectif.

Chicoutimi, 30 septembre 1957.

Le Procureur des requérants,

46296-45-4-o

JEAN-PAUL GRAVEL.

Notice is hereby given that the municipality of the township of Bégin, the municipality of the township of Bourget, the municipality of the township of Dumas, the municipality of the township of Labrecque, the municipality of the township of Otis, the municipality of the township of St. John, the municipality of the parish of Laterrière, the municipality of the village of Laterrière, the municipality of the parish of St. Ambroise, the municipality of the village of St. Ambroise, the municipality of the parish of St. Fulgence, the Municipality of the parish of St. Honoré, the municipality of the village of St. Honoré, the municipality of the parish of Larouche, the municipality of the parish of Shipshaw, the municipality of the village of Shipshaw, the municipality of Ste. Rose-du-Nord and the municipality of St. David-de-Falardeau, in the counties of Chicoutimi and Jonquière-Kénogami, will apply to the provincial legislature, at its next session, to introduce a Bill in order to obtain the power to levy a tax of 2% on retail sales and purchases of property made in their respective territories.

Chicoutimi, October 30, 1957.

JEAN-PAUL GRAVEL,

46296-45-4

Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné, que les commissaires d'écoles pour la cité de Roberval dans le comté de Roberval s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill d'autoriser lesdits commissaires à imposer dans les limites de leur municipalité une taxe de vente de un pourcent (1%) dite taxe d'éducation.

Roberval, 29 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,

46297-45-4-o

BERGERON & BERGERON.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the city of Roberval, in the county of Roberval, will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of a bill to authorise the said commissioners to impose a sales tax of one percent (1%) called educationnal tax.

Roberval, October 29th, 1957.

BERGERON & BERGERON,

46297-45-4-o

Attorneys for the petitioners.

Avis public est par la présente donné que "La corporation municipale du village de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans ledit comté", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant ladite corporation municipale à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire et lesdits commissaires d'écoles à imposer une taxe d'éducation de un pour cent dans le territoire de la municipalité scolaire de Maniwaki.

Maniwaki, le 29 octobre 1957.

L'Avocat des pétitionnaires,

46302-45-4-o

MALCOLM MILLAR.

Public notice is hereby given that "The municipal corporation of the village of Maniwaki, in the county of Gatineau, and the School Commissioners for the municipality of Maniwaki, in the said county", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing the said municipal corporation to impose a municipal sales tax not to exceed two per cent within the limits of its territory and the said school commissioners to impose a special tax of one per cent, called educational tax, in the territory of the school municipality of Maniwaki.

Maniwaki, October 29th 1957.

MALCOLM MILLAR,

46302-45-4-o

Attorney for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que ville LaSalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 2 Georges V, chapitre 73, et les lois qui la modifient sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; réglementer les conditions d'habitation des bâtisses; réglementer le traitement des vidanges; réglementer les taxis et leurs endroits de stationnement; déclarer la cité propriétaire des rues et trottoirs dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; amender l'article 5 du chapitre 82 de la loi 1-2 Elizabeth II; donner et changer le nom des rues par résolution; payer une pension à Anatole Leroux, ancien maire; abroger l'article 3 du chapitre 116 de la loi 20, Georges V; et pour autres fins.

Montreal, le 25 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46298-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to constitute the town into a city; to increase the indemnity of the mayor and aldermen; to regulate the conditions of occupancy of buildings; to regulate the treatment of garbages; to regulate the taxis and parking lots; to declare the city owner of streets and sidewalks of which the land has not been taxed for a certain time; to amend section 5 of chapter 82 of the act 1-2 Elizabeth II; to give and change the name of streets by resolution; to grant a pension to Anatole Leroux, ex-mayor; to repeal section 3 of chapter 116 of the act 20 George V; and for other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46298-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de la paroisse de Rosemere, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17, de l'article 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b, de l'article 429, articles 430, 431, 432, 500 et 502 de la Loi des cités et villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; réglementer les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; réglementer les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; réglementer les restaurants ambulants les taxis et les endroits de stationnement; réglementer les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; encourager les organisations artistiques, sportives ou autres; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation du règlement de zonage par les électeurs; déclarer valides et légales les adjudications et ventes faites pour taxes avant 1947; et pour autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46299-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of Rosemere will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality the provisions of paragraphs 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 of section 426, paragraphs 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphs 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b of section 429, sections 430, 431, 432, 500 and 502 of the cities and towns Act; establishment of a municipal charge whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate the itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to encourage artistic, sportive and other similar organizations; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of zoning by-law by electors; to declare valid and legal the adjudications and sales for taxes done before 1947; and for other purposes.

Montreal, October 28, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46299-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporé", ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec; afin de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la Législature, ces règlements ayant pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi, incluant le droit que les chiropraticiens ne soient pas poursuivis judiciairement, dans l'exercice de leur profession, sans autorisation préalable, nonobstant toutes autres lois et pour autres fins.

Montréal, le 12 octobre, 1957.

Les procureurs du pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
46303-45-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Public notice is hereby given that the "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporé", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act in order to obtain professional recognition of Chiropractors in the Province of Quebec; make regulations according to the Bill introduced in the Legislature, the object of which would be to govern, in the interest of the public, the Chiropractic profession in the Province of Quebec, the admission, study, discipline, acquired rights, and all other objects and powers mentioned in said Act, including that the Chiropractors shall not be prosecuted, while practising their profession, without previous authorization, notwithstanding any other laws and for any other purposes.

Montreal, October 12, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
46303-45-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Québec s'adressera à la Législature à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de faire disparaître la restriction à la durée d'imposition de la taxe d'éducation et pour autres fins.

Québec, le 30 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46300-45-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Quebec shall apply to the Legislature at its present Session praying for the adoption of an act for the purpose of removing the delay in the imposition of the said school tax and for other purposes.

Quebec, October 30th 1957.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
46300-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'étendre l'application de la taxe de vente édictée par la Loi 14 George VI, chapitre 136 au service de téléphone ainsi qu'à tout bien mobilier, marchandise ou article de commerce acquis en dehors du territoire des municipalités scolaires couvertes par ladite loi, pour consommation ou usage dans les limites territoriales desdites municipalités; et aussi pour porter de 3 à 5 ans le délai de prescription applicable au recouvrement de la taxe édictée par ladite loi.

Québec, le 30 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46301-45-4-o ROGER GOSSELIN.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to extend the application of the sales tax payable under 14 George VI, chapter 136 to the telephone service, any moveable effects, merchandise on article of trade acquired without the territory of the school municipalities covered by the said act, for consumption or use within the territorial limits of the said municipalities; and also to extend from three to five years the delay for the prescription of any tax recoverable under the said act.

Quebec, October 30th 1957.

ROGER GOSSELIN,
46301-45-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que "La corporation municipale de Notre-Dame de L'Île Perrot", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 de l'article 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b de l'article 429, articles 430, 431, 432 et 500 de la Loi des Cités et Villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; régler les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; régler les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; régler les restaurants ambulants, les taxis et les endroits de stationnement; régler les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; encourager les organisations artistiques, sportives ou autres; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation du règlement d'emprunt par les électeurs; et pour autres fins.

Montréal, le 31 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46304-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that "The municipal corporation of Notre-Dame de L'Île Perrot", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality the provisions of paragraphs 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a 17 of section 426, paragraphs 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphs 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b of section 429, sections 430, 431, 432 and 500 of the Cities and Towns Act; establishment of a municipal charge, whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to encourage artistic, sportive and other similar organizations; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of loan by-law by electors; and for other purposes.

Montreal, October 31, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46304-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que "Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Sainte-Rose, dans le comté de Laval", s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever, dans la municipalité de Sainte-Rose, une taxe spéciale dite "Taxe d'éducation", n'excédant pas 1% du prix de vente de toutes propriétés mobilières, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconque; avoir le droit de changer les instituteurs de classes ou d'écoles sans affecter leur traitement; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
46309-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that "The school commissioners of the school municipality of the town of Ste. Rose, county of Laval", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act giving them the power to impose and levy, in the municipality of Ste. Rose, a special tax called "Education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale or purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever; to have the right to change teachers of classes or schools without affecting their salary; and for other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46309-45-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation Municipale de Dollard des Ormeaux s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 de l'article 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b de l'article 429, articles 430, 431, 432 et 500 de la Loi des cités et villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; régler les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; régler les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; réglementer les restaurants ambulants, les taxis et les endroits de stationnement; réglementer les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation de tout règlement d'emprunt par les électeurs; et pour autres fins.

Montréal, le 31 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46305-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de la paroisse de St-Vincent-de-Paul s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 de l'article 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b de l'article 429, articles 430, 431, 432 et 500 de la Loi des cités et villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; régler les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; réglementer les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; réglementer les restaurants ambulants, les taxis et les endroits de stationnement; réglementer les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; encourager les organisations artistiques, sportives ou autres; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation du règlement d'emprunt par les électeurs; et pour autres fins.

Montréal, le 31 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46306-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

VILLE DE GATINEAU

Avis est par les présentes donné que la ville de Gatineau s'adressera à la législature de la province de Québec, durant la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendement sa Charte pour les fins suivantes:

- 1° Pour autoriser la répartition de la ville de Gatineau en quartiers;
- 2° Pour modifier l'application de l'indemnité aux membres du Conseil municipal;
- 3° Pour autoriser la ville de Gatineau à percevoir une taxe sur les lots vacants en bordure des services d'aqueducs et d'égouts déjà établis et à venir.

Gatineau, ce 21e jour d'octobre 1957.

Le Maire,
ROLAND THÉORET.
Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.

Le Procureur de la ville de Gatineau,
Contresigné:
46311-45-4-o LIONEL MOUGEOT.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of Dollard des Ormeaux will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality the provisions of paragraphs 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 of section 426, paragraphs 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphs 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b of section 429, sections 430, 431, 432 and 500 of the Cities and Towns Act; establishment of a municipal charge, whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of loan by-law by electors; and for other purposes.

Montreal, October 31, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART.
46305-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Vincent de Paul will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality of provisions of paragraphs 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 of section 426, paragraphs 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphs 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b of section 429, sections 430, 431, 432 and 500 of the Cities and Towns Act; establishment of a municipal charge, whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to encourage artistic, sportive and other similar organizations; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of loan by-law by electors; and for other purposes.

Montreal, October 31, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART.
46306-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

TOWN OF GATINEAU

Notice is hereby given that the town of Gatineau will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a special law, amending its charter for the following purposes:

1. To authorise the repartition of the town of Gatineau in wards;
2. To modify the application of the indemnity to the members of the municipal council;
3. To authorize the town of Gatineau to collect tax on the vacant lots facing the water and sewers systems already built and to be built.

Gatineau, this 21st day of October 1957.

ROLAND THÉORET,
Mayor.
LÉO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Contersigned: LIONEL MOUGEOT,
46311-45-4-o Attorney for the town of Gatineau.

Avis est par les présentes donné que Roland Duquette, de Outremont, district de Montréal, et Russell Newell, de Ville Mont-Royal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine ou présente session pour demander l'adoption d'une loi relative au testament de Marie Thérèse Larseneur reçu le 6 novembre 1944 devant Me Joseph Azarias Paquin, sous le N° 14625 de ses minutes et destinée à clarifier et définir les pouvoirs des pétitionnaires quant à la vente d'un certain immeuble portant les nos. civiques 2550 à 2560 de la rue Leclaire à Montréal, et quant à la remise aux légataires, après leur majorité, du produit de cette vente et des revenus accumulés.

Montréal, ce 31 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
GASTON POULIOT.

159 ouest, rue Craig. 46312-45-4-o

Public notice is hereby given that Messrs. Rol- and Duquette, of the city of Outremont, district of Montreal, and Russell Newell, of the town of Mount-Royal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next or present session for the passing of an act concerning the last will and testament of Marie-Thérèse Larseneur, passed before Joseph Azarias Paquin, notary, on November 6th, 1954, under No. 14625 of his minutes, and for the purpose of clarifying and determining the powers of the petitioners regarding the sale of a certain immovable property bearing civic No. 2550 to 2560 Leclaire Street, Montreal, and also regarding the remittance to the legatees, after their majority, of the amounts derived from the exploitation and from the sale of such property.

Montréal, this 31st day of October 1957.

GASTON POULIOT,
Attorney for the petitioners.

159 Craig Street West. 46312-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Côte St. Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 15-16 Georges VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; régler les taxis et en fixer le nombre; donner et changer les noms de rues par résolution; déclarer la cité propriétaire des rues et trottoirs dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; déclarer valides et légales à toutes fins que de droit, les adjudications et ventes pour taxes faites avant 1947; déclarer valide et légale la vente des lots Nos 110, 366, 614, 624 et 625 du lot originaire N° 88 faite par la corporation du comté d'Hochelaga le 17 janvier 1945; et pour autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46307-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following purposes: to constitute the town into a city; to regulate the taxis and to fix their number; to give and change the name of streets by resolution; to declare the city owner of streets and sidewalks of which the land has not been taxed for a certain time; to declare valid and legal for all legal purposes the adjudications and sales for taxes done before 1947; to declare valid and legal the sale of lots Nos. 110, 366, 614, 624 and 625 of original lot No. 88, done by the Corporation of county of Hochelaga on January 17, 1945; and for other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46307-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: fixer la valeur nette des biens fonds des candidats à la charge de commissaires à \$2,000.00; décréter que les taxes devront être payées 10 jours avant la votation pour avoir droit de voter; fixer la date des élections des commissaires au premier lundi juridique de mai; avoir le droit de changer les instituteurs de classes ou d'écoles sans affecter leur traitement; fixer une indemnité aux commissaires d'écoles; les commissaires d'écoles seront désormais connus sous le nom de: "La Commission des Écoles Catholiques de LaSalle"; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
46308-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of town of LaSalle, county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to fix the net valuation of real estate at \$2,000.00 for candidates to the post of commissioners; to decree that the taxes shall be paid ten days before the voting in order to have the right to vote; to fix the date of elections to the first juridical Monday of May; to have the right to change teachers of classes or schools without affecting their salary; to fix an indemnity to the School Commissioners; the School Commissioners shall be known in the future under the name of "Catholic School Commission of LaSalle"; and for other purposes.

Montreal, October 28, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46308-45-4-o The Attorneys for the Petitioners.

Avis est par les présentes donné que l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, 8 Georges VI, chapitre 75 (1944) de manière à préciser son but et à permettre de modifier l'acte d'acquisition de son immeuble et pour toutes autres fins.

Montréal, le 31 octobre 1957.

Les Procureurs de l'A.A.N.J.,
46310-45-4-o LACOSTE & LACOSTE.

Notice is hereby given that "Association Athlétique Nationale de la Jeunesse" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of an amendment to its charter Act 8 George VI, chapter 75 (1944), in order to specify its objective and allow to modify the purchase Act of its immovable property, and for all other purposes.

Montreal, this 31st day of October 1957.

LACOSTE & LACOSTE,
46310-45-4-o Attorneys for A.A.N.J.

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins ci-après: a) constituer les habitants et les contribuables de la municipalité du village de Chandler en corporation de ville sous le nom de "Ville de Chandler"; b) décréter que ladite ville sera régie par les dispositions de la Loi des cités et villes, sauf en autant qu'elles pourraient être incompatible avec les dispositions de sa loi d'incorporation; c) prévoir que la nouvelle corporation de ville succèdera aux droits, obligations, biens, privilèges, titres, créances et actions de la corporation du village de Chandler; d) maintenir en fonction les officiers et employés municipaux actuels du village de Chandler jusqu'à leur démission, remplacement ou destitution par le conseil de la ville de Chandler; e) maintenir en vigueur dans la municipalité de la ville de Chandler les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, rôles d'évaluation et de perception, billets, comptes de taxes, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques actuellement en vigueur dans la municipalité du village de Chandler; f) décrire le territoire tombant sous la juridiction de la ville de Chandler et devant constituer, à compter de l'adoption de la loi, la municipalité de la ville de Chandler; g) prévoir que la première séance générale du conseil de la ville de Chandler sera tenue le premier lundi qui suivra la sanction de la loi d'incorporation ou le lendemain si le premier lundi est un jour non juridique; h) maintenir en fonction jusqu'à l'élection générale qui sera tenue le premier jour juridique du mois de novembre 1958, les membres du conseil actuel de la corporation du village de Chandler; i) prévoir le mode de combler toute vacance qui pourrait survenir dans la charge de maire ou d'échevin jusqu'aux élections générales de novembre 1958; j) décréter que le terme d'office du maire et des échevins sera de trois ans à compter de l'élection générale de novembre 1958; k) diviser la municipalité de la ville de Chandler en trois quartiers; l) prévoir que chaque quartier élira deux échevins dont les sièges seront numérotés 1 et 2; m) accorder au conseil dans le cas d'un règlement décrétant un emprunt pour l'exécution de travaux de construction ou d'amélioration d'égout, d'aqueduc, de trottoirs ou de pavage des rues, de prescrire une répartition de la taxe imposée aux fins du remboursement de l'emprunt, soit en raison de la superficie des terrains, soit en raison de leur étendue de front, soit en raison de leur évaluation, en excluant ou non celle des constructions; n) modifier l'article 488 de la Loi des cités et villes pour rendre non imposables les machineries et accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartenaient au propriétaire du fonds; o) accorder au conseil le droit de consentir par règlement adopté à la majorité de tous ses membres et approuvé par la Commission Municipale, une commutation de taxes n'excédant pas 50%, pendant une période maximum de cinq ans, sur toute construction érigée dans la municipalité après l'entrée en vigueur du règlement; p) accorder au conseil le droit d'imposer et prélever une taxe spéciale de 2% de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions mutatis mutandis que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4, chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941 et ses amendements.

Québec, le 31 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,

46324-45-4-o

MAURICE HUOT.

Public notice is by these presents given that the Corporation of the village of Chandler, in the county of Gaspé-South, shall petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the adoption of an act for the following purposes: a) constitute the residents and tax-payers of the municipality of the village of Chandler in a town corporation under the name of town of Chandler; b) enact that the said town shall be governed by the provisions of the cities and Towns Act except inasmuch as said provisions could be incompatible with those of its corporation act; c) provide that the new town corporation shall succeed in the rights, obligations, properties, privileges, titles, claims and actions of the corporation of the village of Chandler; d) maintain in office the present officers and employees of the village of Chandler until their resignation, replacement or destitution by the Council of the town of Chandler; e) maintain in force in the municipality of the town of Chandler the by-laws, resolutions, "procès-verbaux", assessment, valuation and perception rolls, notes: tax bills, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatever presently in force in the municipality of the village of Chandler; f) describe the territory coming under the jurisdiction of the town of Chandler and constituting as of the adoption of the act, the municipality of the town of Chandler; g) provide that the first general sitting of the council of the town of Chandler shall be held on the first Monday following the sanction of the incorporation act or the next day if the first Monday is a non juridical day; h) maintain in office until the general election which shall be held on the first juridical day of the month of November 1958, the members of the present council of the corporation of the village of Chandler; i) provide the manner to fill any vacancy which could occur in the office of mayor or alderman until the general election of November 1958; j) provide that the term of office of the mayor and of the aldermen shall be of three years as of the general election of November 1958; k) divide the municipality of the town of Chandler in three wards; l) provide that each ward shall elect two aldermen whose seats will be numbered 1 and 2; m) grant to the Council in the case of a borrowing by-law for the construction or improvement of water-works, sewers, side-walks or streets paving, the right to impose the tax required for the refund of the loan either according to the surface of the land, either according to the frontage of the property, either in accordance with the assessment excluding or not the assessment of the constructions; n) modify section 488 of the Cities and Towns Act to render not taxable the machineries and accessories which are immovable by destination of which would be so if they belonged to the owner of the real property; o) grant the Council the right to provide by by-law adopted by the majority of all its members and approved by the Municipal Commission, a tax commutation not exceeding 50%, during a maximum period of five years, on all constructions erected in the municipality after the entry in force of the by-law; p) grant to the Council the right to impose and levy a special tax of 2%, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions mutatis mutandis than that now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec 1941 and its amendments

Quebec, October 31, 1957.

MAURICE HUOT,

Attorney for the petitioner.

46324-45-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de Laval-Ouest, P.Q. s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi amendement sa charte pour les raisons suivantes:

- 1° Tenir les élections le 2e samedi de juillet;
 - 2° Établir tous les bureaux de votation dans une seule bâtisse principale;
 - 3° Tenir les référendums un samedi entre les 15 mai et 15 septembre;
 - 4° Modifier les conditions d'annexion de Ste-Rose-Ouest, P.Q.;
 - 5° Paver les rues d'une largeur d'au moins vingt (20) pieds.
- Et pour toutes autres fins.

Montréal, le 4 novembre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46326-45-4-o **CLAUDE PICARD.**

Notice is hereby given that the town of Laval-West, P.Q., will address to the Provincial Government, at his next session, for the adoption of law amending his charter, for the following reasons:

1. Held the elections on the 2nd saturday of July;
2. Establish all voting polls in a same buildings;
3. Held all referendums on a saturday, between May 15th, and September 15th;
4. Modified the conditions of the annexion of St-Rose-West, P.Q.;
5. Pave all streets in a width of at least 20 feet.

And for all other purposes.

Montreal, November 4th, 1957.

CLAUDE PICARD,
46326-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la ville de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: ériger son territoire en cité; changer la date des élections générales; obtenir le pouvoir de grouper les bureaux de votation lors des élections; abroger les règlements de zonage actuellement en vigueur et pourvoir à la procédure d'amendement; autoriser le prélèvement d'un taxe d'affaires; et pour autres fins.

Montréal, ce 4 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46327-45-4-o **BADEAUX, FILION, BADEAUX & BÉLAND.**

Notice is hereby given that the town of Pointe-aux-Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter and concerning the following matters: to erect its territory into a city; to change the date of the election; to authorize the grouping of polls on election day; to abrogate the zoning by-law and provide for the procedure of amendment of same; to authorize the levy of a business tax; and for other purposes.

Montreal, November the 4th, 1957.

BADEAUX, FILION, BADEAUX & BÉLAND,
46327-45-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que le Centre de Psychologie et de Pédagogie, société régie par la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'une loi modifiant, pour la société, ladite loi aux fins suivantes:

- 1° Permettre la constitution d'un conseil exécutif;
- 2° Élargir son pouvoir d'emprunt et être autorisé à émettre des obligations, bons ou autres valeurs;
- 3° Permettre le choix du gérant en dehors des membres de la société;
- 4° Permettre l'adoption d'un règlement fixant les conditions d'éligibilité des administrateurs;
- 5° Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 31 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46323-45-4-o **FRANÇOIS JOBIN.**

Notice is hereby given that the Centre de Psychologie et de Pédagogie, an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an Act amending for the association, the said Act for the following purposes:

1. To allow the institution of an executive council;
2. To extend its borrowing power and be authorized to issue debentures, bonds or other securities;
3. To allow the choice of a manager to be made among non-members of the association.
4. To allow the adoption of a by-law determining the qualifications required for executives;
5. And for any other purposes.

Quebec, October 31, 1957.

FRANÇOIS JOBIN,
46323-45-4 Attorney for petitioner.

Avis public, est par les présentes, donné que le Club St-Denis, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: amender sa loi constitutive, la loi 44-45 Victoria, chapitre 57 et les lois qui l'amendent, de manière à augmenter son pouvoir d'emprunt et son droit de posséder des immeubles; convertir le Club en une société par actions et déterminer les droits des membres actionnaires en relation avec les actions du capital social; et pour autres fins.

Montréal, le 4 novembre 1957.

Les Procureurs du requérant,
46345-45-4-o **LACROIX, VIAU & POUPART.**

Public notice is hereby given that the Club St-Denis, having its principal business place in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, for the following purposes: to amend its charter, the Act 44-45 Victoria, Chapter 57, and amendments, to raise its borrowing power, and its right to possess immoveables; to convert the Club into a joint-stock corporation and to determine the rights of the shareholder members in relation with its capital; and for all other purposes.

Montreal, November 4th, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46345-45-4-o Attorneys for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi leur autorisant d'accorder une indemnité aux commissaires d'écoles.

Granby, le 18 octobre 1957.

Les Procureurs et agents des Requérants,
46325-45-4-o NORMANDIN & LEVEILLÉ.

In re: CLAUDE MARANDA

Avis est par les présentes donné que Claude Maranda, étudiant, citoyen canadien de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, dûment autorisé à cet effet par le bureau provincial de la Chirurgie Dentaire, afin que le Collège des Chirurgiens Dentistes de la province de Québec soit autorisé à assesser ses examens universitaires et à lui accorder sa licence à la fin de ses études universitaires, à condition qu'il passe avec succès ses examens devant les examinateurs du Collège.

Montréal, ce 4ème jour de novembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
NANTEL, MERCURE & SURPRENANT.
46346-45-4-o

Avis est par les présentes donné que Paul Émile Demers, évaluateur, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant le testament de feu Dame Mary Ruth Bradley-Demers de façon qu'il n'y ait qu'un seul exécuteur-testamentaire chargé de l'administration des biens de la succession de ladite Dame Mary Ruth Bradley-Demers.

Montréal, ce 5 novembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BADEAUX, FILION,
46347-45-4-o BADEAUX & BÉLAND.

Avis est par les présentes donné que la cité de Ste-Foy, corps municipal érigé en vertu des Lois de la province de Québec, district de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant:

- 1° A créer une commission municipale pour l'organisation des jeux et des loisirs;
- 2° A nommer un seul évaluateur municipal au lieu de trois;
- 3° A créer une commission municipale de protection publique, composée de trois membres;
- 4° A limiter le nombre de postes d'essence dans les limites de la Cité;
- 5° A exiger des propriétaires de véhicules-taxi qui détiennent un permis de la Cité, une assurance suffisante pour la protection de leurs passagers et du bien d'autrui;
- 6° A faire des règlements en ce qui a trait à la circulation des camions lourds dans les limites de la Cité.

La Cité de Ste-Foy se propose de plus de demander que la distribution du produit de la taxe de vente soit faite suivant un recensement préparé par le Gouvernement Provincial et non pas selon le recensement Fédéral, et de plus, tous autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Québec, le 2 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46348-45-4-o DENYS DIONNE.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commissioners of the city of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain an Act authorizing them to grant an indemnity to the School Commissioners.

Granby, October 18, 1957.

NORMANDIN & LEVEILLÉ,
Attorneys and Agents for the petitioners.
46325-45-4

In re: CLAUDE MARANDA

Notice is hereby given that Claude Maranda, student, Canadian Citizen of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, duly authorised by the Board of Dental Surgery, in order to authorise the Provincial Board of Dental Surgery to assess his examinations and grant him his licence at the end of his studies at the University when he shall have passed the required examinations before the Provincial Board of Dental Surgery examiners.

Montreal, this 4th day of November 1957.

NANTEL, MERCURE & SURPRENANT,
Attorneys for the petitioner.
46346-45-4-o

Notice is hereby given that Paul Émile Demers, real estate valuator, of the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the Last Will and Testament of the late Dame Mary Ruth Bradley-Demers and providing that there shall be only one testamentary-executor to whom shall be given the administration of the assets of the estate of the said late Dame Mary Ruth Bradley-Demers.

Montreal, November the 5th, 1957.

BADEAUX, FILION,
46347-45-4-o BADEAUX & BÉLAND,
Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that the City of Ste-Foy, a municipal corporation erected under the authority of the laws of this Province, district of Quebec, will apply to the Legislature of this Province during its coming session, for the adoption of a law authorizing the city of Ste-Foy:

1. To create a municipal commission for the organization of sports and recreation;
2. To nominate one municipal estimator instead of three;
3. To create a three member municipal commission of public protection;
4. To determine the number of service stations within the City Limits;
5. To require sufficient insurance from taxi owners for the protection of their passengers as well as of other people and their property;
6. To regulate the circulation of heavy vehicles within the City limits.

The city of Ste-Foy also intends to obtain from the Legislative of the Province of Quebec that the assessment of the sales tax between the municipalities should be one in accordance with a provincial census, and any other necessary power or amendment required by the city of Ste-Foy in the accomplishment of its duties.

Quebec, October 2, 1957.

DENYS DIONNE,
46348-45-4-o Attorney for the petitioner.

Office des Marchés Agricoles
du QuébecQuebec Agricultural Marketing
Board

AVIS

Un projet de plan conjoint présenté par "L'Association Coopérative Agricole des producteurs de lait de Montréal", comprenant les produits agricoles suivants:

"Lait et produits laitiers livrés par tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec expédiant à tout établissement laitier sis dans la région de Montréal" a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, le 5 novembre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46342-o

NOTICE

A petition for a joint marketing plan presented by the "Montreal Milk Producers' Co-Operative Agricultural Association" for the following agricultural products:

"Milk and dairy products shipped by all *bona fide* milk producers to any dairy establishment in the region of Montreal", has been duly received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, November 5th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

46342-o

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs-Fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc."

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'office des Producteurs-Fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc.", et il aura sa place d'affaires à Grand'Mère, comté de Laviolette, Québec.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de lait *bona fide* fournisseurs à l'usine de pasteurisation de la Crèmerie Crête Inc., Grand'Mère, Québec, dont l'un sera président, un vice-président, et un troisième trésorier.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront:

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved, by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as: "The Crèmerie Crête Inc. Milk Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Crèmerie Crête Inc. Milk Producers' Board", and shall have its head office in Grand'Mère, Laviolette county of Quebec.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to the pasteurizing plant of the Crèmerie Crête Inc., Grand'Mère. One of its members shall be president, one vice president and another, treasurer.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be:

Noms Names	Adresse Address	Fonction Function
BENOIT T. DÉRY,	St-Séverin de Prouxville.	Président — President.
WILFRID LEBEL,	St-Séverin de Prouxville.	Vice-président — Vice-president.
VINCENT COSSETTE,	St-Timothée Hérouxville.	Membre — Member.
ANTOINE GOULET,	St-Séverin.	Trésorier — Treasurer.
WILSON JACOB,	St-Séverin.	Membre — Member.
HENRI BERGERON,	St-Timothée.	Membre — Member.
JOACHIM TRUDEL,	St-Séverin.	Membre — Member.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

L'agent de négociation et de vente sera: "L'office des producteurs-fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc." ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board;

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan;

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The Crèmerie Crête Inc. Milk Producers' Board" or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Crèmerie Crête Inc.

des producteurs-fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc., régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec, fournisseurs à la Crèmerie Crête Inc. de Grand'Mère, comté de Lavolette, Québec.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs-fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc., sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

OBLIGATIONS:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

GÉNÉRALEMENT:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint. Les conditions de mise en marché du lait nature et celles des laits industriels seront négociées distinctement, en tenant compte des particularités économiques de chacun des secteurs.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait à l'usine de l'acheteur;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers à l'usine ou au poste de réception de l'acheteur;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs-fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc.;

d) Les normes de qualités et d'inspection des produits laitiers;

e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnements laitiers de l'acheteur;

f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écémage;

g) La disposition, dans l'usine de l'acheteur, des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation;

h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

Producers' Board shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk to the pasteurizing plant of the Crèmerie Crête Inc., Grand'Mère, Lavolette county of Quebec.

The obligations, powers and attributions of the Crèmerie Crête Inc. Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

OBLIGATIONS:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

POWERS AND ATTRIBUTIONS:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

GENERALLY:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan. Marketing conditions of whole milk for fluid trade and manufactured by-products will be negotiated separately, according to the particular economic situation in each sector.

AND PARTICULARLY:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchaser's plant;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plant or receiving station of the purchaser;

c) The appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Crèmerie Crête Inc. producers-suppliers' board;

d) The norms of quality and inspection of the dairy products;

e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyer;

f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;

g) The disposal in the buyer's plant of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélèvement de un cent et quart ($1\frac{1}{4}$ c) les cent livres de lait au maximum vendues à l'acheteur. Les prélèvements ainsi remis à l'office des producteurs-fournisseurs de lait à l'usine de l'acheteur devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint, dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs au pro rata de leurs expéditions de lait, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne;

l) Élaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés à l'usine de l'acheteur;

m) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

n) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuuger sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

p) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs-fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc." qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attirés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 30 octobre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.

Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46342-o

i) The modes of deduction by the buyer of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive, from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of one cent and a quarter ($1\frac{1}{4}$ c) maximum per 100 lbs of milk sold to the buyer. The levies thus remitted to the "Crèmerie Crête Inc. milk producers' board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Work out publicity plans for dairy products delivered to the buyers' plants;

m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances.

n) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be The Quebec Agricultural Marketing Board;

p) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

q) The protection for purchasers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Laiterie Crête Inc. Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporation authority and all the powers and prerogatives relating thereto;

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, October 30th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.

LÉONARD ROY,
Secretary.

46342-o

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chap. 37) l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs de Lait Fournisseurs aux Laiteries de la Baie des Ha! Ha!"

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs de Lait Fournisseurs aux Laiteries de la Baie des Ha! Ha!" et il aura sa place d'affaires à 533 est, rue Racine, Chicoutimi, Qué.

Cet office de producteurs sera formé de cinq membres, tous producteurs de lait *bona fide* fournisseurs à la Laiterie Ha! Ha! et la Laiterie Bergeron de Grande Baie; à la Laiterie Riverin de Bagotville, dont l'un sera président, un vice-président et un troisième, trésorier.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront:

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved, by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as: "The Laiteries de la Baie des Ha! Ha! Milk Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Laiteries de la Baie des Ha! Ha! Milk Producers Board", and shall have its head office at 533 Racine St. East, Chicoutimi, Que.

The producers' board shall consist of five members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to the Laiterie Ha! Ha! and the Laiterie Bergeron of Grande Baie; the Laiterie Riverin of Bagotville, one of its members shall be President, one Vice-President, and another, Treasurer.

The provisional members of the board, entrusted with the application of the plan shall be Messrs:

Noms — Names	Adresse — Address	Fonction — Function
EDMOUR BOIVIN,	Bagotville.	Membre — Member.
EUGÈNE LAVOIE,	Bagotville.	Membre — Member.
JOSEPH DUFOUR,	Grande Baie.	Membre — Member.
LÉO-PAUL SIMARD,	Bagotville.	Membre — Member.
HENRI-PAUL GAGNON,	Grande-Baie.	Président — President.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

L'agent de négociation et de vente sera: "L'office des producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha!" ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha! régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec, fournisseurs à la Laiterie Ha! Ha! et la Laiterie Bergeron de Grande Baie; à la Laiterie Riverin de Bagotville.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha! sont ceux que la Loi des Marchés du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

OBLIGATIONS:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board;

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan;

The negotiating and selling agents of the producers' board shall be "The Laiteries de la Baie des Ha! Ha!" or their delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the "Laiteries de la Baie des Ha! Ha! Milk Producers' Board" shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk to the Laiterie Ha! Ha! and the Laiterie Bergeron of Grande Baie, and to the Laiterie Riverin of Bagotville.

The obligations, powers and attributions of the Laiteries de la Baie des Ha! Ha! Milk Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

OBLIGATIONS:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

GÉNÉRALEMENT:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines des acheteurs;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception des acheteurs;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha!

d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;

e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement laitiers des acheteurs;

f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écémage;

g) La disposition, dans les usines des acheteurs, des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation;

h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

i) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de deux cents (\$0.02) les cent livres de lait au maximum vendues aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis à l'office des producteurs de lait fournisseurs aux usines des acheteurs devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint, dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs au pro rata de leurs expéditions de lait, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne;

l) Élaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés aux usines des acheteurs;

m) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

POWERS AND ATTRIBUTIONS:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

GENERALLY:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

AND PARTICULARLY:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchasers' plants;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plants or receiving stations of the purchasers;

c) The appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Laiteries de la Baie des Ha! Ha! milk producers-suppliers' board;

d) The norms of quality and inspection of the dairy products;

e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyers;

f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;

g) The disposal in the buyers' plants of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) The modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive, from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of two cents (\$0.02) maximum per 100 lbs. of milk sold to the buyers. The levies thus remitted to the "Laiteries de la Baie des Ha! Ha! Milk Producers' Board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Work out publicity plans for dairy products delivered to the buyers' plants;

m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grie-

des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

n) Convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui pourront survenir entre eux et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

p) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de Lait Fournisseurs aux Laiteries de la Baie des Ha! Ha!" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 30 octobre 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON.

Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46342-o

vances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances.

n) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be The Quebec Agricultural Marketing Board;

p) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

q) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Laiteries de la Baie des Ha! Ha! Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, October 30th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.

LÉONARD ROY,
Secretary.

46342-o

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Bélanger".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'office des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Bélanger", et il aura sa place d'affaires à Ste-Flore, comté St-Maurice, Qué.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de lait *bona fide* fournisseurs à l'usine de pasteurisation de la Laiterie Bélanger, dont l'un sera Président, un Vice-Président et un troisième Trésorier.

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved, by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated: "The Laiterie Bélanger Milk Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Laiterie Bélanger Milk Producers' Board" and shall have its head office in Ste-Flore, St. Maurice County, Que.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to the milk pasteurizing plant of the Laiterie Bélanger. One of its members shall be President, one Vice-President and another, Treasurer.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront, MM.:

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be, Messrs:

Noms — Names	Adresse — Address	Fonction — Function
RAYMOND RICARD.	Ste-Flore.	Président — President.
ORIGÈNE CHAMPAGNE,	Ste-Flore.	Vice-Président — Vice-president.
HILDÈGE BOURNIVAL,	Ste-Flore.	Membre — Member.
ORIGÈNE GÉLINAS,	Ste-Flore.	Membre — Member.
RAYMOND GÉLINAS,	Ste-Flore.	Membre — Member.
ALPHONSE LANGLOIS,	Ste-Flore.	Membre — Member.
GERMAIN GÉLINAS,	Ste-Flore.	Trésorier — Treasurer.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board;

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

The subsequent members of the producers board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan.

L'agent de négociation et de vente sera: "L'office des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Bélanger, ou ses délégués.

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The Laiterie Bélanger Milk Producers' Board or its delegates.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Bélanger, régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec, fournisseurs à l'usine de pasteurisation de la Laiterie Bélanger, Ste-Flore.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Laiterie Bélanger Milk Producers' Board shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk to the Laiterie Bélanger's milk pasteurizing plant, St. Flore.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Bélanger, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

The obligations, powers and attributions of the Laiterie Bélanger Milk Producers' Board shall be determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

OBLIGATIONS:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

OBLIGATIONS:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétées par toute autorité ayant juridiction en la matière.

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'Article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

POWERS AND ATTRIBUTIONS:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

GÉNÉRALEMENT:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

GENERALLY:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

ET PARTICULIÈREMENT:

- a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait à l'usine de l'acheteur;
- b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers à l'usine ou au poste de réception de l'acheteur;
- c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants accrédités et compétents de l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Bélanger;
- d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;
- e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement laitiers de l'acheteur;
- f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écémage;
- g) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide, dans l'usine de l'acheteur;
- h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;
- i) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;
- j) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de un cent (\$0.01) les cent livres de lait au maximum vendues à l'acheteur. Les prélèvements ainsi remis à l'office des producteurs-fournisseurs de lait à l'usine de l'acheteur devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint, dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;
- k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs au pro rata de leurs expéditions de lait, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne;
- l) Élaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés à l'usine de l'acheteur;
- m) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tiendra à son tour de régler à l'amiable, des différends;
- n) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;
- o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;
- p) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;
- q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;
- r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger

AND PARTICULARLY:

- a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchaser's plan;
- b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plant or receiving station of the purchaser;
- c) The appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Laiterie Bélanger milk producers-suppliers' board;
- d) The norms of quality and inspection of the dairy products;
- e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyer;
- f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;
- g) The disposal in the buyer's plant of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;
- h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;
- i) The modes of deduction by the buyer of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;
- j) Authorize and receive, from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of one cent (\$0.01) maximum per 100 lbs. of milk sold to the buyer. The levies thus remitted to the "Laiterie Bélanger milk producers' board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;
- k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;
- l) Work out publicity plans for dairy products delivered to the buyer's plant;
- m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;
- n) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;
- o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be The Quebec Agricultural Marketing Board;
- p) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;
- q) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption of application of the joint plan;
- r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem

utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Bélanger" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 30 octobre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.

Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46342-o

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Shawinigan Limitée".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Shawinigan Limitée", et il aura sa place d'affaires à Shawinigan, comté St-Maurice, Qué.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres: tous producteurs de lait *bona fide*, fournisseurs à l'usine de pasteurisation de la Laiterie Shawinigan Limitée, dont l'un sera Président, un vice-président, et un troisième trésorier.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan conjoint, seront MM:

useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice in the "Laiterie Bélanger Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, October 30th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.

LÉONARD ROY,
Secretary.

46342-o

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved, by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as "The Laiterie Shawinigan Limitée Milk Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Laiterie Shawinigan Limitée Milk Producers' Board", and shall have its head office in Shawinigan, Quebec.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to the milk pasteurizing plant of the Laiterie Shawinigan Limitée. One of its members shall be President, one Vice-President and another, Treasurer.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be, Messrs:

Noms Names	Adresse Address	Fonction Function
HENRI LORD,	Shawinigan Sud.	Président — President.
WILFRID BÉLANGER,	Ste-Flore.	Vice-président — Vice-president.
HECTOR GÉLINAS,	Ste-Flore.	Membre — Member.
PAUL ST-ARNAUD,	Shawinigan-Sud.	Membre — Member.
ALCIDE DÉSAULNIERS,	St-Basile.	Membre — Member.
CLÉMENT DÉSAULNIERS,	St-Basile.	Trésorier — Treasurer.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

L'agent de négociation et de vente sera: "L'office des producteurs-fournisseurs de lait à

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board.

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan.

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The Laiterie Shawinigan

la Laiterie Shawinigan Limitée", ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Shawinigan Limitée, régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la Province de Québec, fournisseurs à l'usine de pasteurisation de la Laiterie Shawinigan Limitée, Shawinigan.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Shawinigan Limitée, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

OBLIGATIONS:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'Article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

GÉNÉRALEMENT:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait à l'usine de l'acheteur;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers à l'usine ou au poste de réception de l'acheteur;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Shawinigan Ltée;

d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;

e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement laitiers de l'acheteur;

f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écémage;

g) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide, dans l'usine de l'acheteur;

h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

i) Les modes de retenue par l'acheteur, des

Limitée Milk Producers' Board" or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Laiterie Shawinigan Limitée Milk Producers' Board" shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk to the pasteurizing plant of the Laiterie Shawinigan Limitée, Shawinigan, Qué.

The obligations, powers and attributions of the Laiterie Shawinigan Limitée Milk Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as followed:

OBLIGATIONS:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

POWERS AND ATTRIBUTIONS:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

GENERALLY:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

AND PARTICULARLY:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchaser's plant;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plant or receiving station of the purchaser;

c) The appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Laiterie Shawinigan Ltée milk producers-suppliers' board;

d) The norms of quality and inspection of the dairy products;

e) The priorities to be given to the producers' bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyer;

f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;

g) The disposal in the buyer's plant of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) The modes of deduction by the buyer of

prélevés nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de un cent et quart (\$0.01¼) les cent livres de lait au maximum vendues à l'acheteur. Les prélevés ainsi remis à l'office des producteurs-fournisseurs de lait à l'usine de l'acheteur devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint, dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en oeuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélevés faits aux producteurs au pro rata de leurs expéditions de lait, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne;

l) Elaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés à l'usine de l'acheteur;

m) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du Plan Conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

n) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du Plan Conjoint;

o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

p) Ladurée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Shawinigan Limitée" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attirés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 30 octobre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.

Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46342-o

the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive, from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of one cent and a quarter (1¼c) maximum per 100 lbs of milk sold to the buyer. The levies thus remitted to the "Laiterie Shawinigan Limitée milk producers' board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Work out publicity plans for dairy products delivered to the buyer's plant;

m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

n) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be The Quebec Agricultural Marketing Board;

p) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

q) The protection for producers, their officers or representatives against them reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is "The Laiterie Shawinigan Limitée Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents, shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, October 30th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.

LÉONARD ROY,
Secretary.

46342-o

Avis divers

(P.G. 10766-57)

ASSOCIATED TYPESETTERS LTD.

Règlement N° 11

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Associated Typesetters Ltd." (ci-après nommée "La compagnie") que:

1° Le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Décrité ce 3e jour d'octobre 1957.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
HAROLD BABINS.

46286

(P.G. 12356-56)

CANIT CONSTRUCTION LIMITED
CANIT CONSTRUCTION LIMITÉE

Règlement N° 47

augmentant le nombre des directeurs de six à dix.

"Sur proposition dûment faite et secondée, il a été résolu à l'unanimité de révoquer le règlement N° 3 de la compagnie et de le remplacer par le suivant:

3° Nombre: Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de dix (10) directeurs."

Décrité, le 10e jour de juin 1957.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
ARTHUR DANSEREAU.

46287

(P.G. 12502-57)

ELDORADO CONSTRUCTION CORP.

Règlement numéro XXII

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes, augmenté de trois à quatre."

Montréal, 25 septembre 1957.

Le Secrétaire,
(Signé) LEON WILDSTEIN.

46288

(P.G. 11415-57)

LEMPIRA MINES, LTD.
(No Personal Liability)

Règlement "C"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Lempira Mines, Ltd. (No Personal Liability), ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à six (6) de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de six (6) directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Vraie copie certifiée.

New York, ce 7e jour d'octobre 1957.

Le Secrétaire,
G. E. McDANIEL.

46289

Miscellaneous Notices

(A.G. 10766-57)

ASSOCIATED TYPESETTERS LTD.

By-law No. 11

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Associated Typesetters Ltd." (hereinafter called the "The company") as follows:

1. The number of the Board of Directors of the company be and it is hereby increased from three to four.

2. The by-laws of the company be and the same are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 3rd day of October, 1957.

Certified true copy.

HAROLD BABINS,
Secretary.

46286-o

(A.G. 12356-56)

CANIT CONSTRUCTION LIMITED
CANIT CONSTRUCTION LIMITÉE

By-law No. 47

increasing the number of directors from six to ten.

"Upon motion duly made and seconded it was unanimously resolved to repeal the by-law No. 3 of the company and to replace it by the following:

3. Number: The affairs of the company shall be managed by a board of ten (10) directors."

Enacted, this 10th, day of June 1957.

Certified a true copy.

ARTHUR DANSEREAU,
Secretary.

46287-o

(A.G. 12502-57)

ELDORADO CONSTRUCTION CORP.

By-law number XXII

"That the number of the directors of the company is hereby increased from three to four."

Montreal, September 25th, 1957.

(Signed) LEON WILDSTEIN,
Secretary.

46288-o

(A.G. 11415-57)

LEMPIRA MINES, LTD.
(No Personal Liability)

By-Law "C"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of Lempira Mines, Ltd. (No Personal Liability), as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from five (5) to six (6) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of six (6) directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-laws."

Certified a true copy.

New York, this 7th day of October, 1957.

G. E. McDANIEL,
Secretary.

46289-o

(P.G. 13957-56)

NATIONAL BOX & LUMBER CO. LTD.
Plessisville, Qué.

Règlement N° 3

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, et il est, par les présentes, réduit de cinq à quatre, et que l'article 6 du règlement N° 1 soit amendé en conséquence."

Plessisville, ce 7 août 1957.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

46290-o

PIERRE DESROCHERS.

(A.G. 13957-56)

NATIONAL BOX & LUMBER CO. LTD.
Plessisville, Que.

By-Law No. 3

"That the number of the Directors of the company be, and it is by these presents, reduced from five to four, and that section 6 of by-law No. 1 be amended in consequence thereof."

Plessisville, August 7, 1957.

Certified true copy.

PIERRE DESROCHERS,

46290

Secretary.

(P.G. 11928-57)

PHILPEN INVESTMENTS LIMITED

Règlement N° XXII

étant un règlement qui change la situation du siège social de la compagnie.

"Attendu qu'il est reconnu opportun de changer la situation du siège social de la compagnie.

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XXII des règlements de Philpen Investments Limited (ici nommée la "Compagnie"), ce qui suit:

Que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de 22 avenue Arlington, Westmount, district de Montréal, à chambre 505, 901 Carré Victoria Montréal."

Décrété ce 23e jour d'octobre 1957.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

46291

MARGOT M. QUINN.

(A.G. 11928-57)

PHILPEN INVESTMENTS LIMITED

By-Law No. XXII

being a By-Law changing the location of the Head Office of the Company.

"Whereas it is deemed expedient to change the location of the Head Office of the Company.

Now, Therefore, be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. XXII of the By-Laws of Philpen Investments Limited (herein called the "Company") as follows:

That the location of the Head Office of the Company be and the same is hereby changed from 22 Arlington Avenue, Westmount, in the district of Montreal, to room 505, 901 Victoria Square, Montreal."

Enacted this 23rd day of October, 1957.

Certified a true copy.

MARGOT M. QUINN,

46291-o

Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie Royal Savings and Credit Union", en date du 26 septembre 1957, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatre octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

46313-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie Royal Savings and Credit Union", under date of September 26, 1957, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of October, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

46313

Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le seize octobre 1957, autorisé le changement de nom de "Le Syndicat National des Employés du Commerce de Détail de Montréal", dont la formation, sous le nom originaire de "Le Syndicat Catholique et National des Employés de Magasin (SD)", a été autorisée le 2 mai 1935, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de "Le Syndicat des Employés du Commerce de Montréal", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-huit octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

46314-o

JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicate's Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October sixteenth 1957, authorized the change of name of "Le Syndicat National des Employés du Commerce de Détail de Montréal", the formation of which, under the name of "Le Syndicat Catholique et National des Employés de Magasin (SD)", has been authorized on May 2, 1935, and whose head office is situated in Montreal, into that of "Le Syndicat des Employés du Commerce de Montréal", and such pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, October eighteenth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

46314

Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le quatorze juin 1957, l'honorable Secrétaire de la province a autorisé le changement de nom du "Syndicat Catholique des Employés de Garages du Q.R.L. & P. Co. Inc., District de Québec", dont la constitution a été autorisée le 21 octobre 1948, avec siège social à Québec, district judiciaire de Québec, en celui de "Syndicat Catholique des Employés de Garages de Québec Autobus Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf juin 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46315-0 JEAN BRUCHÉSI.

MOUNTVISTA LIMITED

Règlement spécial "A"
Distribution de l'actif

Attendu que cette compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires, et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées;

En conséquence qu'il soit décrété comme un règlement de cette compagnie, que les directeurs soient et ils sont, par les présentes, autorisés et dirigés à distribuer tout l'actif de cette compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, 31 octobre 1957.

Vraie copie certifiée.

46317 Le Secrétaire,
M. C. HOLT.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Maîtres-Laitiers du district de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le trente octobre 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
46321-0 JEAN BRUCHÉSI.

DUFFTOWN INVESTMENTS LIMITED

Règlement douze

Un règlement pour autoriser la liquidation des affaires de la compagnie

Qu'il soit décrété que les affaires de cette compagnie soient liquidées à compter du 3 octobre 1957; que toutes ses responsabilités soient pourvues, et que son actif soit distribué entre les actionnaires, et que les démarches nécessaires soient exécutées de manière que la compagnie puisse s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P.Q., 4 novembre 1957.

Vraie copie certifiée.

(Seau)
46332 Le Secrétaire-trésorier,
P. J. CREWE.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that on the fourteenth of June 1957, the Honourable the Provincial Secretary authorized the changing of the name of "Syndicat Catholique des Employés de Garages du Q.R.L. & P. Co. Inc., District de Québec", the incorporation of which had been authorized October 21, 1948, with head office in Quebec, judicial district of Quebec, to that of "Syndicat Catholique des Employés de Garages de Québec Autobus Inc.", pursuant to the provisions of sections 7 and the following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, the nineteenth day of June, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46315 Under Secretary of the Province.

MOUNTVISTA LIMITED

Special By-law "A"
Distribution of assets

Whereas this Company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding-up its affairs and has no debts or obligations that have not been provided for or protected;

Wherefore, be it enacted, as a By-law of this Company, that the Directors be and they are hereby authorized and empowered forthwith to distribute all the assets of this Company among its shareholders.

Montreal, October 31st, 1957.

Certified true copy.

46317-0 M. C. HOLT,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Maîtres-Laitiers du district de Québec Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October thirtieth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

46321 JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

DUFFTOWN INVESTMENTS LIMITED

By-law twelve

A by-law to authorize the winding-up of the Company

Be it hereby enacted that the affairs of this Company be wound up as at the 3rd October, 1957; all its liabilities be satisfied, and that its assets be distributed to the Shareholders, and that its assets be distributed to the Shareholders, and that the necessary steps be taken in order to enable the Company to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., November 4th, 1957.

Certified true copy.

(Seal)
46332-0 P. J. CREWE,
Secretary-Treasurer.

(P.G. 13421-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 30 octobre 1957, approuvé les règlements, numéros un à douze inclusivement de "Campbell Community Club", et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 31e jour d'octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46320 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4379-51)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 30 octobre 1957, approuvé le règlement A-2 de "The Lions Club of Montreal", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 11 juillet 1957, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 31e jour d'octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46322 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Aqueduc du Grand St-Jacques", en date du 1er octobre 1957, dont le siège social est situé à Maskinongé, comté de Maskinongé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt et un octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46334-o JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 2150-38)

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des clubs de récréation)

Avis est donné que, suivant des résolutions dûment adoptées à cette fin les 27 mai et 29 juillet 1957, le nom de la corporation "Verdun Operatic Society" a été changé en celui de "Montreal Musical Comedy Theatre".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46376-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Fraternité des Policiers et Pompiers de Montréal-Nord Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le trente octobre 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
46378-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 13421-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws numbers one to twelve inclusive of "Campbell Community Club" have been approved on October 30th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46320-o Under-Secretary of the Province.

(A.G. 4379-51)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law A-2 of "The Lions Club of Montreal", as adopted at the meeting held on July 11th, 1957, has been approved on October 30th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46322-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Aqueduc du Grand St-Jacques", under date October 1st, 1957, whereof the head office is at Maskinongé, county of Maskinongé, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of October, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46334 Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 2150-38)

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Amusement Clubs Act)

Notice is given that, according to resolutions duly adopted for the purpose herein on May 27 and July 29, 1957, the name of the Corporation "Verdun Operatic Society" has been changed to that of "Montreal Musical Comedy Theatre".

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-ninth day of October, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46376 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Fraternité des Policiers et Pompiers de Montréal-Nord Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on October thirtieth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
46378 Under Secretary of the Province.

(P.G. 10531-52)

CHROME MANUFACTURING LTD.
Règlement N° 26

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Chrome Manufacturing Ltd.", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs;

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à celui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Decrété, ce 13e jour de septembre 1956.

Vraie copie certifiée, ce 27e jour d'août 1957.

Le Secrétaire,

46375 (Signé) B. SEMENIW.

(A.G. 10531-52)

CHROME MANUFACTURING LTD.
By-law No. 26

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Chrome Manufacturing Ltd.", as follows:

1. That the number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors shall hereafter be composed of four Directors;

2. Four Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. All prior By-law, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

Enacted, this 13th day of September, 1956.

Certified a true copy, this 27th day of August 1957.

(Signed) B. SEMENIW,
Secretary.

46375-o

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 430942. Dame Toni Ruby Bendetto, épouse commune en biens de Marc Scala, des cité et district de Montréal, 7245 Avenue Chester, N.D.G., demanderesse vs Marc Scala, résidant et domicilié au N° 7245 Avenue Chester, N.D.G., des cité et district de Montréal, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le 29 octobre 1957.

Montréal, le 29 octobre 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,

GRÉGOIRE DANSEREAU,

DAOUST, VERNIER, DUCEPPE,

46285-o DUGUAY & ALLAIRE.

Action for Separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 430942. Dame Toni Ruby Bendetto, wife common as to property of Marc Scala, of the city and district of Montreal, 7245 Chester Avenue, N.D.G., plaintiff, vs Marc Scala, residing and domiciled at No. 7245 Chester Avenue, N.D.G., of the city and district of Montreal, defendant.

NOTICE

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on October 29, 1957.

Montreal, October 29, 1957.

GRÉGOIRE, DANSEREAU,

DAOUST, VERNIER, DUCEPPE,

DUGUAY & ALLAIRE,

46285 Attorneys for the Plaintiff.

Chartes — Abandon de

LE ROYER STREET CORPORATION

Avis est par les présentes donné que "Le Royer Street Corporation" a l'intention de demander au Procureur Général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

31 octobre, 1957.

46316-o

Le Secrétaire-trésorier,
PHILIP F. VINEBERG.

DUFFTOWN INVESTMENTS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que Dufftown Investments Limited, une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 4e jour de novembre 1957.

46332

Le Secrétaire-trésorier,
P. J. CREWE.

Charters — Surrender of

LE ROYER STREET CORPORATION

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and amendments that "Le Royer Street Corporation" intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

October 31, 1957.

46316-o

PHILIP F. VINEBERG,
Secretary-Treasurer.

DUFFTOWN INVESTMENTS LIMITED

Notice is hereby given that Dufftown Investments Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 4th day of November, 1957.

46332-o

P. J. CREWE,
Secretary-Treasurer.

UNITED SECURITIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que United Securities Limited, une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, 1920, par lettres patentes en date du 14 juin 1924, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour de novembre 1957.

46333 Le Secrétaire,
R. R. MERIFIELD.

T. B. LITTLE PAPERS LIMITED

AVIS

Avis est par la présente donné que "T. B. Little Papers Limited", une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies du Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour obtenir le droit d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des Compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 6 novembre, 1957.

46379-o Le Secrétaire-trésorier,
M. E. ATKINSON.

UNITED SECURITIES LIMITED

Notice is hereby given that United Securities Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, 1920 by letters patent dated June 14th, 1924 and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 4th day of November, 1957.

46333-o R. R. MERIFIELD,
Secretary.

T. B. LITTLE PAPERS LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that "T. B. Little Papers Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal this 6th day of November 1957.

46379-o M. E. ATKINSON,
Secretary-Treasurer.

Compagnies dissoutes

(P.G. 12720-57)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte du "Club de la Marine Incorporé", constitué en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes en date du 18 mai 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1957, ladite corporation a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

— L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(P.G. 10932-57)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dikor Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 2 mai 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

— L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 12720-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Club de la Marine Incorporé", incorporated under Part III of the said Act, by letters patent dated May 18, 1938.

Notice is also given that from and after October thirtieth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this October thirty-first, 1957.

46284 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10932-57)

Notice is hereby given that under the Act of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dikor Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the said Act of the Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated May 2, 1946.

Notice is also given that from and after October thirtieth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

46284 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12444-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ile Bizard Golf Course Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 12444-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ile Bizard Golf Course Inc.", incorporated by letters patent dated November 4th, 1955.

Notice is also given that from and after October thirtieth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12528-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Cie de Développement de Weedon — Weedon Development Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 décembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 12528-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Cie de Développement de Weedon — Weedon Development Co.", incorporated by letters patent dated December 18, 1945.

Notice is also given that from and after October thirtieth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10302-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre Montréal Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 janvier 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un octobre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 10302-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre Montréal Limitée", incorporated by letters patent dated January 16, 1939.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12169-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Prinn Holdings Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er mai 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 12169-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Prinn Holdings Inc.", incorporated by letters patent dated May 1st, 1947.

Notice is also given that from and after October thirtieth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12944-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sherbrooke City Transit Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mars 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un octobre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46284-o P. FRENETTE.

(A.G. 12944-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sherbrooke City Transit Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated March 15, 1932.

Notice is also given that from and after October thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46284 Acting Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 56-57
(Région de Vaudreuil)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 29 octobre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, C.R., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Vaudreuil.

2° La région de Vaudreuil comprend les villes de Rigaud, Dorion, Ile-Cadieux et Ile-Perrot; le village de Belle Plage; ainsi que les paroisses de Ste-Madeleine-de-Rigaud et St-Michel-de-Vaudreuil.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.50 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 56-57
(Region of Vaudreuil)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 29th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Vaudreuil.

2. The region of Vaudreuil includes the towns of Rigaud, Dorion, Ile Cadieux and Ile Perrot; the village of Belle Plage; and also the parishes of St. Madeleine de Rigaud and St. Michel de Vaudreuil.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Vaudreuil offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard et 5 cents la mesure de 8 onces.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 56-56 et entrera en vigueur le 16 novembre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
46343-o

4. Save the provisions or article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Vaudreuil offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of bottled milk for distribution to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint and 5 cents the 8 ounce container.

9° The present Order cancels Order No. 56-56 and shall come into force on the 16th of November 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
46343-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 25-57
(Région de Lachute)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 29 octobre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement,

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 25-57
(Region of Lachute).

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 29th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk

vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lachute.

2° La région de Lachute comprend la ville de Lachute; les villages de Ayersville et Brownburg; la paroisse de St-Jérusalem; ainsi que le canton Chatham.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.69 net, F.A.B., la place d'affaires dudit marchand.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lachute offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6½ cents le demiard, 11 cents la chopine, 19 cents la pinte et en bidon 75 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 72 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 62 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 6½ cents le demiard et 6 cents la mesure de 8 onces.

10° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs, les distributeurs de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

within the limits of the region of Lachute.

2. The region of Lachute includes the town of Lachute; the villages of Ayersville and Brownburg; the parish of St. Jerusalem; and also the township of Chatham.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$4.69 net, F.O.B. business place of said dealer,

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month:

- a) total quantity of milk received;
- b) quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) quantity of milk used for other purposes;
- d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Lachute offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6½ cents a half-pint, 11 cents a pint, 19 cents a quart and in bulk 75 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 72 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 11 cents a pint and 19 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 62 cents a gallon.

9. The price of bottled milk delivered to pupils is fixed at 6½ cents a half-pint and 6 cents the 8 ounce container.

10. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, the distributors of dairy products and the producers-suppliers must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

11. Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi.

12° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème, dans la région de Lachute, que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

13° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 25-56 et entrera en vigueur le 16 novembre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
46343-o

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impractical or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

11. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon, and after seven o'clock in the afternoon.

12. Delivery of milk or cream, within the limits of the region of Lachute, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday, and Saturday.

13° The present Order cancels Order No. 25-56 and shall come into force on the 16th of November 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
46343-o

Département de l'Instruction Publique

BUREAU DES EXAMINATEURS CATHOLIQUES DES ASPIRANTS INSPECTEURS D'ÉCOLES

Avis est donné par les présentes que le Bureau des Examineurs catholiques des aspirants inspecteurs d'écoles siégera en session spéciale à l'École Normale Laval, Québec, les 7, 8 et 9 janvier prochains. L'examen des candidats commencera à 9.30 a.m. et portera sur les matières du 2e groupe seulement et pour les seuls candidats qui ont déjà commencé les examens.

Québec, le 2 novembre 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46344-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 778-57.

Québec, le 28 octobre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Marieville, même comté.

"Une terre située en la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir, dans le rang du Ruisseau Barré, côté est, mesurant environ cent arpents en superficie, plus ou moins, composée des lots 281 et 281-A et d'une partie des lots P. 279 et P. 280 aux plan et livre de renvoi officiel de ladite paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir; avec la maison et les autres bâtisses y érigées. Cette partie du lot P. 279 mesurant environ vingt et un arpents en superficie, est bornée à l'est par ledit lot N° 281-A, à l'ouest par le reste dudit N° 279 appartenant à M. Laurent Boulais; du côté nord par le lot 278 desdits plan et livre de renvoi officiels appartenant à M. Fernand Théberge; et du côté sud par la partie ci-après décrite dudit lot P. 280. Et cette partie dudit lot P. 280 mesurant aussi vingt et un arpents en superficie est bornée à l'est par ledit lot P. 281; à l'ouest par le reste dudit lot P. 280 appartenant audit Laurent Bou-

Department of Education

BOARD OF CATHOLIC EXAMINERS FOR SCHOOL INSPECTION CANDIDATES

Notice is hereby given that the Board of Catholic Examiners for school inspection candidates will hold sittings at the Laval Normal School, Quebec, on next January 7th, 8th and 9th. Examinations shall commence at 9.30 A.M., and shall consist of subjects contained in group two only, and for candidates who have commenced the examinations only.

Quebec, November 2, 1957.

O. J. DÉSALNIERS,
46344 Superintendent of Education.

No. 778-57.

Québec, October 28, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Ste-Marie-de-Monnoir, in the County of Rouville, the territory hereinafter described in order that it be annexed to the School Municipality of Marieville, same County.

"A farm situated in the parish of Ste. Marie de Monnoir, in Range Ruisseau Barré, east side, measuring some one hundred arpents in area, more or less, composed of lots 281 and 281-A and of a part of lots P. 279 and P. 280 of the official plan and book of reference of said parish of Ste. Marie-de-Monnoir; with house and other buildings erected thereon. This part of lot P. 279 measuring some twenty-one arpents in area, is bounded easterly by said lot No. 281-A, westerly by the balance of said lot No. P. 279 belonging to Mr. Laurent Boulais; on the northerly side by lot 278 of said official plan and book of reference, belonging to Mr. Fernand Théberge; on the southerly side by that part hereinafter described of said lot P. 280. And this part of said lot P. 280 also measuring twenty-one arpents in area is bounded easterly by said lot P. 281; westerly by the balance of said lot P. 280 belong-

lais; au nord par la partie sus-décrite dudit lot P. 279 et du côté sud par le lot N° 282 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46252-44-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 442-55.

Québec, le 30 octobre 1957.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 5 et 12 octobre 1957, concernant l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de la Ville de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, il faut lire "les lots 499, 500 et 501" au lieu de "les lots 499, 500 et 510".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46335-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 715-56.

Québec, 5 novembre 1957.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 14 et 21 septembre 1957, concernant l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de Val St-Jean, dans le comté de Gatineau, il faut lire, entre les mots "contribuables" et "seulement", le mot "catholiques".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46336-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1111-57.

Québec, le 31 octobre 1957.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Canton Laure, dans le comté de Québec, soit changé en celui de "La municipalité scolaire de Lac Édouard, dans le comté de Québec".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46337-45-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

ing to said Laurent Boulais; northerly by that part described hereinabove of said lot P. 279 and southerly by lot No. 282 of said official plan and book of reference.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 442-55.

Quebec, October 30, 1957.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on October 5th and 12th, 1957, concerning the annexation of certain lots to the school municipality of the town of Victoriaville, in the county of Arthabaska, one should read "lots 499, 500 and 501" instead of "lots 499, 500 and 510".

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 715-56.

Quebec, November 4, 1957.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of September 14 and 21, 1957, concerning the annexation of certain lots to the School Municipality of Val St. Jean, in the county of Gatineau, one must read, between the words "ratepayers" and "only", the word "Catholic".

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1111-57.

Quebec, October 31, 1957.

Application is made to change the name of the School Municipality of the township of Laure, in the county of Quebec, to that of "The School Municipality of Lake Edward, in the county of Quebec."

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Departement des Mines

AVIS DE RÉVOCATION DES DROITS DE MINE

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, ch. 38, avis est présentement donné aux détenteurs des droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera au Lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive pendant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Dans le canton de Mann

Rang Rivière du Loup Nord, lots A et B;
Rang Rivière du Loup Ouest, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7;
Rang Pointe aux Chênes, lots 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

Dans le Canton de Brôme

Rang VIII, lots 13 (942 à 946 inclusivement cadastré), 14 (940 et 941 cadastré), 15 (937, 938,

Department of Mines

NOTICE OF REVOCATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (S.R.Q., 1941, ch. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, ch. 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land here under listed that after a delay of ninety days from the date of the present notice, the Minister of Mines will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining rights on these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March 1934, to wit:

In Mann Township

Range Rivière du Loup North, lots A and B;
Range Rivière du Loup West, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7;
Range Pointe aux Chênes, lots 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 and 12.

In Brome Township

Range VIII, lots 13 (942 to 946 inclusively cadastral lots), 14 (940 and 941 cadastral lots).

939 cadastre), 16 (935 et 936 cadastre) et 17 (930 à 934 inclusivement cadastre).

Range IX, lots 13 (1046 à 1048 inclusivement cadastre), 14 (1049 à 1051 inclusivement cadastre) et 15 (1052 subdivisions 1 à 35 inclusivement et 1053).

Dans le Canton de Wolfestown

Rang III, lot 22C.

Dans le Canton de Templeton

Rang VI, lots 27A, 28A, et 28B;
Rang VII, lot 27B.

Dans le Canton de Hull

Rang XI, lot 1A.
Québec, le 4 novembre 1957.

46338-45-2-o Le Sous-ministre,
A. O. DUFRESNE.

AVIS DE LA RÉVOCATION DE CERTAINS DROITS DE MINE

Avis est par la présente donné, conformément au dernier alinéa de l'article 50 de la Loi des Mines de Québec, que par l'arrêté en conseil numéro 905 approuvé le 30 août 1956, les droits de mine autres que pour l'or et l'argent ont été révoqués en faveur de la Couronne sur les lots ci-dessous, à savoir:

Canton d'Eardley

Rang VII, le lot 6 comprenant la subdivision 6A ($\frac{1}{2}$ est lot 6), 6B et 6C ($\frac{1}{2}$ ouest lot 6), le lot 7 comprenant les subdivisions 7A ($\frac{1}{2}$ est lot 7), 7B ($\frac{1}{2}$ ouest lot 7), le lot 4 et le lot 5;

Rang VIII, le lot 4B cadastre ($\frac{1}{2}$ sud lot 4), le lot 5A cadastre ($\frac{1}{2}$ est lot 5), le lot 5C cadastre ($\frac{1}{2}$ sud de $\frac{1}{2}$ sud-ouest lot 5);

Rang IX, le lot 1A ($\frac{1}{2}$ nord lot 1), le lot 1B ($\frac{1}{2}$ sud lot 1), le lot 2A ($\frac{1}{2}$ nord lot 2), le lot 2B ($\frac{1}{2}$ sud lot 2);

Rang X, le lot 2A ($\frac{1}{2}$ nord lot 2), le lot 2B ($\frac{1}{2}$ sud lot 2);

Rang XI, le lot 1A ($\frac{1}{2}$ nord lot 1), le lot 1B ($\frac{1}{2}$ sud lot 1), le lot 3A ($\frac{1}{2}$ nord lot 3), le lot 3B ($\frac{1}{2}$ sud lot 3), le lot 4;

Rang XII, le lot 1 ($\frac{1}{2}$ nord et $\frac{1}{2}$ sud), le lot 2 ($\frac{1}{2}$ nord et $\frac{1}{2}$ sud).

Canton de Hull

Rang XI, le lot 26 ($\frac{1}{2}$ nord et $\frac{1}{2}$ sud), le lot 27 ($\frac{1}{2}$ nord) (27A);

Rang XIII, le lot 24 ($\frac{1}{2}$ nord et $\frac{1}{2}$ sud), le lot 25 ($\frac{1}{2}$ nord et $\frac{1}{2}$ sud), le lot 26 ($\frac{1}{2}$ sud), le lot 27 ($\frac{1}{2}$ nord et $\frac{1}{2}$ sud), le lot 28 ($\frac{1}{2}$ est et $\frac{1}{2}$ ouest);

Rang XIV, le lot 28 ($\frac{1}{2}$ nord et $\frac{1}{2}$ sud).

Canton de Tring

Rang I, le lot 23 et le lot 24;

Rang II, le lot 23 (271 cadastre) ($\frac{1}{2}$ nord-est et $\frac{1}{2}$ sud-ouest), le lot 24 (272, 273 cadastre) ($\frac{1}{2}$ nord-est et $\frac{1}{2}$ sud-ouest), le lot 25 (275 cadastre);

Rang III, le lot 24 (316, 317, 318 cadastre).

Canton d'Ascot

Rang X, les lots 7, 8, 9A, 9B, 9C, 9D, 9E et 9F.

15 (937, 938 and 939 cadastral lots), 16 (935 and 936 cadastral lots) and 17 (930 to 934 inclusively cadastral lots);

Range IX, lots 13 (1046 to 1048 inclusively cadastral lots), 14 (1049 to 1051 inclusively cadastral lots) and 15 (1052-1 to 1052-35 inclusively cadastral lots and 1053).

In Wolfestown Township

Range III, lot 22C.

In Templeton Township

Range VI, lots 27A, 28A and 28B;
Range VII, lot 27B.

In Hull Township

Range XI, lot 1A.
Quebec, November 4th, 1957.

46338-45-2-o A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

NOTICE OF THE REVOCATION OF CERTAIN MINING RIGHTS

Notice is hereby given, pursuant to the last paragraph of Section 50 of the Quebec Mining Act, that by Order in Council No. 905 passed on August 30th 1957, the mining rights other than for gold and silver have been revoked in favour of the Crown in the lots hereafter described:

Eardley township

Range VII, lot 6: 6A (east $\frac{1}{2}$ lot 6), 6B and 6C (west $\frac{1}{2}$ lot 6), lot 7: 7A (east $\frac{1}{2}$ lot 7), 7B (west $\frac{1}{2}$ lot 7), lots 4 and 5;

Range VIII, cadastral lot 4B (south $\frac{1}{2}$ lot 4), cadastral lot 5A (east $\frac{1}{2}$ lot 5), cadastral lot 5C (south $\frac{1}{2}$ of south-west $\frac{1}{2}$ lot 5);

Range IX, lot 1A (north $\frac{1}{2}$ lot 1), lot 1B (south $\frac{1}{2}$ lot 1), lot 2A (north $\frac{1}{2}$ lot 2), lot 2B (south $\frac{1}{2}$ lot 2);

Range X, lot 2A (north $\frac{1}{2}$ lot 2), lot 2B (south $\frac{1}{2}$ lot 2);

Range XI, lot 1A (north $\frac{1}{2}$ lot 1), lot 1B (south $\frac{1}{2}$ lot 1), lot 3A (north $\frac{1}{2}$ lot 3), lot 3B (south $\frac{1}{2}$ lot 3), lot 4;

Range XII, lot 1 (north $\frac{1}{2}$ and south $\frac{1}{2}$), lot 2 (north $\frac{1}{2}$ and south $\frac{1}{2}$).

Hull township

Range XI, lot 26 (north $\frac{1}{2}$ and south $\frac{1}{2}$), lot 27 (north $\frac{1}{2}$) (27A cadastral lot).

Range XIII, lot 24 (north $\frac{1}{2}$ and south $\frac{1}{2}$), lot 25 (north $\frac{1}{2}$ and south $\frac{1}{2}$), lot 26 (south $\frac{1}{2}$), lot 27 (north $\frac{1}{2}$ and south $\frac{1}{2}$), lot 28 (east $\frac{1}{2}$ and west $\frac{1}{2}$);

Range XIV, lot 28 (north $\frac{1}{2}$ and south $\frac{1}{2}$).

Tring township

Range I, lots 23 and 24;

Range II, lot 23 (271 cadastral lot) (north-east $\frac{1}{2}$ and south-west $\frac{1}{2}$), lot 24 (272 and 273 cadastral lots) (north-east $\frac{1}{2}$ and south-west $\frac{1}{2}$), lot 25 (275 cadastral lot);

Range III, lot 24 (316, 317, 318 cadastral lots).

Ascot township

Range X, lots 7, 8, 9A, 9B, 9C, 9D, 9E and 9F.

*Canton de Dudsivell**Dudsivell township*

Rang VII, la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot 20 (167 cadastre).

Que ladite révocation prend effet à compter de la date de la publication du présent avis.

Québec, le 30 octobre 1957.

Le Sous-ministre,
A. O. DUFRESNE.

46339-o

Range VII, north-west $\frac{1}{2}$ of lot 20 (167 cadastral lot).

That this revocation takes effect from the date of publication of this notice.

Quebec, this 30th day of October 1957.

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

46339-o

AVIS DE LA RÉVOCATION DE CERTAINS DROITS
DE MINE

NOTICE OF THE REVOCATION OF CERTAIN
MINING RIGHTS

Avis est par la présente donné, conformément au dernier alinéa de l'article 50 de la Loi des Mines de Québec, que par l'arrêté en conseil numéro 704 approuvé le 4 juillet 1956, les droits de mine autres que pour l'or et l'argent ont été révoqués en faveur de la Couronne sur les lots ci-dessous, à savoir:

Notice is hereby given, pursuant to the last paragraph of section 50 of the Quebec Mining Act, that by Order in Council No. 704 passed on July 4th 1956, the mining rights other than for gold and silver have been revoked in favour of the Crown in the lots hereafter described:

*Canton de Garthby**Garthby Township*

Rang I Sud, les lots 15, 16, 17 et 18.

Range I South, lots 15, 16, 17 and 18.

*Canton de Leeds**Leeds Township*

Rang I, la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot 5 (5A cadastre) et la $\frac{1}{2}$ sud-est du lot 5 (5B cadastre).

Que ladite révocation prend effet à compter de la date de la publication du présent avis.

Québec, le 30 octobre 1957.

Le Sous-ministre,
A. O. DUFRESNE.

46339-o

Range I, North-west $\frac{1}{2}$ of lot 5 (5A cadastral lot) and south-east $\frac{1}{2}$ of lot 5 (5B cadastral lot).

That this revocation takes effect from the date of publication of this notice.

Quebec, this 30th day of October, 1957.

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

46339-o

AVIS DE LA RÉVOCATION DE CERTAINS DROITS
DE MINE

NOTICE OF THE REVOCATION OF CERTAIN
MINING RIGHTS

Avis est par la présente donné, conformément au dernier alinéa de l'article 50 de la Loi des Mines de Québec, que par l'arrêté en conseil numéro 844 approuvé le 22 août 1957, les droits de mine autres que pour l'or et l'argent ont été révoqués en faveur de la Couronne sur les lots ci-dessous, à savoir:

Notice is hereby given, pursuant to the last paragraph of Section 50 of the Quebec Mining Act, that by Order in Council No. 844 passed on August 22nd 1957, the mining rights other than for gold and silver have been revoked in favour of the Crown in the lots hereafter described:

*Canton de Hull**Hull Township*

Rang VI, lots 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 et 20;

Range VI, lots 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 and 20;

Rang VII, lots 10, 11, 12, 13, 14, 15B, 16, 17B, 18A, 19 et 20.

Range VII, lots 10, 11, 12, 13, 14, 15B, 16, 17B, 18A, 19 and 20.

Que ladite révocation prend effet à compter de la date de la publication du présent avis.

That this revocation takes effect from the date of publication of this notice.

Québec, le 30 octobre 1957.

Quebec, this 30th day of October, 1957.

Le Sous-ministre,
A. O. DUFRESNE.

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

46339-o

46339-o

Département des Terres et Forêts**Department of Lands and Forests****AVIS****NOTICE**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la cité de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Official cadastre of the parish of St. Laurent, municipality of the city of St. Laurent, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que les lots 241-184, 241-185 et 241-186 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 241-184, 241-185, 241-186 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 24 octobre 1957.

Quebec, October the 24th, 1957.

Département des Terres et Forêts,

Department of Lands and Forests,

Service du Cadastre,

Cadastral Branch,

Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46341-o

46341-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 666, du 15 juin 1955, relatif au métier de barbier-coiffeur dans la région de St-Jean et d'Iberville, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

Les paragraphes "a", "c" et "d" de l'article III seront modifiés en y remplaçant respectivement les heures de fermeture du samedi et des veilles de fêtes chômées par les suivantes:

- a) 6.00 p.m.
- c) 6.00 p.m.
- d) 8.00 p.m.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 novembre 1957. 46340-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de St-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1297 du 26 novembre 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes "d", "k", "l" et "m" de l'article I seront remplacés par les suivants:

"d) Le mot "commis" désigne tout employé qui fait du travail clérical ou qui est préposé à la vente, au service de la clientèle, ou à toute autre fonction non autrement classifiée."

"k) Le terme "premier boucher" désigne tout salarié qui a la charge du département de la boucherie.

Le mot "boucher" désigne tout salarié qui a complété cinq (5) ans d'apprentissage dans ce métier et qui travaille dans le département de la boucherie.

Le terme "apprenti-goucher" désigne tout salarié qui travaille généralement dans le département de la boucherie et qui n'a pas complété cinq (5) ans d'apprentissage."

"l) Le mot "livreur" désigne tout employé préposé principalement à la livraison des marchandises au moyen de voitures ou camions."

"m) Le terme "aide-livreur" désigne tout employé dont la fonction principale est d'aider le livreur."

2° Le paragraphe "c" suivant sera ajouté à l'article IV:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 666 of June 15, 1955, relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St. John and Iberville, have petitioned him to amend the said decree as follows:

Paragraphs "a", "c" and "d" of article III will be amended by replacing respectively the closing hours of Saturday and holiday eves by the following:

- a) 6.00 p.m.
- c) 6.00 p.m.
- d) 8.00 p.m.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 9, 1957. 46340-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishment of the town of St. Félicien and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1297 of November 26th, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraphs "d", "k", "l" and "m" of article I will be replaced by the following:

"d) The word "clerk" means any employee doing clerical work or whose work is concerned with the sale to customers or is not otherwise classified."

"k) The words "head butcher" means any employee who is in charge of the meat department.

The word "butcher" means any employee who has completed five (5) years of apprenticeship in that trade and who works in the meat department.

The words "apprentice-butcher" means any employee who works, generally, in the meat department and who has not completed five (5) years of apprenticeship."

"l) The words "delivery man" mean any employee whose work is concerned mostly with the delivery of goods by means of a horse-drawn or motor vehicle."

"m) The words "delivery man's helper" mean any employee whose main occupation consists in helping the delivery man."

2. The following paragraph "c" will be added to section IV:

"c) Lorsqu'une de ces fêtes, non fête d'obligation, tombera un dimanche, elle sera remise au lundi suivant."

3° L'article VI sera remplacé par le suivant:

"VI. Salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants:

Catégories:	Salaires hebdomadaires	
	Hommes	Femmes
Gérant.....	\$ 75.00	\$ 60.00
Gérant de succursale.....	75.00	60.00
Comptable.....	55.00	40.00
Comptable, sans expérience:		
1er semestre.....	40.00	30.00
2ème semestre.....	45.00	35.00
Commis:		
1er semestre.....	22.00	20.00
2ème semestre.....	25.00	21.00
2ème année.....	30.00	23.00
3ème année.....	35.00	26.00
4ème année.....	40.00	30.00
5ème année.....	45.00	32.00
Couturière:		
mêmes taux que les commis.		
Caissier et caissière:		
mêmes taux que les commis.		
Livreur avec voiture ou camion (meubles):		
Livreur de moins de 16 ans.	18.00	
Plus de 16 ans:		
1ère année.....	30.00	
2ème année.....	33.00	
3ème année.....	37.50	
4ème année.....	42.50	
5ème année.....	47.50	
6ème année.....	60.00	
Livreur avec voiture ou camion:		
1ère année.....	27.50	
2ème année.....	30.00	
3ème année.....	35.00	
4ème année.....	40.00	
5ème année.....	45.00	
Aide livreur sur voiture ou camion:		
mêmes taux que les commis.		
Livreur à bicyclette.....	16.00	
La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également voir aux réparations.		
Solliciteur ou vendeur à commission:		
1ère année.....	30.00	
2ème année.....	35.00	
3ème année.....	40.00	
4ème année.....	45.00	

Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables de ventes approuvées par l'employeur ou son gérant.

Boucher..... \$ 60.00
Aide-boucher: mêmes taux que les commis."

4° Le paragraphe "b" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"b) Les employés rémunérés sur une base de salaire et de commission ou de commission seulement, ont droit à des vacances payées en prenant comme base de rémunération de vacances la moyenne hebdomadaire du salaire gagné pendant les douze (12) mois précédents."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de

"c) When one of the above holidays other than the feasts of obligation occurs on Sunday, it is observed on the following Monday."

3. Article VI will be replaced by the following:

"VI. Minimum wages: The minimum wage rates shall be as follows:

Catégories:	Weekly wages	
	Male	Female
Manager.....	\$ 75.00	\$ 60.00
Branch manager.....	75.00	60.00
Accountant.....	55.00	40.00
Accountant, unexperienced:		
1st six months.....	40.00	30.00
2nd six months.....	45.00	35.00
Clerk:		
1st six months.....	22.00	20.00
2nd six months.....	25.00	21.00
2nd year.....	30.00	23.00
3rd year.....	35.00	26.00
4th year.....	40.00	30.00
5th year.....	45.00	32.00
Seamstress:		
same rates as clerks.		
Cashier:		
same rates as clerks.		
Delivery man with horse-drawn or motor vehicle (furniture):		
Under 16 years of age.....	18.00	
Over 16 years of age:		
1st year.....	30.00	
2nd year.....	33.00	
3rd year.....	37.50	
4th year.....	42.50	
5th year.....	47.50	
6th year.....	60.00	
Delivery man with horse-drawn or motor vehicle:		
1st year.....	27.50	
2nd year.....	30.00	
3rd year.....	35.00	
4th year.....	40.00	
5th year.....	45.00	
Delivery employees' helpers-horse-drawn or motor vehicles: same rates as clerks.		
Delivery employee with bicycle	16.00	
The bicycle and its accessories shall be supplied and kept in repair by the employer.		
Commission salesmen:		
1st year.....	30.00	
2nd year.....	35.00	
3rd year.....	40.00	
4th year.....	45.00	

Commission salesmen shall not be held responsible for sales approved by the employer or his manager.

Butcher..... \$ 60.00
Butcher's helper: same rates as clerks."

4. Paragraph "b" of article VII will be replaced by the following:

"b) Employees paid on a salary and commission basis, or on a commission basis alone are entitled to a vacation with pay based on the average weekly earnings during the twelve (12) preceding months."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the

sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 novembre 1957. 46340-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux photographes professionnels dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 543 du 15 mai 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes b), c), m), n) et o) de l'article I seront remplacés par les suivants:

"b) *Photographe commercial*: Le photographe commercial est celui qui pour fins de rémunérations, exerce l'art, la profession ou l'occupation de la photographie professionnelle et qui a obtenu du bureau des examinateurs du comité paritaire, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat le qualifiant "photographe commercial" et qui fait tout travail de photographie excepté la pose artistique du portrait.

c) *Photographe professionnel*: Le photographe professionnel est celui qui pour fins de rémunérations exerce l'art, la profession ou l'occupation de la photographie professionnelle, et qui a obtenu du bureau des examinateurs du comité paritaire, suivant les prescriptions de ses règlements un certificat le qualifiant photographe professionnel, et qui fait tout travail de photographie commerciale et artistique.

Pour obtenir cette qualification l'apprenti doit avoir complété un stage d'au moins six mois (6) dans un studio reconnu par le comité paritaire.

m) *Apprenti*: Les mots "apprenti", "élève" ou "aspirant" désignent un apprenti photographe en stage d'apprentissage soit dans une école ou un studio de photographie reconnu par le comité paritaire.

n) *Employé régulier*: Le mot "employé régulier" signifie tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé ou pas moins de quarante (40) heures de travail par semaine et pas moins de cinq (5) jours.

o) *Employé à temps partiel*: Le mot "employé à temps partiel" signifie tout employé qui, embauché de façon intermittente, travaille moins de quarante (40) heures par semaine et moins de cinq (5) jours par semaine."

2° L'alinéa intitulé "Photofinisseur" apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

Photographe commercial: Qualification d'apprenti 2ème année et en plus est préposé à tout travail de photographie, excepté la pose artistique du portrait.

3° L'article V sera remplacé par le suivant:
"V. *Salaires minima*: Les salaires minima sont les suivants:

Par semaine

Apprenti 1ère année: \$16.00

date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 9, 1957. 46340-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the professional photographers of the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 543 of May 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraphs b), c), m), n) and o) of article I will be replaced by the following:

"b) *Commercial photographer*: A commercial photographer is one who, in consideration of payment, practices the art, profession or occupation of professional photography and who has been certificated by the Board of Examiners of the Parity Committee, in pursuance of the provisions of its by-laws, as "commercial photographer" and who does any photography work excepting artistic portrait pictures.

c) *Professional photographer*: A professional photographer is one who, in consideration of payment, practises the art, profession or occupation of professional photography and who has been certificated by the Board of Examiners of the Parity Committee, in pursuance of the provisions of its by-laws, as "professional photographer" and who does any commercial and artistic photography work.

To obtain this qualification, apprentices must have worked at least six months in a studio recognized by the Parity Committee.

m) *Apprentice*: The words "apprentice" or "student" or "candidate" mean any apprentice photographer serving his apprenticeship either in a school or in a photographer's studio recognized by the Parity Committee.

n) *Regular employee*: The words "regular employee" mean any employee who works the standard work week of the establishment where he is employed or works a minimum of forty (40) hours per week or a minimum of five (5) days per week.

o) *Part-time employee*: The words "part-time employee" mean any employee hired occasionally who works less than forty (40) hours per week and less than five (5) days per week."

2. The sub-paragraph headed "Photofinisher", contained in paragraph "a" of article IV, will be replaced by the following:

Commercial photographer: The qualification of 2nd year apprentices including photographic work but excepting artistic portrait pictures.

3. Article V will be replaced by the following:
"V. *Minimum wages*: The following shall be the minimum wages:

per week

Apprentice, 1st year \$16.00

Apprenti 2ème année:	22.00	Apprentice, 2nd year:	22.00
Photographe commercial:		Commercial photographer:	
1ère année	35.00	1st year	35.00
Après 1 an:	37.50	After one year	37.50
Photographe professionnel:		Professional photographer:	
1ère année:	48.00	1st year	48.00
Après 1 an	52.00	After one year	52.00
Commis:		Clerk:	
1ère année	0.46	1st year	per hour 0.46
Après 1 an	0.50	After one year	0.50

Note: Tous les salaires et autres avantages supérieurs à ceux déterminés dans le décret ne peuvent être diminués.

4° Les paragraphes "c" et "d" de l'article VIII seront remplacés par les suivants:

"c) Tout salarié faisant moins de quarante (40) heures par semaine et moins de cinq (5) jours pourra recevoir une rémunération horaire basée sur le salaire hebdomadaire de sa catégorie et tout salarié faisant plus de quarante (40) heures et cinq (5) jours et plus par semaine devra recevoir le salaire hebdomadaire de sa catégorie.

d) A l'occasion d'une fête religieuse d'obligation sur semaine, et des fêtes suivantes: La Saint-Jean-Baptiste, le 1er jour de juillet (anniversaire de la confédération) et la fête du Travail, le nombre d'heures de la semaine régulière doit être diminué du nombre d'heures qu'il y a dans une journée régulière de travail, et sans pour cela que la paie hebdomadaire soit réduite. Si le salarié est tenu de travailler à la demande de l'employeur les jours de fêtes chômées, il doit recevoir salaire double pour le nombre d'heures durant lesquelles il aura travaillé. Le salaire double sera calculé d'après le salaire hebdomadaire payé en regard de la semaine normale de travail. Si la date de la célébration des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et de la Confédération était changée par les autorités municipales ou autres pour des circonstances spéciales ces fêtes seront décrétées fêtes chômées le jour choisi."

5° Les paragraphes a), b), c), d) et e) de l'article IX seront remplacés par les suivants:

"IX. *Apprentissage*: L'enseignement du métier visé doit se donner aux apprentis soit à l'école, soit dans les studios suivant les dispositions ci-après énumérées:

a) L'apprenti doit avoir seize (16) ans révolus et avoir terminé la 8ème année du cours primaire.

L'apprenti doit s'inscrire au comité paritaire, y fournir tous les renseignements jugés nécessaires.

b) Il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti de 1ère et de 2ème année employés par un même photographe professionnel ou photographe commercial.

c) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier qualifié.

d) *Durée de l'apprentissage*: A l'école l'apprentissage comporte une période d'enseignement de deux ans suivie d'une période de stage de six (6) mois dans un atelier reconnu par le comité paritaire.

Dans un atelier de photographie, l'apprentissage comporte trois (3) ans de travail sous la surveillance d'un photographe professionnel.

La période d'instruction à l'école doit comprendre au moins mille (1000) heures d'enseignement théorique et pratique réparties durant chaque année scolaire.

L'année de travail pour fins d'apprentissage doit comprendre au moins deux milles (2000) heures de travail sous la surveillance d'un photographe professionnel muni d'un certificat de qualification.

Note: Wages and other conditions more advantageous than those determined herein shall not be reduced or diminished.

4. Paragraph "c" and "d" of article VIII will be replaced by the following:

"c) Every employee working less than forty (40) hours per week and less than five (5) days shall be paid an hourly rate based on the weekly wages of his category; every employee working more than forty (40) hours in more than five (5) days shall be paid the weekly wages of his category.

d) In the event of a religious of obligation falling on a week day and on the following holidays, namely: St. John Baptist Day, July 1st (Confederation anniversary), and Labour Day, the standard work week shall be reduced by the number of hours of a regular work day without affecting the weekly pay. When so required by the employer, employees shall work on holidays and be paid at the rate of double time for all hours worked. Double time rates shall be computed on the basis of the weekly wages paid for the standard work week. Should the date of celebration of St. John the Baptist Day and Confederation Day be changed by municipal or other authorities on account of special circumstances, such holidays, shall be observed on the day proclaimed by said authorities."

5. Paragraphs a), b), c), d) and e) of article IX will be replaced by the following:

"IX. *Apprenticeship*: The trade hereby governed shall be taught either at the school or in studios, in accordance with the following provisions:

a) Apprentices shall not be under 16 years of age and shall have completed the 8th year of the Primary Course.

Apprentices shall register with the Parity Committee and give all the information deemed necessary.

b) There shall not be more than 1st year and one 2nd year apprentices in the employ of a professional or commercial photographer.

c) Employers shall see to it that the apprentices be given the opportunity to work at and become skilled in all the operations of the trade.

d) *Duration of apprenticeship*: At the school, apprenticeship consists in a training period of two years followed by a probationary period of six (6) months in a shop approved by the Parity Committee.

In a photographer's studio, apprenticeship consists of three (3) years of work under the direction of a professional photographer.

The period at the school shall comprise at least one thousand hours of theoretical and practical teaching for every school year.

For apprenticeship purposes, one year of work shall comprise at least two thousand hours of work under the direction of a certificated professional photographer.

Le programme d'enseignement comprend des cours de formation morale, sociale et professionnelle, ainsi que des cours spéciaux établis par l'école en collaboration avec le comité paritaire.

Pour l'examen final, l'apprenti doit conserver 60% des points alloués à chacune des matières.

Si son examen n'est pas jugé satisfaisant l'apprenti est requis de continuer son stage d'apprentissage jusqu'à un perfectionnement suffisant pour lui permettre de passer son examen avec succès. Il a le droit de reprise par intervalle de six (6) mois.

e) Après chaque année d'apprentissage, l'apprenti doit se présenter au bureau des examinateurs du Comité Paritaire pour subir ses examens dans le but d'obtenir sa promotion.

6° L'article XI sera remplacé par le suivant: "XI. *Durée du décret*: Le décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1958.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 octobre de l'année 1958, ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 novembre 1957. 4640-o

The teaching programme shall include moral, social and professional formation courses as well as special courses drafted by the school in collaboration with the Parity Committee.

In the final examination, apprentices shall obtain a minimum of 60% of the points allowed for each subject-matter.

Should his examination not be deemed satisfactory, the apprentice will be required to continue his apprenticeship until he has improved enough to pass the examination. He may sit for another examination every six (6) months.

e) After every apprenticeship year, the apprentice shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for his examination in order to obtain his promotion.

6. Section XI will be replaced by the following: "XI. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until October 31, 1958.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before October 31, of the year 1958 or of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 9, 1957. 46340-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE — BAR OF ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examen de décembre 1957. — Examinations of December 1957

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Rivest.....	Jean-Paul.....	25	Laverlochère.

Val d'Or, le 5 novembre 1957. — November 5, 1957.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,
JEAN BEAULIEU,
Secretary-treasurer of Bar of Abitibi-Témiscamingue.

46382-o

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, par une résolution des sociétaires du "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Anne de la Pocatière", en date du 19 août 1957, il a été décrété que les affaires de

Winding up Notice:

Notice is hereby given that by a resolution of the associates of the "Chantier Coopératif de l'U.C.C. of Ste-Anne de la Pocatière", dated August 19, 1957, it has been enacted that the

ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, par la même résolution, MM. Julien Giasson, de L'Islet, Réal-L. Lévesque, de Mont-Carmel, et Alphonse Gamache, de Saint-Marcel, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-huit octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46377-o JEAN BRUCHÉSI.

affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and the winding-up Act, and that, by the same resolution, that Messrs. Julien Giasson, of L'Islet, Réal-L. Lévesque, of Mont-Carmel, and Alphonse Gamache, of Saint-Marcel, have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October eighteenth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46377 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de GASPARD FAUTEUX
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le treize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-et-unième jour d'août, l'an mil neuf cent cinquante-sept et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,
45693-35-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Canada,
Province of GASPARD FAUTEUX
Quebec.
[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the thirteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the twenty-first day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-seven and sixth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
45693-35-11-o Québec.

Sièges sociaux

DUBORD & FRÈRE LTD.

Avis est par les présentes donné que "Dubord & Frère Ltd.", incorporée par lettres patentes en vertu de la loi des Compagnies de Québec, le 22 octobre 1951, et ayant son siège social à Montréal où ses bureaux étaient situés jusqu'à maintenant à 5047, Chemin de la Reine-Marie, a maintenant établi ses bureaux à 3600, Avenue Barclay, à compter de la date du présent avis.

Head Offices

DUBORD & FRÈRE LTD.

Notice is hereby given that "Dubord & Frère Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, October 22, 1951, and having its head office in Montreal where its offices were situated up to to-day, at 5047 Queen Mary Road, has now established its offices at 3600 Barclay Avenue, as from the date of this notice.

Ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai, 1957.

Le Président,

PAUL-ÉMILE DUBORD.

46292-o

LES IMMEUBLES DUBORD INC.

Avis est par les présentes donné que "Les Immeubles Dubord Inc.", incorporée par lettres patentes en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, le 19 octobre 1956, et ayant son siège social à 5047, Chemin de la Reine-Marie, Montréal, où ses bureaux étaient situés jusqu'à maintenant, a maintenant établi ses bureaux à 3600 avenue Barclay, à compter de la date du présent avis.

Ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er mai, 1957.

Le Président,

LUCIEN DUBORD.

(Seau)

46293-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

PHARMAPRO LIMITÉE
PHARMAPRO LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Pharmapro Limitée — Pharmapro Limited", constituée en corporation sous le nom originaire de "Celluka Limitée — Celluka Limited", suivant lettres patentes émises en vertu de la loi des Compagnies de Québec en date du 27 septembre 1956 et ayant obtenu son changement de nom suivant lettres patentes supplémentaires en date du 28 juin 1957, a établi son bureau au numéro 7305 de la rue Birman, dans la cité et district de Montréal où la compagnie a son bureau principal.

L'adresse ci-dessus est considéré comme étant l'adresse du bureau principal de la compagnie.

Montréal, ce 23e jour de septembre, mil neuf cent cinquante-sept.

46294-o

DOLLARD LANGLOIS.

PROJECT SALES LTD.

Avis de changement d'adresse du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Project Sales Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 10 juillet 1951, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 1467 rue Mansfield, Montréal, Québec, l'a transporté à 4206 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'octobre 1957.

PROJECT SALES LTD.

Par: Le Président,

BRUCE SCRIVER.

46295

Avis est donné que la corporation "Lakeshore Unitarian Church", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29ième jour de juillet 1957, et ayant son bureau principal dans la ville de Pointe-Claire, a établi son bureau avenue Cedar Pointe-Claire.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Pointe-Claire, ce 4ième jour de novembre 1957.

46328-o

Le Secrétaire,

E. C. BLACK.

The said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 1st, day of May, 1957.

PAUL-ÉMILE DUBORD,

President.

46292

LES IMMEUBLES DUBORD INC.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Dubord Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on October 19, 1956, and having its head office at 5047, Queen Mary Road, Montreal, where its offices have up to the present been situated, has now established its offices at 3600 Barclay Avenue, from and after the date of the present notice.

The said office shall be considered by the company as its head office.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1957.

(Seal)

LUCIEN DUBORD,

President.

46293

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

PHARMAPRO LIMITÉE
PHARMAPRO LIMITED

Notice is hereby given that the company "Pharmapro Limitée — Pharmapro Limited", constituted as a corporation under the original name of "Celluka Limitée — Celluka Limited", according to letters patent issued under the Quebec Companies' Act dated September 27, 1956 and having obtained its change of name according to supplementary letters patent dated June 28, 1957, has established its office at number 7305 Birnam Street, in the city and district of Montreal where the Company has its head office.

The above address is considered as being the location of the head office of the company.

Montreal, this 23rd day of September, one thousand nine hundred and fifty-seven.

46294

DOLLARD LANGLOIS.

PROJECT SALES LTD.

Notice of change in the address of the head office

Notice is hereby given that "Project Sales Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on July 10th, 1951, and having its Head Office in the city of Montreal at 1467 Mansfield Street, Montreal, Quebec, has moved it to 4206 St. Catherine Street West, Montreal.

Dated at Montreal, this 25th day of October, 1957.

PROJECT SALES LTD.

Per: BRUCE SCRIVER,

President.

46295-o

Notice is hereby given that the corporation "Lakeshore Unitarian Church", incorporated by letters patent on the 29th day of July 1957, and having its head office in the town of Pointe Claire, has established its office in Cedar avenue, Pointe Claire.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Donné à Pointe Claire, this 4th day of July 1957.

46328-o

E. C. BLACK,

Secretary.

PROJECT SALES (MARINE DIVISION) LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Project Sales (Marine Division) Ltd.", constituée en corporation le 22 février 1957, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social au numéro 4206 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'octobre 1957.

PROJECT SALES (MARINE DIVISION) LTD.

Par: Le Président,
P. F. SORENSEN.

46295

PROJECT SALES (MARINE DIVISION) LTD.

Notice of situation of the head office

Notice is hereby given that "Project Sales (Marine Division) Ltd.", incorporated on the 22nd February, 1957, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 4206 St. Catherine Street West, Montreal.

Dated at Montreal, this 25th day of October, 1957.

PROJECT SALES (MARINE DIVISION) LTD.

Per: P. F. SORENSEN,
President.

46295-o

AVIS

Avis est donné que la compagnie "B. S. Teknik Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 2 juillet 1957, aura sa principale place d'affaires à Valcourt, district de Bedford.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 28 octobre 1957.

Le Secrétaire,

R. SAINT-PIERRE.

46318-o

NOTICE

Notice is hereby given that "B. S. Teknik Inc." company incorporated by letters patent issued under the part 1st of the Quebec Companies' Act, on the 2nd day of July, 1957, has its Head Office in the village of Valcourt, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office.

Dated at Granby, this 28th day of October, 1957.

R. SAINT-PIERRE,

Secretary.

46318-o

ÉDIFICE DES AIGLES INC
EAGLE BUILDING INC

Avis est donné que l'Édifice des Aigles Inc — Eagle Building Inc, constituée en corporation par lettres patentes du Lieutenant-gouverneur de Québec, en date du 20 mars 1957, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au 329 est, de la rue Ste-Catherine, Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22ème jour d'octobre 1957.

L'Aviséur légal,

BENOIT GONTHIER.

46319-o

ÉDIFICE DES AIGLES INC
EAGLE BUILDING INC

Notice is given that the Édifice des Aigles Inc. — Eagle Building Inc, incorporated under letters patent from the Lieutenant-Governor of Quebec, dated March 20, 1957, and having its head office in Montreal, has established its office at 329 East Ste-Catherine Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of October, 1957.

BENOIT GONTHIER,

Legal Adviser.

46319

Soumissions

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH-DE-COLERAINE
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ls-Geo. Vaillancourt, secrétaire-trésorier, Coleraine, comté de Mégantic, jusqu'à 7.00 heures, p.m., lundi, le 25 novembre 1957, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations de la municipalité de St-Joseph-de-Coleraine, comté de Mégantic, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Tenders

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF ST-JOSEPH-DE-COLERAINE
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ls-Geo. Vaillancourt, Secretary-Treasurer, Coleraine, county of Megantic, until 7.00 o'clock p.m., Monday, November 25, 1957, for the purchase of an issue of \$130,000.00 of bonds of the municipality of St. Joseph-de-Coleraine, county of Megantic, dated November 1st, 1957, and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt N° 127 — prolongement du réseau d'aqueduc et d'égouts, et autres travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$130,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1958.....	\$ 3,500.00
1er novembre 1959.....	4,000.00
1er novembre 1960.....	4,000.00
1er novembre 1961.....	4,500.00
1er novembre 1962.....	4,500.00
1er novembre 1963.....	5,000.00
1er novembre 1964.....	5,000.00
1er novembre 1965.....	5,500.00
1er novembre 1966.....	5,500.00
1er novembre 1967.....	6,000.00
1er novembre 1968.....	6,500.00
1er novembre 1969.....	7,000.00
1er novembre 1970.....	7,000.00
1er novembre 1971.....	7,500.00
1er novembre 1972.....	8,000.00
1er novembre 1973.....	8,500.00
1er novembre 1974.....	8,500.00
1er novembre 1975.....	9,500.00
1er novembre 1976.....	9,500.00
1er novembre 1977.....	10,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coleraine, comté de Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 novembre 1957, à 7.00 heures p.m., en la salle du collège, St-Joseph-de-Coleraine, comté de Mégantic.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph-de-Coleraine, (Comté de Mégantic), ce 5 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LS-GEO. VAILLANCOURT.

Coleraine, tél.: 2604 sonnez 13,
(Comté de Mégantic).

46373-0

Loan by-law No. 127 — Extension of the aqueduct and sewer systems, and other work on the aqueduct.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$130,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1958.....	\$ 3,500.00
November 1st, 1959.....	4,000.00
November 1st, 1960.....	4,000.00
November 1st, 1961.....	4,500.00
November 1st, 1962.....	4,500.00
November 1st, 1963.....	5,000.00
November 1st, 1964.....	5,000.00
November 1st, 1965.....	5,500.00
November 1st, 1966.....	5,500.00
November 1st, 1967.....	6,000.00
November 1st, 1968.....	6,500.00
November 1st, 1969.....	7,000.00
November 1st, 1970.....	7,000.00
November 1st, 1971.....	7,500.00
November 1st, 1972.....	8,000.00
November 1st, 1973.....	8,500.00
November 1st, 1974.....	8,500.00
November 1st, 1975.....	9,500.00
November 1st, 1976.....	9,500.00
November 1st, 1977.....	10,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Coleraine, county of Mégantic.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before November 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before November 1st, 1967 inclusively, is issued for a twenty-year term; after these date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 25, 1957, at 7.00 o'clock p.m., at the College Hall, St-Joseph de Coleraine, county of Mégantic.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph-de-Coleraine (County of Mégantic), November 5, 1957.

LS-GEO. VAILLANCOURT,
Secretary-Treasurer.

Coleraine, tel. 2604 ring 13,
(County of Mégantic), P. Q.

46373

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Frank Radcliffe, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 26 novembre 1957, pour l'achat de \$355,500.00 d'obligations de la ville de Montréal-Ouest datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 202 — \$81,500.00; et 203 — \$274,000.00; travaux publics: travaux d'aqueduc et d'égouts, travaux de trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$355,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1958.....	\$12,000.00
1er novembre 1959.....	12,000.00
1er novembre 1960.....	12,000.00
1er novembre 1961.....	13,500.00
1er novembre 1962.....	13,500.00
1er novembre 1963.....	13,500.00
1er novembre 1964.....	13,500.00
1er novembre 1965.....	16,000.00
1er novembre 1966.....	16,000.00
1er novembre 1967.....	17,500.00
1er novembre 1968.....	17,500.00
1er novembre 1969.....	18,000.00
1er novembre 1970.....	19,500.00
1er novembre 1971.....	19,500.00
1er novembre 1972.....	21,500.00
1er novembre 1973.....	21,500.00
1er novembre 1974.....	23,000.00
1er novembre 1975.....	23,000.00
1er novembre 1976.....	25,000.00
1er novembre 1977.....	27,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevées.

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL WEST

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Frank Radcliffe, Secretary-treasurer, Town Hall, Montreal West, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, November 26th, 1957, for the purchase of an issue of \$355,500.00 of bonds of the town of Montreal West, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos 202 — \$81,500.00; and 203 — \$274,000.00 — Public works: stern and sanitary sewers, water conduits, sidewalks, etc.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$355,500.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1958.....	\$12,000.00
November 1st, 1959.....	12,000.00
November 1st, 1960.....	12,000.00
November 1st, 1961.....	13,500.00
November 1st, 1962.....	13,500.00
November 1st, 1963.....	13,500.00
November 1st, 1964.....	13,500.00
November 1st, 1965.....	16,000.00
November 1st, 1966.....	16,000.00
November 1st, 1967.....	17,500.00
November 1st, 1968.....	17,500.00
November 1st, 1969.....	18,000.00
November 1st, 1970.....	19,500.00
November 1st, 1971.....	19,500.00
November 1st, 1972.....	21,500.00
November 1st, 1973.....	21,500.00
November 1st, 1974.....	23,000.00
November 1st, 1975.....	23,000.00
November 1st, 1976.....	25,000.00
November 1st, 1977.....	27,500.00

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal West.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be callable before November 1st, 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, before November 1st, 1965 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before November 1st, 1967 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 26 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Ouest, ce 28 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANK RADCLIFFE, F.I.C.S.

Hôtel de Ville,

Tél.: DEXter 6655

Montréal-Ouest, P.Q.

46331-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES POUR LA MUNICIPALITÉ DE VAL D'OR (Comté d'Abitibi-Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Claude-R. Baillargeon, secrétaire-trésorier, École Notre-Dame-de-Fatima, Val d'Or, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 25 novembre 1957, pour l'achat de \$352,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Val d'Or, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 28 août 1956 — excédent du coût de construction de l'école Mgr Desmarais, construction de résidence, construction d'une école anglaise, travaux de réparations, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$352,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1958.....	x\$78,500.00
1er décembre 1959.....	x 42,000.00
1er décembre 1960.....	x 44,500.00
1er décembre 1961.....	7,000.00
1er décembre 1962.....	7,500.00
1er décembre 1963.....	8,000.00
1er décembre 1964.....	8,000.00
1er décembre 1965.....	8,500.00
1er décembre 1966.....	9,000.00
1er décembre 1967.....	9,500.00
1er décembre 1968.....	10,000.00
1er décembre 1969.....	10,500.00
1er décembre 1970.....	11,500.00
1er décembre 1971.....	12,000.00
1er décembre 1972.....	12,500.00
1er décembre 1973.....	13,000.00
1er décembre 1974.....	14,000.00
1er décembre 1975.....	14,500.00
1er décembre 1976.....	15,500.00
1er décembre 1977.....	16,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$160,397.70, accordé par le Secrétaire de la pro-

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, November 26th, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Montreal West.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal West, October 28th, 1957.

FRANK RADCLIFFE, F.I.C.S.,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,

Phone: DEXter 6655

Montreal West, P.Q.

46331-o

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF VAL D'OR (County of Abitibi-East)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Claude-R. Baillargeon, Secretary-Treasurer, Notre-Dame de Fatima School, Val d'Or, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 25, 1957, for the purchase of an issue of \$352,500.00 of bonds of the Catholic school commissioners for the municipality of Val d'Or, county of Abitibi-East, dated December 1st 1957 and redeemable serially from December 1st 1958 to December 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 28, 1956 — exceeding cost of construction of Mgr Desmarais school, construction of residence, construction of an English School, repair work, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$352,500.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1958.....	x\$78,500.00
December 1st, 1959.....	x 42,000.00
December 1st, 1960.....	x 44,500.00
December 1st, 1961.....	7,000.00
December 1st, 1962.....	7,500.00
December 1st, 1963.....	8,000.00
December 1st, 1964.....	8,000.00
December 1st, 1965.....	8,500.00
December 1st, 1966.....	9,000.00
December 1st, 1967.....	9,500.00
December 1st, 1968.....	10,000.00
December 1st, 1969.....	10,500.00
December 1st, 1970.....	11,500.00
December 1st, 1971.....	12,000.00
December 1st, 1972.....	12,500.00
December 1st, 1973.....	13,000.00
December 1st, 1974.....	14,000.00
December 1st, 1975.....	14,500.00
December 1st, 1976.....	15,500.00
December 1st, 1977.....	16,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$160,397.70 granted by the Provincial Secretary and payable

vince et payable en trois versements dont le premier de \$80,408.40 et les deux autres de \$39,994.65 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Val d'Or, comté d'Abitibi-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., au bureau de la commission scolaire École, Notre-Dame-de-Fatima, Val d'Or, comté d'Abitibi-Est.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Val d'Or, (Comté d'Abitibi-Est), ce 5 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,

CLAUDE-R. BAILLARGEON.

École Notre-Dame-de-Fatima,

Val d'Or, tél.: 4-4682.

(Comté d'Abitibi-Est), P.Q.

46374-0

Province de Québec

PAROISSE DE NOTRE-DAME-DE-LA-DORÉ

(Comté de Lac St-Jean-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Zéphirin Dallaire, secrétaire-trésorier, Notre-Dame-de-la-Doré, comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 7.30 hrs. p.m., lundi, le 25 novembre 1957, pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Doré, comté de Lac St-Jean-Ouest, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

in three instalments, of which the first instalment shall be \$80,408.40 and the other two of \$39,994.65 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Val d'Or, county of Abitibi-Est.

Capital and interest are payable at the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, November, 25, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the school commissioners, Notre-Dame-de-Fatima, Val d'Or, county of Abitibi-Est.

The Council or school commissioners, do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Val d'Or, (County of Abitibi-Est), November 5, 1957.

CLAUDE-R. BAILLARGEON,

Secretary-Treasurer.

Notre-Dame-de-Fatima School,

Val d'Or, tel.: 4-4682,

(County of Abitibi-Est), P.Q.

46374

Province of Quebec

PARISH OF NOTRE-DAME-DE-LA-DORÉ

(County of Lake St. John-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Zéphirin Dallaire, Secretary-Treasurer, Notre-Dame-de-la-Doré, county of Lake St. John-West, until 7.30 o'clock p.m., Monday, November 25, 1957, for the purchase of an issue of \$70,000.00 of bonds of the parish of Notre-Dame-de-la-Doré, county of Lake St. John-West, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt N° 127 — construction d'un poste de pompiers et d'un édifice, achat d'équipement, achat de terrain, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$70,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1958.....	\$1,000.00
1er décembre 1959.....	1,000.00
1er décembre 1960.....	1,000.00
1er décembre 1961.....	1,000.00
1er décembre 1962.....	1,000.00
1er décembre 1963.....	1,000.00
1er décembre 1964.....	1,500.00
1er décembre 1965.....	1,500.00
1er décembre 1966.....	1,500.00
1er décembre 1967.....	1,500.00
1er décembre 1968.....	1,500.00
1er décembre 1969.....	2,000.00
1er décembre 1970.....	2,000.00
1er décembre 1971.....	2,000.00
1er décembre 1972.....	2,000.00
1er décembre 1973.....	2,000.00
1er décembre 1974.....	2,500.00
1er décembre 1975.....	2,500.00
1er décembre 1976.....	2,500.00
1er décembre 1977.....	39,000.00

Loan By-law No. 127 — erection of a fire station, building, purchasing of equipment, land, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$70,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st., 1958.....	\$1,000.00
December 1st., 1959.....	1,000.00
December 1st., 1960.....	1,000.00
December 1st., 1961.....	1,000.00
December 1st., 1962.....	1,000.00
December 1st., 1963.....	1,000.00
December 1st., 1964.....	1,500.00
December 1st., 1965.....	1,500.00
December 1st., 1966.....	1,500.00
December 1st., 1967.....	1,500.00
December 1st., 1968.....	1,500.00
December 1st., 1969.....	2,000.00
December 1st., 1970.....	2,000.00
December 1st., 1971.....	2,000.00
December 1st., 1972.....	2,000.00
December 1st., 1973.....	2,000.00
December 1st., 1974.....	2,500.00
December 1st., 1975.....	2,500.00
December 1st., 1976.....	2,500.00
December 1st., 1977.....	39,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Félicien, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 novembre 1957, à 7.30 heures p.m., au lieu ordinaire des séances, Notre-Dame-de-la-Doré, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-de-la-Doré, (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 5 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ZÉPHIRIN DALLAIRE.

Notre-Dame-de-la-Doré, tél.: 110,
(Comté de Lac St-Jean-Ouest), P.Q. 46371-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Félicien, county of Lake St. John-West.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 25, 1957, at 7.30 o'clock p.m., at where the sittings are usually held, Notre-Dame-de-la-Doré, county of Lake St. John-West.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-de-la-Doré, (County of Lake St. John-West), this November 5, 1957.

ZÉPHIRIN DALLAIRE,
Secretary-Treasurer.

Notre-Dame-de-la-Doré, tel.: 110,
(County of Lake St. John-West), P.Q. 46371

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-GERMAINE-DU-LAC-ÉTCHÉMIN
(Comté de Dorchester)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Antonio Fortin, secrétaire-trésorier, Ste-Germaine-du-Lac-Étchemin, comté de Dorchester, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 25 novembre 1957, pour l'achat de \$346,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Germaine-du-Lac-Étchemin, comté de Dorchester, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêts à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 juillet 1957, telle que modifiée — construction d'une école de 24 classes dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$346,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er décembre 1958.....x	\$52,000.00
1er décembre 1959.....x	54,500.00
1er décembre 1960.....x	57,500.00
1er décembre 1961.....x	61,000.00
1er décembre 1962.....	5,000.00
1er décembre 1963.....	5,000.00
1er décembre 1964.....	5,500.00
1er décembre 1965.....	5,500.00
1er décembre 1966.....	6,000.00
1er décembre 1967.....	6,500.00
1er décembre 1968.....	6,500.00
1er décembre 1969.....	7,000.00
1er décembre 1970.....	7,500.00
1er décembre 1971.....	8,000.00
1er décembre 1972.....	8,500.00
1er décembre 1973.....	9,000.00
1er décembre 1974.....	9,500.00
1er décembre 1975.....	10,000.00
1er décembre 1976.....	10,500.00
1er décembre 1977.....	11,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$237,600.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$59,400.00 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Anselme, comté de Dorchester.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte éché-

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-GERMAINE-DU-LAC-ÉTCHÉMIN
(County of Dorchester)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Antonio Fortin, Secretary-Treasurer, Ste. Germaine-du-Lac-Étchemin, county of Dorchester, until 7.30 o'clock p.m., Monday, November 25, 1957 for the purchase of an issue of \$346,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Ste. Germaine-du-Lac-Étchemin, county of Dorchester, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 22, 1957, as modified — Erection of a school of 24 classes in Ward No. 1.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$346,000.00 — 20 years.

Year	Capital
December 1st, 1958.....x	\$52,000.00
December 1st, 1959.....x	54,500.00
December 1st, 1960.....x	57,500.00
December 1st, 1961.....x	61,000.00
December 1st, 1962.....	5,000.00
December 1st, 1963.....	5,000.00
December 1st, 1964.....	5,500.00
December 1st, 1965.....	5,500.00
December 1st, 1966.....	6,000.00
December 1st, 1967.....	6,500.00
December 1st, 1968.....	6,500.00
December 1st, 1969.....	7,000.00
December 1st, 1970.....	7,500.00
December 1st, 1971.....	8,000.00
December 1st, 1972.....	8,500.00
December 1st, 1973.....	9,000.00
December 1st, 1974.....	9,500.00
December 1st, 1975.....	10,000.00
December 1st, 1976.....	10,500.00
December 1st, 1977.....	11,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$237,600.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$59,400.00 each, from 1958 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Anselme, county of Dorchester.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds,

ance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 novembre 1957, à 7.30 heures p.m., en la salle paroissiale, Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, comté de Dorchester.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, (Comté de Dorchester), ce 5 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,

ANTONIO FORTIN.

Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, Tél.: 3-3611,
(Comté de Dorchester), P.Q. 46372-0

Province de Québec

VILLAGE DE PINCOURT
(Comté de Vaudreuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-B. Lamarre, N.P., secrétaire-trésorier, soubassement de l'église Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, Pincourt, comté de Vaudreuil, jusqu'à 8.00 heures p.m., vendredi, le 29 novembre 1957, pour l'achat de \$44,000.00 d'obligations du village de Pincourt, comté de Vaudreuil, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 45 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$44,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er décembre 1958	\$1,000.00
1er décembre 1959	1,500.00
1er décembre 1960	1,500.00
1er décembre 1961	1,500.00
1er décembre 1962	1,500.00
1er décembre 1963	1,500.00
1er décembre 1964	1,500.00
1er décembre 1965	2,000.00
1er décembre 1966	2,000.00
1er décembre 1967	2,000.00
1er décembre 1968	2,000.00
1er décembre 1969	2,500.00
1er décembre 1970	2,500.00

prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 25, 1957, at 7.30 o'clock p.m. at the Parochial Hall, Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, county of Dorchester.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, (County of Dorchester), this November 5, 1957.

ANTONIO FORTIN,

Secretary-Treasurer.

Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, Tel: 3-3611,
(County of Dorchester), P.Q. 46372

Province of Quebec

VILLAGE OF PINCOURT
(County of Vaudreuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-B. Lamarre, N.P., Secretary-treasurer, basement of the church of Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, Pincourt, county of Vaudreuil, until 8.00 o'clock p.m., Friday, November 29, 1957 for the purchase of an issue of \$44,000.00 of bonds of the village of Pincourt, county of Vaudreuil, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st 1958 to December 1st 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 45 — Road labour.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$44,000.00 — 20 years.

Year	Capital
December 1st, 1958	\$1,000.00
December 1st, 1959	1,500.00
December 1st, 1960	1,500.00
December 1st, 1961	1,500.00
December 1st, 1962	1,500.00
December 1st, 1963	1,500.00
December 1st, 1964	1,500.00
December 1st, 1965	2,000.00
December 1st, 1966	2,000.00
December 1st, 1967	2,000.00
December 1st, 1968	2,000.00
December 1st, 1969	2,500.00
December 1st, 1970	2,500.00

1er décembre 1971	2,500.00	December 1st, 1971	2,500.00
1er décembre 1972	2,500.00	December 1st, 1972	2,500.00
1er décembre 1973	3,000.00	December 1st, 1973	3,000.00
1er décembre 1974	3,000.00	December 1st, 1974	3,000.00
1er décembre 1975	3,000.00	December 1st, 1975	3,000.00
1er décembre 1976	3,500.00	December 1st, 1976	3,500.00
1er décembre 1977	3,500.00	December 1st, 1977	3,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion-Vaudreuil, comté de Vaudreuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue vendredi, le 29 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., au sous-basement de l'église Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, Pincourt, comté de Vaudreuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pincourt, (Comté de Vaudreuil), ce 6 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B. LAMARRE, N. P.

Adresse postale:

C.P. 160, Dorion, Tél.: 3424 à Vaudreuil.
(Comté de Vaudreuil), P.Q. 46380-0

Province de Québec

VILLE DE VICTORIAVILLE
(Comté d'Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions tachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Beaudet, greffier, Hôtel de Ville, Victoriaville, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 hrs. p.m., mardi, le 26 novembre 1957, pour l'achat de \$710,000.00 d'obligations de la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term, bonds and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Dorion-Vaudreuil, county of Vaudreuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively if issued for a twenty-year term, after which dates; the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Friday, November 29, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the basement of the church of Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, Pincourt, county of Vaudreuil.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Pincourt, (County of Vaudreuil), this November 6, 1957.

J.-B. LAMARRE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Post Office address:

P.B. 160, Dorion, Tel.: 3424 at Vaudreuil.
(County of Vaudreuil), P.Q. 46380

Province of Quebec

TOWN OF VICTORIAVILLE
(County of Arthabaska)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Beaudet, town clerk, town hall, Victoriaville, county of Arthabaska, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, November 26, 1957, for the purchase of an issue of \$710,000.00 of bonds of the town of Victoriaville, county of Arthabaska, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt No 15 N.S. — \$500,000.00 — travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie; et règlement d'emprunt No. 28 N.S. — \$210,000.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$710,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1958.....	\$22,000.00
1er décembre 1959.....	23,000.00
1er décembre 1960.....	24,000.00
1er décembre 1961.....	25,000.00
1er décembre 1962.....	27,000.00
1er décembre 1963.....	28,000.00
1er décembre 1964.....	30,000.00
1er décembre 1965.....	31,000.00
1er décembre 1966.....	33,000.00
1er décembre 1967.....	34,000.00
1er décembre 1968.....	36,000.00
1er décembre 1969.....	37,000.00
1er décembre 1970.....	39,000.00
1er décembre 1971.....	40,000.00
1er décembre 1972.....	42,000.00
1er décembre 1973.....	44,000.00
1er décembre 1974.....	46,000.00
1er décembre 1975.....	47,000.00
1er décembre 1976.....	50,000.00
1er décembre 1977.....	52,000.00

Loan by-law No. 15 N.S. — \$500,000.00 — work on sewers, aqueduct and roads; and loan by-law No. 28 N.S. — \$210,000.00 — work on aqueduct and sewers.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$710,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1958.....	\$22,000.00
December 1st, 1959.....	23,000.00
December 1st, 1960.....	24,000.00
December 1st, 1961.....	25,000.00
December 1st, 1962.....	27,000.00
December 1st, 1963.....	28,000.00
December 1st, 1964.....	30,000.00
December 1st, 1965.....	31,000.00
December 1st, 1966.....	33,000.00
December 1st, 1967.....	34,000.00
December 1st, 1968.....	36,000.00
December 1st, 1969.....	37,000.00
December 1st, 1970.....	39,000.00
December 1st, 1971.....	40,000.00
December 1st, 1972.....	42,000.00
December 1st, 1973.....	44,000.00
December 1st, 1974.....	46,000.00
December 1st, 1975.....	47,000.00
December 1st, 1976.....	50,000.00
December 1st, 1977.....	52,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 26 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de ville, Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Victoriaville, (Comté de Arthabaska), ce 6 novembre 1957.

Le Greffier,
RAYMOND BEAUDET.

Hôtel de Ville,
Victoriaville, tél.: PL-2-5529
(Comté d'Arthabaska), P.Q.

46381-o

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Victoriaville, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan by-law as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, November 26, 1957 at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Victoriaville, county of Arthabaska.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Victoriaville, (County of Arthabaska,) November 6, 1957.

RAYMOND BEAUDET,
Town Clerk.

Town Hall,
Victoriaville, tél.: PL-2-5529
(County of Arthabaska), P.Q.

46381-o

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1956, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company à divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128, rue King est, Toronto, Ont., à ONZE heures du matin, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1957, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 30 septembre 1957.
CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
45996-40-6-o G. E. BEGLEY.

Sale of Unclaimed Shipments

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1956, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneers, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at ELEVEN o'clock in the forenoon on THURSDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1957, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Quebec, September 30th, 1957.
CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLEY,
Superintendent.

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Alphée Vachon, faisant affaires seul sous la raison sociale de "Vachon Automobile Enr" et y exerçant le commerce d'automobiles à La Guadeloupe, Frontenac, débiteur.

AVIS DE VENTE À L'ENCAN

MERCREDI, le VINGT-SEPT NOVEMBRE 1957 à ONZE heures a.m., seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Guadeloupe, comté de Frontenac, les immeubles suivants, savoir:

Item A.— Une propriété occupée comme garage située à Notre-Dame de la Guadeloupe (St-Evariste Station) étant connue comme étant le lot numéro 27-B-17 du rang B du canton Forsyth, comté de Frontenac; le tout avec bâtisse servant de garage dessus construit, circonstances et dépendances.

Item B.— Un emplacement situé à Notre-Dame de la Guadeloupe, (St-Evariste Station) mesurant environ 47' pieds de largeur par 140' de profondeur environ et connu au cadastre comme étant le lot numéro 27-A-25 du rang B du canton Forsyth, comté de Frontenac, borné au nord par la rue Lessard, à l'est par le terrain appartenant à Évangéliste Lessard ou une rue est projetée, au sud au terrain de Napoléon Marceau et à l'ouest au terrain de M. Joseph Champagne, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et occupé comme résidence.

Ces items seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église pouvant exister ainsi qu'aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 23 octobre 1957.

Les Syndics,
R. E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne,
Québec.

46199-43-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Alphée Vachon, carrying on business alone under the firm name of "Vachon Automobile Enr" and dealing in automobiles at La Guadeloupe, Frontenac, debtor.

NOTICE OF SALE AUCTION

On WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER 1957 at ELEVEN o'clock a.m., shall be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Notre-Dame de la Guadeloupe, county of Frontenac, the following immovables, to wit:

Item A.— A property used as a garage situated in Notre-Dame de la Guadeloupe (St. Evariste Station) being known as lot number 27-B-17, range B, township of Forsyth, county of Frontenac; all of which with a building, being utilized as a garage, erected thereon, circumstances and dependencies.

Item B.— An emplacement situated at Notre-Dame de la Guadeloupe, (St. Evariste Station) measuring some 47' feet in width by some 140' feet in depth and known on the cadastre as being lot number 27-A-25 of range B, township of Forsyth, county of Frontenac, bounded northerly by Lessard street, easterly by the land belonging to Évangéliste Lessard where a street is planned, southerly by the land of Napoléon Marceau and westerly by the land of Mr. Joseph Champagne, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies and occupied as a residence.

These items shall be put up for sale to the last and highest bidder subject to the rents as charges upon them and church apportionments which may exist as well as servitudes both active and passive.

The titles and certificates may be examined at all times applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717, and 719A of the C.C.P. and also article 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale by sheriff.

Conditions: Cash.

Québec, this October 23, 1957.

R. E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111, Mountain Hill,
Québec.

46199-43-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, Qué., débiteur et Yvan Masse et J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Une maison érigée sur la partie sud-ouest du lot 2, resubdivision du lot 37, subdivision du lot original 60 aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Recollets, division d'enregistrement de Montréal, bornée au nord-est par la partie nord-est dudit lot 60-37-2, au sud-est par le lot 60-38 au sud-ouest par le lot 60-37A et au nord-ouest par le lot 60-36 (rue De Castille), mesurant 21 pieds et 9 pouces de largeur (front sur la rue De Castille) 21 pieds et 7 pouces de largeur à l'arrière par une profondeur de 72.44 pieds dans la ligne nord-est, de 73.08 pieds dans la ligne sud-ouest, et contenant en superficie 1576 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'encère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, Qué., JEUDI, le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

La mise à prix sera de \$1,000.00.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Qué. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Qué.

46368-45-2-0

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure N° 3234 (1956) "en faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur, et Yvan Masse et J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur la rue Tanguay, du côté est, entre les rues de la Gare et le Boulevard Henri-Bourassa, en la ville de Montréal Nord, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-et-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-et-un (31-241) aux susdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Recollets, avec bâtisse dessus construite.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy" in the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., Debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: A house erected on the southwest part of lot 2, resubdivision of lot 37, subdivision of the original lot 60 on the official plan and in the reference book of the Parish of Sault-aux-Recollets, Registration Division of Montreal, bounded on the northeast by the northeast part of the said lot 60-37-2, on the southeast, by lot 60-38 on the southwest by lot 60-37A and on the northwest by lot 60-36 (de Castille Street), measuring 21 feet and 9 inches in width (frontage on De Castille Street) 21 feet and 7 inches in width in rear by a depth of 72.44 feet in the northeast line, of 73.08 feet in the southwest line, and containing an area of 1576 square feet, the whole English measure.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, Room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY DECEMBER TWELVETH, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Adjudication price shall be \$1,000.00.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St-James Street West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James Street, West,
Montreal, P.Q.

46368-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the Bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: A lot of land fronting on Tanguay Street, on the east side, between de la Gare Street and Boulevard Henri-Bourassa, in the Town of Montreal-North, known and designated under number two hundred forty-one of the official subdivision of original lot number thirty-one (31-241) on said official plan and book of reference of the Parish of Sault-aux-Recollets, with buildings erected thereon.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., VENDREDI, le TREIZE DÉCEMBRE 1957 à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q.

46360-45-2-0

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur le côté ouest de la rue Bellevois, entre les rues Amos et Bayonne, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le numéro neuf cent trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante-cinq (45-930) auxdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avec l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., LUNDI, le SEIZE DÉCEMBRE 1957 à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q.

46365-45-2-0

Shall be sold in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the District of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., FRIDAY the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1957, at THREE o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of \$1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P.Q.

46360-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description: A lot of land fronting on the west side of Bellevois Street, between Amos and Bayonne Streets, in the town of Montreal-North, known and designated under number nine hundred and thirty of the official subdivision of original lot number forty-five (45-930) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, with building erected thereon.

Shall be sold in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., MONDAY the SIXTEENTH day of DECEMBER 1957, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of \$1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James Street, West,
Montreal, P.Q.

46365-45-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10,830, rue Lamoureux, Montréal, Qué., débiteur & Yvan Masse et J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Balzac, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro mille soixante de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante (50-1060) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite), rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, Qué., JEUDI le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½%, conformément à la Loi.

La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &

J. ALEXANDRE DANSEREAU,

Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,

31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,

57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q.

46366-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 3234 (1956), "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, P. Q., débiteur et Yvan Masse & J.-Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur le côté ouest de la rue Pigeon, entre les rues Amiens et Charleroi, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le numéro onze cent sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-huit (38-1107) aux susdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret formé au terme du Code de

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10,830, Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description: An emplacement having frontage on Balzac Street, in the town of Montreal-North, known and designated under lot number one thousand sixty of the official subdivision of the original lot number fifty (50-1060) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, English measure, more or less, with buildings thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, Room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY, DECEMBER TWELVE, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

Adjudication price shall be \$1,000.00.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &

J. ALEXANDRE DANSEREAU,

Joint Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,

31, St. James St. West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,

57, St. James St. West,
Montreal, P.Q.

46366-45-2

Province of Quebec, district of Montreal Superior Court, No. 3234 (1956), "Sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P. Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description: A lot of land fronting on the west side of Pigeon Street, between Amiens and Charleroi Streets, in the town of Montreal-North, known and designated under number eleven hundred and seven of the official subdivision of original lot number thirty-eight (38-1107) on the abovementioned official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, with building erected thereon.

Shall be sold in accordance with a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff

procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P. Q., LUNDI, le SEIZE DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½%, conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P. Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P. Q.

46363-45-2-o

Province de Québec, district de Montreal
Cour supérieure N° 3234 (1956) "En faillite"
Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Du-
péré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux,
Montréal, P.Q., débiteur et Yvan Masse & J.
Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné, que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur le côté ouest de la rue Bellevois, entre les rues Amos et Bayonne, en la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro neuf cent vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro quarante-cinq (45-929) auxdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q. LUNDI, le SEIZE DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus, du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½%, conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P. Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q.

46364-45-2-o

in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P. Q., MONDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER 1957, at TWO o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of \$1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P. Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P. Q.

46363-45-2

Province of Quebec, District of Montreal
Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy"
In the matter of the Bankruptcy
of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamou-
reux Street, Montreal, P.Q., Debtor, and Yvan
Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the follow-
ing immoveable, to wit:

Description: A lot of land fronting on the west side of Bellevois Street, between Amos and Bayonne Streets, in the Town of Montreal-North, District of Montreal, known and designated under number nine hundred and twenty-nine of the subdivision of original lot number forty-five (45-929) on said official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, with building erected thereon.

Shall be sold, in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the District of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., MONDAY the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of \$1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q., BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P.Q.

46364-45-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830 rue Lamoureux, Montréal, P.Q. débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Hénault en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro quatre cent dix-neuf du lot originaire numéro trente-sept (37-419) au plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-neuf pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., VENDREDI le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heure de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

La mise à prix sera de \$1,000.00.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

Bureau de: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques-Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.
Bureau de: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques-Ouest,
Montréal, Québec. 46361-45-2-0

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q. débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Hénault en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro quatre cent vingt du lot originaire numéro trente-sept (37-420) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de proc-

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q. debtor and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: An emplacement fronting on Hénault Street in the town of Montreal-North, known and designated under lot number four hundred and nineteen of original lot number thirty-seven (37-419) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by eighty-nine feet in depth, English measure, and more or less, with buildings erected thereon.

Shall be sold, in accordance with of a Judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, at the Court House, room 219, 100 Notre-Dame Street East, Montreal, P.Q. FRIDAY the THIRTEENTH day of DECEMBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

The upset price shall be in the amount of \$1,000.00

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% pursuant to the law.

For further information and the list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

Office of: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.
Office of: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, Quebec. 46361-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the Bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: An emplacement fronting on Hénault Street in the town of Montreal-North, known and designated under lot number four hundred and twenty of original lot number thirty-seven (37-420) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by eighty-nine feet in depth, English measure, and more or less, with building erected thereon.

Shall be sold in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in

dures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., VENDREDI, le TREIZE DÉCEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal.

46362-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 3234 (1956) "En Faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur 10830, rue Lamoureux, Montréal, Québec, débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Balzac, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro mille cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire cinquante (50-1059) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur mesure anglaise, et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, JEUDI le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

Bureau de: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Québec, BE 3324.

Bureau de: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Québec.

46267-45-2-o

the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., FRIDAY, the THIRTEENTH day of DECEMBER 1957, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to law. The upset price shall be in the amount of \$1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P.Q.

46362-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy" in the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Designation: An emplacement having frontage on Balzac Street, in the town of Montreal-North, known and designated under lot number one thousand fifty-nine of the official subdivision of the original lot fifty (50-1059) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, English measure, and more or less, with building thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY, DECEMBER TWELVE, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

Adjudication price shall be \$1,000.00.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

Office of: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St-James St. West,
Montreal, BE 3324.

Office of: YVAN MASSE,
57, St. James St. West,
Montreal, P.Q.

46367-45-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur la rue Tanguay, du côté est, entre les rues de la Gare et le Boulevard Henri-Bourassa, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-et-un (31-242) aux susdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédure civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., VENDREDI, le TREIZE DÉCEMBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,

31, rue St-Jacques Ouest.
Montréal, P.Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q.

46370-45-2-0

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In bankruptcy" in the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: A lot of land having frontage on Tanguay Street, on the East side, between de la Gare St., and Henri-Bourassa Boulevard, in the city of Montreal-North, known and designated under number two hundred and forty-two of the official subdivision of the original lot number thirty-one (31-242) on the above said official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, with building thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of civil procedure, at the Sheriff's Office, Court House, room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., FRIDAY, THIRTEENTH day of DECEMBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

Adjudication price shall be \$1,000.00.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, joint-trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,

31, St-James St. West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James St. West,
Montreal, P.Q.

46370-45-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10,830, rue Lamoureux, Montréal, Qué., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Une maison érigée sur la partie nord-est du lot 2, resubdivision du lot 37, subdivision du lot original 60 aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, division d'enregistrement de Montréal, bornée au nord-est par le lot 60-37-1, au sud-est par le lot 60-38, au sud-ouest par la partie sud-ouest dudit lot 60-37-2 et au nord-ouest par le lot 60-36 (rue de Castille), mesurant 22 pieds et 8 pouces de largeur (front sur la rue de Castille), 22 pieds et 1 pouce de largeur à l'arrière par une profondeur de 71.8 pieds dans la ligne nord-est, 72.44 pieds dans la ligne sud-ouest, et contenant en superficie 1,613.6 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10,830, Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: A house erected on the northeast part of lot 2, resubdivision of lot 37, subdivision of the original lot 60 on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, registration division of Montreal, bounded on the northeast by lot 60-37-1, on the southeast by lot 60-38, on the south by the southwest part of the said lot 60-37-2 and on the northwest by lot 60-36 (Castille Street), measuring 22 feet and 8 inches in width (frontage on Castille Street), 22 feet and 1 inch in width in rear by a depth of 71.8 feet in the northeast line, 72.44 feet in the southwest line, and containing in area 1,613.6 square feet, the whole English measure.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, Qué., JEUDI, le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

La mise à prix sera de \$1,000.00.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres informations et cahier des charges s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q.

46369-45-2-o

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, Room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY, DECEMBER TWELVE, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Adjudication price shall be \$1,000.00.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, St. James St. West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James St. West,
Montreal, P.Q.

46369-45-2

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE POINTE CLAIRE

Avis public est par les présentes donné, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (Heure Normale) le LUNDI, NEUF DÉCEMBRE 1957, mil neuf cent cinquante-sept (9 décembre 1957), en la Salle de l'Hôtel de Ville, Pointe-Claire, Qué., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente à l'Hôtel de Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, Qué.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF POINTE CLAIRE

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the town hall, town of Pointe Claire, on MONDAY, DECEMBER NINTH, Nineteen Hundred and fifty-seven (9th December 1957) at TEN o'clock in the morning (Standard Time) for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the Town Hall, 293 Lakeshore Road, Pointe Claire, Que.

Cadastre de la paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe Claire

Noms des propriétaires Names of proprietors	Nos. de Cadastre Cadastre Numbers	Taxes totales et intérêts Total taxes & interests
Estate Mrs. Evelyn Clouston	99-68	\$106.58
S. W. & G. B. Ewing	50-185	406.35
do	50-186	258.00
do	50-187	543.39
Succession Geo. Marcl	52-3-84	11.37
Onsite Construction Limited (Quebec)	61-125-2	205.60
E. Webb	108-876	616.91

Donné en la ville de Pointe Claire, P.Q., ce 5ième jour de novembre 1957.

(Sceau)
46349-45-2-o

Le Greffier,
O. NICHOLSON.

Given at the Town of Pointe Claire, P.Q. this 5th day of November, 1957.

(Seal)
46349-45-2-o

O. NICHOLSON,
Town Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présett donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { DONAT LAUZON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Timothée, district de Beauharnois, demandeur; vs PHILIPPE PERRON, du village de Saint-Timothée, district de Beauharnois, défendeur; ANTOINE DUPUIS, registraire, dudit district, mis-en-cause, ès-qualité, et PHILIPPE MALOUIN, notaire, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dit district, ès-qualité de curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement formé d'une partie du lot de terre, désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Timothée, sous le numéro deux cent quarante-huit (p. 248), partie mesurant deux cent soixante (260) pieds de largeur par cent vingt-cinq (125) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et bornée comme suit: en front vers le nord-ouest par le chemin de fer; vers le sud-ouest, par une partie du lot N° 248; vers le nord-est et le sud-est par d'autres parties du lot N° 248, avec bâtisses y érigées et avec en plus, toutes les machineries et l'équipement de moulin à scie et de meunerie, qui se trouvent dans lesdits bâtiments, et qui y sont fixés à perpétuelle demeure et qui y sont incorporés."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Timothée, comté de Beauharnois, JEUDI, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale de l'est).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry-de-Valleyfield,
ce 12 octobre 1957. 46084-42-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, { DONAT LAUZON, farmer, of the parish of Saint-Timothée, district of Beauharnois, plaintiff; vs PHILIPPE PERRON, of the village of Saint-Timothée, district of Beauharnois, defendant; ANTOINE DUPUIS, registrar, of said district, mis-en-cause, ès-qualité, and PHILIPPE MALOUIN, notary, of the city of Salaberry-de-Valleyfield, said district, in his quality of curator to the surrender.

As belonging to the defendant:

"An emplacement formed of a part of lot of land designated on the official cadastre of the parish of Saint-Timothée, under number two hundred and forty-eight (p. 248), which part measuring two hundred and sixty (260) feet in width by one hundred and twenty-five (125) feet in depth, more or less, English measure, and bounded as follows: in front, northwesterly, by the railroad; southwesterly, by a part of lot No. 248; northeasterly and southeasterly by other parts of lot No. 248, with buildings erected thereon and including all the machinery and equipment of the sawmill and flour-mill which happen to be in said buildings, and which are permanently installed and incorporated therein."

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Timothée, county of Beauharnois, THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time).

Sheriff's Office, ERNEST POIRIER,
Salaberry-de-Valleyfield, Sheriff.
this October 12, 1957. 46084-42-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { A. MESSIER LIMITÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à Granby, district de Bedford, demanderesse vs FRANCIS VACHON, domicilié à Granby, défendeur.

"Le lot numéro quatre-vingt-quatre (84) du cadastre pour le village de St-Alphonse de Granby, avec une maison dessus érigée.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse de Granby, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué. ce 4 novembre 1957.
46350-45-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { A. MESSIER LIMITÉE, corporation legally constituted having its head office at Granby, district of Bedford, plaintiff vs FRANCIS VACHON, domiciled at Granby, defendant.

"Lot number eighty-four (84) of the cadastre for the Village of St. Alphonse of Granby, with a house erected thereon.

To be sold "en bloc", at the door of the parochial church of St. Alphonse de Granby, in the county of Shefford, district of Bedford, the ELEVENTH day of DECEMBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Sweetsburg, Que. this November 4, 1957.
46350-45-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { **ALPHONSE OUELLET**,
N° 4764. { garagiste de Gaspé, re-
quérant contre **JOE CÔTÉ**,
Rivière au Renard, Gaspé P.Q., intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

"Lot N° 197 rang nord de la rivière canton Fox. Faisant partie du lot N° 54 de l'arpentage primitif. Borné au nord-ouest par le rang 11 ouest au nord-est par le N° 198-1, au sud-est par la Rivière au Renard, au sud-ouest par le N° 1963; mesurant cent quarante-deux (142') pieds de largeur sur une profondeur moyenne de trois mille sept cent pieds (3700'); contenant en superficie douze acres et quatre centièmes. (12.04).

Lot N° 198-1 rang nord de la rivière canton Fox. Faisant partie du lot N° 54 de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le rang 11 ouest au nord-est par le N° 198-2, au sud-est par la Rivière au Renard, au sud-ouest par le N° 197; mesurant quarante-huit (48') pieds de largeur sur une profondeur moyenne de trois mille sept cent trente (3730') pieds; contenant en superficie quatre acres et vingt trois centièmes. (4.23)"

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière au Renard, jeudi le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q. 11, octobre 1957. 46110-42-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { **JAMES S. WATT**, mar-
N° 4308. { chand de gros, Petite
Rivière-Ouest, requérant, contre **LAWRENCE WHITE**, Prével, Gaspé, P. Q., intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain magasin érigé sur une partie du lot N° AS, Bloc A, rang du Bois Brûlé, canton de Douglas, comté de Gaspé."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Georges de Malbaie, JEUDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de NOVEMBRE, 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P. Q., 11 octobre 1957. 46109-42-2-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
N° 5,996. { **AGRICOLE DU QUÉ-**
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-
deur; vs **VITAL GAUVREAU**, du village de Masham, comté de Gatineau, défendeur.

a) Les lots numéros trente-huit et trente-neuf (38-39) dans le cinquième rang du canton de Masham, mesurant chacun environ cent acres de terre en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées.

b) Partie de la partie nord du lot numéro trente-huit (38) dans le quatrième rang du canton de Masham, mesurant environ trente acres de terre en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées, bornée comme suit: au nord par la ligne de division entre les 4ème et

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Superior Court, { **ALPHONSE OUELLET**,
No. 4764. { garage-keeper of Gaspé,
petitioner, versus **JOE CÔTÉ**,
Rivière au Renard, Gaspé, P.Q., respondent.

The property to be sold is the following:

"Lot No. 197, range north of the River, town-ship Fox. Forming part of lot No. 54 of the original survey. Bounded northwesterly by range 11 west, northeasterly by No. 198-1, south-easterly by Rivière au Renard, southwesterly by No. 1963; measuring one hundred and forty-two (142') feet in width by an average depth of three thousand and seven hundred feet (3700'); containing an area of twelve acres and four hun-dredths (12.04).

Lot No. 198-1 range north of the River, town-ship of Fox. Forming part of lot No. 54 of the original survey. Bounded northwesterly by range 11 west, northeasterly by No. 198-2, southeasterly by Rivière au Renard, southwesterly by No. 197; measuring forty-eight (48') feet in width by an average depth of three thousand seven hundred and thirty (3730') feet; containing an area of four acres and twenty-three hundredths (4.23)."

To be sold at the door of the church of Rivière au Renard, THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER,
Percé, P.Q., October 11, 1957. 46110-42-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Superior Court, { **JAMES S. WATT**, whole-
No. 4308. { sale merchant, Petite Ri-
vière-West, petitioner, against **LAWRENCE WHITE**, Prével, Gaspé, P. Q., respondent.

Property for sale is the following:

"A certain store erected on part of lot No. AS, block A, range of Bois Brûlé, township of Douglas, county of Gaspé."

To be sold at the church door of the church of St-Georges de Malbaie, THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER,
Percé, P. Q., October 11, 1957. 46109-42-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { **QUEBEC FARM CRE-**
No. 5,996. { **DIT BUREAU**, a body
politic and incorporated,
having its head office at Quebec, plaintiff; vs **VITAL GAUVREAU**, of the village of Masham, county of Gatineau, defendant.

a) Lots numbers thirty-eight and thirty-nine (38-39) in the fifth range of the township of Masham, measuring each about one hundred acres of land in area, more or less, with the buildings thereon erected.

b) Part of the northern part of lot number thirty-eight (38) in the fourth range of the township of Masham, measuring about thirty acres of land in area, more or less, with the buildings thereon erected, bounded as follows: on the north, by the dividing line between the

5ème rangs; au sud par partie sud du lot 38; à l'ouest par partie du lot 39 et à l'est par le lot 37A.

c) Partie de la demi-nord du lot numéro trente-sept "A" (37-"A") du quatrième rang du canton de Masham, mesurant environ trente acres de terre en superficie, plus ou moins, bornée comme suit: à l'est par le lot 36; au nord par le chemin public ou la ligne de division entre les 4ème et 5ème rangs; à l'ouest par le lot 38 et au sud par une crique traversant ledit lot.

d) Partie de la partie du lot numéro trente-neuf (39) du quatrième rang du canton de Masham, mesurant environ trente-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins, bornée comme suit: au nord par la ligne de division entre le 4ème et le 5ème rang; à l'ouest par le lot 40; au sud par le trécaré qui traverse la ligne de transmission; à l'est par le lot 38.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale Sainte-Cécile, à Masham, district de Hull, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 15 octobre 1957. Le Shérif, R. ST-PIERRE. 46111-42-2-o

4th and 5th ranges; on the south, by part of the southern part of lot 38; on the west, by part of lot 39 and on the east, by lot 37A.

c) Part of the northern half of lot number thirty-seven "A" (37-"A") of the fourth range of the township of Masham, measuring about thirty acres of land in area, more or less, bounded as follows: on the east, by lot 36; on the north, by the public road or the dividing line between the 4th and 5th ranges; on the west, by lot 38 and on the south, by a creek crossing the said lot.

d) Part of part of lot number thirty-nine (39) of the fourth range of the township of Masham, measuring about thirty-five acres of land in area, more or less, bounded as follows: on the north, by the dividing line between the 4th and the 5th range; on the west, by lot 40; on the south, by the trait-carré which crosses the transmission line; on the east, by lot 38.

To be sold, in block, at the parochial church door of Sainte-Cécile, at Masham, district of Hull, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, October 15, 1957. R. ST-PIERRE, Sheriff. 46111-42-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 6,161. { BENEFICIAL FINANCE CO. OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Toronto, province d'Ontario, demanderesse; vs AUGUSTE DINELLE, de Hull-Sud, district de Hull, défendeur.

"Les subdivisions officielles 99, 100 et 101 du lot numéro 16D, Rang 1, Canton de Hull, situés dans la municipalité de Hull-Sud, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale St-Médard, dans le village de Deschênes, district de Hull, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 29 octobre 1957. Le Shérif, R. ST. PIERRE. 46351-45-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 5827. { ROBERT BÉLANGER & JEAN-PAUL LAFONTAINE, marchands, des cité et district de Hull, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Bélanger & Lafontaine", demandeurs. vs RENÉ FORTIN, ouvrier, des cité et district de Hull, défendeur.

"Toute cette propriété connue et désignée comme étant composée du lot un (1) de la resubdivision du lot numéro cent vingt-neuf (129) de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-cinq (135) du quartier trois (3) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, et le lot (1) de la resubdivision du lot numéro cent trente (130) de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-cinq (135) du quartier trois (3) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, avec les bâtisses dessus construites".

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 29 octobre 1957. Le Shérif, R. ST. PIERRE. 46352-45-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 6,161. { BENEFICIAL FINANCE CO. OF CANADA, a body politic and corporate having its head office at Toronto, Province of Ontario, plaintiff; vs AUGUSTE DINELLE, of Hull-South, district of Hull, defendant.

"The official subdivisions 99, 100 and 101 of lot number 16D, Range 1, Township of Hull, situated in the municipality of Hull-South, with all the structures thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of St. Médard, in the village of Deschênes, district of Hull, DECEMBER ELEVENTH, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, October 29, 1957. R. ST. PIERRE, Sheriff. 46351.45-2

Canada, Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 5827. { ROBERT BÉLANGER & JEAN-PAUL LAFONTAINE, merchants, of the city and district of Hull, carrying on business under the style and name of "Bélanger & Lafontaine", plaintiffs, vs RENÉ FORTIN, workman, of the city and district of Hull, defendant.

"All this property known and designated as being composed of lot one (1) of the resubdivision of lot number one hundred and twenty-nine (129) of the official subdivision of lot number one hundred and thirty-five (135) of ward three (3) on the official plan and in the book of reference of the city of Hull, and lot (1) of the resubdivision of lot number one hundred and thirty (130) of the official subdivision of lot number one hundred and thirty-five (135) of ward three (3) on the official plan and in the book of reference of the city of Hull, with the structures thereon erected".

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Hull, on the TWELFTH day of DECEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, October 29, 1957. R. ST. PIERRE, Sheriff. 46352-45-2

Canada — Province de Québec
District de HullCour Supérieure, { EDWARD ST. GEORGE,
N° 5736. { EARL CALEGOURE et
THOMAS GEORGE

STRATTON, tous trois de la cité d'Ottawa, comté de Carleton et y faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison sociale de Lewis Enterprises, demandeurs, vs ARTHUR CARRIÈRE, du village de Masson, district de Hull, défendeur.

"Un emplacement sis et situé dans les limites du village de Masson, et plus particulièrement connu et désigné comme étant le lot numéro onze-B-onze (11-B-11) du deuxième rang (2^e) du canton de Buckingham, mesurant cinquante pieds de largeur du nord au sud par quatre-vingt-dix pieds de profondeur de l'est à l'ouest, (50' x 90') le tout plus ou moins, et borné comme suit: En front, à l'ouest, par la rue St. Pierre; à la profondeur, à l'est, par le terrain de la municipalité du village de Masson, ci-devant le terrain de Émile Moncion et partie par le terrain de Stanislas Amyot, ci-devant le terrain des représentants de Delphis Deslauriers; au nord, par le terrain de la municipalité du village de Masson et au sud, par l'emplacement de Herménégilde Beauvais, avec toutes bâtisses y érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame des Neiges, à Masson, district de Hull, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.
Hull, ce 5 novembre, 1957. 46383-45-2-o

Canada — Province of Quebec
District of HullSuperior Court, { EDWARD ST. GEORGE,
No. 5736. { EARL CALEGOURE
and THOMAS GEORGE

STRATTON, all three of the city of Ottawa, county of Carleton, and carrying on business there together in association under the name and style of Lewis Enterprises, plaintiffs vs ARTHUR CARRIÈRE, of the village of Masson, district of Hull, defendant.

"An emplacement situated within the limits of the village of Masson and more especially known and designated as being lot number eleven-B-eleven (11-B-11) of the second range (2nd) of the township of Buckingham, measuring fifty feet in width from North to South by ninety feet in depth from East to West, (50' x 90') the whole more or less, and bounded as follows: in front, on the West, by St. Peter Street; on the depth, on the East, by the land of the municipality of the village of Masson, heretofore the land of Émile Moncion, and partly by the land of Stanislas Amyot, heretofore the land of the representatives of Delphis Deslauriers; on the North, by the land of the municipality of the village of Masson and on the South, by the emplacement of Herménégilde Beauvais, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame des Neiges, at Masson, district of Hull, on the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST. PIERRE.
Hull, November 5, 1957. 46383-45-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de JolietteCour de Magistrat, { BERTHIERVILLE AU-
N° 22,458. { TOMOBILE LTÉE.
corporation légalement

constituée, ayant son principal établissement à Berthierville, district de Joliette, demanderesse, vs JEAN-MARIE RONDEAU, garagiste, de Lanoraie, comté de Berthier, district de Joliette, défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Lanoraie, au nord-ouest du chemin public Montréal-Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Lanoraie, comme faisant partie du lot numéro cent quarante-neuf (149^{ptie}), sans bâtisse, vu que les bâtisses érigées sur ce terrain sont déjà la propriété de l'acquéreur, de forme irrégulière, contenant, en front, sur ledit chemin public, quarante pieds de largeur, en traçant, comme ligne de division du présent terrain et du reste de terrain appartenant au vendeur, du côté sud-ouest dudit terrain, une ligne parallèle à la ligne de division du présent terrain et du terrain appartenant à Fortunat Rondeau, sur une profondeur de cinquante pieds, de là s'élargissant vers le sud-ouest, de onze pieds, pour former une largeur totale de cinquante-et-un pieds comptés de la ligne de division du présent terrain et du terrain dudit Fortunat Rondeau en allant vers le sud-ouest, sur une profondeur additionnelle de trente-et-un pieds, de là s'élargissant obliquement vers l'Ouest, en traçant une ligne oblique allant vers l'Ouest, sur une distance de cinquante pieds pour atteindre un point situé à cinquante-neuf pieds de la ligne de division du présent terrain et du terrain dudit Fortunat Rondeau, en profondeur du présent

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of JolietteMagistrate's Court, { BERTHIERVILLE AU-
No. 22,458. { TOMOBILE LTÉE.
corporation legally constit-

uted having its principal place of business at Berthierville, district of Joliette, plaintiff vs JEAN-MARIE RONDEAU, garage-keeper, of Lanoraie, county of Berthier, district of Joliette, defendant.

A piece of land situated in the parish of Lanoraie, to the northwest of the Montreal-Quebec public highway, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Lanoraie, as forming part of lot number one hundred and forty-nine (P. 149), minus the buildings, since the buildings erected thereon already belong to the purchaser, of irregular shape, containing in front, on said public highway, forty feet in width, tracing, as a dividing line between the present land and the residue of the land belonging to the vendor, on the southwesterly side of said land, a line parallel to the dividing line of the present land and the land belonging to Fortunat Rondeau, by a depth of fifty feet, thence widening out eleven feet towards the southwest, to form a total width of fifty-one feet, counted from the dividing line of the present land and the land of said Fortunat Rondeau, southwesterly, by an additional depth of thirty-one feet, thence widening out slantwise towards the west, tracing a slantwise line in a westerly direction along a distance of fifty feet in order to reach a point situated at fifty-nine feet from the dividing line of the present land and that of the said Fortunat Rondeau, by the depth of the present land, by an additional depth of thirty-seven feet, and

terrain, sur une profondeur additionnelle de trente-sept pieds, et delà s'élargissant encore vers le sud-ouest, jusqu'au terrain de M. Albert Champagne, en traçant une ligne droite parallèle à la ligne de profondeur du présent terrain le séparant d'avec le terrain appartenant audit Fortunat Rondeau, sur une autre profondeur additionnelle de vingt-deux pieds, le tout mesure anglaise, et renfermé dans les bornes suivantes, savoir: en front, vers le sud-est, partie au chemin public et partie au reste de terrain du vendeur, en profondeur, vers le nord-ouest, à une autre partie dudit lot 149 appartenant à Fortunat Rondeau, d'un côté, vers le nord-est, où ledit terrain a une profondeur de cent soixante-et-onze pieds et s x pouces, même mesure, à une autre partie dudit lot 149 appartenant audit Fortunat Rondeau, et de l'autre côté, vers le sud-ouest, partie au reste de terrain du vendeur et partie au terrain dudit Albert Champagne.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Lanoraie, district de Joliette, le VINGTIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 15 octobre 1957. 46085-42-2-o

thence widening out again southwesterly, as far as the land of Mr. Albert Champagne, tracing a straight line parallel to the depth line of the present land separating it from the land belonging to the said Fortunat Rondeau, by another additional depth of twenty-two feet, all of which in english measure, and situated within the following boundaries, to wit: in front, southeasterly, partly by the public highway and partly by the residue of the land of the vendor, in depth, northwesterly, by another part of said lot 149 belonging to Fortunat Rondeau, on one side, northeasterly, where the said land has a depth of one hundred and seventy-one feet and six inches, same measure, by another part of said lot 149 belonging to the said Fortunat Rondeau, and on the other side, southwesterly, partly by the residue of the land of the vendor and partly by the land of said Albert Champagne.

To be sold at the door of the parochial church of the village of Lanoraie, district of Joliette, the TWENTIETH day of the month of NOVEMBER 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this October 15, 1957. 46085-42-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { LUDGER GAGNÉ, com-
N° 17,817. { merchant of Sept-Iles,
demandeur; vs ROBERT
THIBAUT, de Saint-Elzéar, défendeur.

"Le lot numéro vingt-huit (28) du rang un (1) de la paroisse de Saint-Elzéar, comme appartenant au défendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Elzéar, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, MARDI, le DIXIÈME (10e) jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Député-Shérif du

Bureau du Shérif, district de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, MARIUS D'AMOURS.
ce 30 octobre 1957. 46355-45-2-o
[Première insertion: samedi, le 2 novembre 1957]

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { DUPUIS FRÈRES
N° 966. { LTÉE, corporation
ayant son siège social à
Montréal, dans le district de Montréal, deman-
deresse; vs ALBAN BOUTOT, de Saint-Benoît
Abbé, défendeur.

"Les lots sept (7), huit (8), neuf (9) et dix (10) du rang six, canton Robinson, dans le comté de Témiscouata, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Benoît Abbé, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, MARDI, le DIXIÈME (10e) jour de DÉCEMBRE 1957, à TROIS heures et TRENTE (3.30 p.m.) de l'après-midi, heure avancée.

Le Député-shérif du
district de Kamouraska,

Bureau du Shérif, MARIUS D'AMOURS.
Riv.-du-Loup, ce 30 octobre 1957. 46354-45-2-o
[Première insertion: samedi, le 2 novembre 1957]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { LUDGER GAGNÉ, mer-
No. 17,817. { chant of Sept-Iles,
plaintiff vs ROBERT THI-
BAULT, of Saint-Elzéar, defendant.

"Lot number twenty-eight (28), Range one (1) of the parish of Saint-Elzéar, as belonging to the defendant, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

All of which to be sold at the door of the church of Saint-Elzéar, county of Témiscouata, district of Kamouraska, TUESDAY, the TENTH (10th) day of DECEMBER 1957, at TEN o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

MARIUS D'AMOURS,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
this October 30, 1957. 46355-45-2
[First insertion: Saturday, November 2, 1957]

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { DUPUIS FRÈRES
No. 966. { LTÉE, corporation
having its head office in
Montreal, in the District of Montreal, plaintiff
vs ALBAN BOUTOT, of Saint Benoit Abbé,
defendant.

"Lots seven (7), eight (8), nine (9) and ten (10), range six, township of Robinson, in the county of Témiscouata, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

All of which to be sold at the door of the Church of Saint Benoit Abbé, county of Témiscouata, district of Kamouraska, TUESDAY, the TENTH (10th.) day of DECEMBER, 1957, at THREE-THIRTY o'clock (3.30 p.m.) in the afternoon, Daylight Saving Time.

MARIUS D'AMOURS,

Deputy Sheriff of
the District of Kamouraska.
Riv.-du-Loup, this October 30, 1957 46354-45-2
[First insertion: Saturday, November 2, 1957]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 20,365. { **HENRI & GEORGES CHASSÉ**, avocats, tous deux domiciliés et pratiquant

à Rivière-du-Loup et faisant affaires ensemble sous le nom de Chassé & Chassé, avocats, à Rivière-du-Loup, demandeurs; vs **VITAL LEBEL**, de Ste-Rita, comté de Rivière-du-Loup, défendeur.

"Tous les droits que le défendeur a eu peut avoir sur les lots numéros vingt-neuf et trente (29 et 30) du rang deux (2), canton Raudot à Ste-Rita, et y compris ses droits dans les bâtisses, circonstances et dépendances".

Le tout peut être vendus à la porte de l'église de Sainte-Rita, comté de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, **MERCREDI**, le **ONZIÈME** jour de **DÉCEMBRE** 1957, à **DEUX** heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, **MARIUS D'AMOURS**,
ce 30 octobre 1957. 46353-45-2-o
[Première insertion: Samedi, le 2 novembre 1957.]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 1860. { **GEORGES H. MORIN**, agent d'assurance, domicilié et résidant à

Rivière-du-Loup, demandeur; vs **AMÉDÉE PELLETIER**, cultivateur et commerçant, résidant à St-Jean de la Lande, comté de Temiscouata, défendeur.

"Un lot de terre situé à St-Jean de la Lande, connu et désigné comme le lot trente-sept (37) dans le rang onze (XI) du canton Robinson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean de la Lande, comté de Temiscouata, district de Kamouraska, **MARDI**, le **DIXIÈME** (10^e) jour de **DÉCEMBRE** 1957, à **DEUX** heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, **MARIUS D'AMOURS**,
ce 30 octobre 1957. 46356-45-2-o
[Première insertion: samedi, le 2 novembre 1957]

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, N° 4,965. { **OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur; vs **PAUL BÉLEC**, Sainte-Anne du Lac, comté de Labelle, défendeur.

a) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois (23) du rang huit (8) aux plan et livre de renvoi officiels du canton Décarie;

b) La partie sud-ouest du lot connu et désigné sous le numéro vingt-sept-A (p. S.-O. 27-A) du rang sept (7) auxdits plan et livre de renvoi officiels du canton Décarie; borné ladite partie au nord-est par le reste dudit lot vingt-sept-A; au sud-ouest, par la ligne séparative du lot

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 20,365. { **HENRI & GEORGES CHASSÉ**, advocates, both domiciled and practising

at Rivière-du-Loup, and carrying on business together under the name of Chassé & Chassé, advocates, at Rivière-du-Loup, plaintiffs; vs **VITAL LEBEL**, of Ste-Rita, county of Rivière-du-Loup, defendant.

"All the rights which the defendant has or may have on lots numbers twenty-nine and thirty (29 and 30) of range two (2), township Raudot at Ste. Rita, and comprised therein his rights in the buildings, circumstances and dependencies".

The whole to be sold at the door of the church of Sainte-Rita, county of Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, **WEDNESDAY** the **ELEVENTH** day of **DECEMBER**, 1957, at **TWO** o'clock in the afternoon, Daylight saving time.

MARIUS D'AMOURS,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
October 30, 1957. 46353-45-2
[First insertion: Saturday, November 2, 1957.]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, N° 1860. { **GEORGES H. MORIN**, insurance agent, domiciled and residing at

Rivière-du-Loup, plaintiff; vs **AMÉDÉE PELLETIER**, farmer, and dealer, residing at St-Jean de la Lande, county of Temiscouata, defendant.

"A lot of land situated at S. Jean de la Lande, known and designated as lot thirty-seven (37) in range eleven (XI) of the township Robinson, with structures thereon erected, circumstances and dependencies."

The whole to be sold at the church door of St-Jean de la Lande, county of Temiscouata, district of Kamouraska, **TUESDAY**, the **TENTH** (10th) day of **DECEMBER**, 1957, at **TWO** o'clock in the afternoon, daylight saving time.

MARIUS D'AMOURS,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
October 30, 1957. 46356-45-2
[First insertion: Saturday, November 2, 1957]

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, N° 4,965. { **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, a body politic and incorporated, having its head office at Quebec, plaintiff; vs **PAUL BÉLEC**, Sainte-Anne du Lac, county of Labelle, defendant.

a) Lot of land known and designated under number twenty-three (23) of range eight (8) on the official plan and in the book of reference of the Décarie Township;

b) The southwestern part of lot known and designated under number twenty-seven-A (S.W. p. 27-A) of range seven (7) on the said official plan and in the book of reference of the Décarie Township; bounded the said northeastern part by the remainder of the said lot twenty-seven-A;

vingt et un du même rang; à l'est, par partie du lot numéro vingt-six et à l'ouest, par les abouts des lots numéros vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre du rang (8) dudit canton Décarie, avec les bâtisses et dépendances y érigés; avec la servitude en faveur de l'emprunteur, ces hoirs et ayant-cause consistant dans le droit d'aller puiser de l'eau à une source se trouvant sur ledit lot vingt-sept-A du rang sept du canton Décarie et étant actuellement la propriété d'Hubert Léonard.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Lac dans le district de Labelle, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

ADRIEN LAROSE.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, 15 octobre 1957. 46087-42-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de l'Échiquier

Montréal, à savoir: { **SA MAJESTÉ LA REINE**, aux droits du Dominion du Canada, demanderesse vs **MARC ROUSSEAU**, défendeur.

La partie indivise du défendeur Marc Rousseau dans toute cette certaine parcelle de terrain en la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, province de Québec située sur la portion de ladite Île Perrot connue comme étant la Pointe du Moulin et décrite comme suit:

1. a) Un lot de terre situé à Pointe du Moulin traversé par le chemin public et étant le lot deux (2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, contenant une superficie d'environ soixante-seize arpents, avec les bâtisses dessus érigées.

A distraire dudit lot de terre la partie d'icelui vendue par Feu Bruno Daoust à Charles F. Smith par acte exécuté devant W. de M. Marler, notaire, le neuvième jour de février 1899 et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil sous le numéro 28,070 et sujet à un droit de passage sur le résidu dudit lot, laquelle partie vendue et le droit de passage sont décrits comme suit:

"Un morceau de terrain dans ladite paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot numéro deux aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, contenant une superficie de deux arpents, vingt-trois perches et trois cent douze pieds, borné aux côtés nord-ouest, nord-est et sud-est par le lac St-Louis et du côté sud-ouest par le résidu dudit lot numéro deux appartenant au vendeur et étant la propriété colorée en vert sur le plan tracé par H. M. Perrault, arpenteur de la Province, y annexé signé *ne varietur* par les parties en présence dudit notaire.

Avec le droit de passage à pied, avec des véhicules et animaux en tout temps sur le chemin qui existe actuellement entre la propriété vendue présentement et le chemin conduisant aux rives du fleuve St-Laurent sur le résidu dudit lot numéro deux dans le but d'y parvenir et celui de sortir de ladite propriété vendue; ledit chemin sera d'une largeur de quinze pieds; ledit vendeur peut changer le site dudit chemin ayant une largeur de quinze pieds; ledit vendeur peut changer le

on the southwest, by the dividing line of lot twenty-one of the same range; on the east, by part of lot number twenty-six and on the west, by the junction points of lots numbers twenty-two, twenty-three and twenty-four of range (8) of the said Décarie Township, with buildings, and dependencies thereon erected; with the servitude in favor of the borrower, these heirs and legal assigns consisting in the right to draw water at a source to be found on the said lot twenty-seven-A of range seven of the Décarie Township and being presently the property of Hubert Léonard.

To be sold in block at the parochial church door of Sainte-Anne du Lac in the district of Labelle, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

ADRIEN LAROSE,

Sheriff's Office,
Mont-Laurier, October 15, 1957. 46087-42-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Exchequer Court

Montreal, to wit: { **HER MAJESTY THE QUEEN**, in the rights of the Dominion of Canada, plaintiff; vs **MARC ROUSSEAU**, defendant.

The undivided part of the defendant Marc Rousseau in all that certain parcel of land in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, in the county of Vaudreuil, in the Province of Quebec, situated on the portion of the said Île Perrot known as Pointe du Moulin and described as follows:

1. a) A lot of land situate at Pointe du Moulin crossed by the public road and being lot two (2) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, containing an area of about seventy-six arpents, with the buildings thereon erected.

To be deducted from said lot of land the part thereof sold by the late Bruno Daoust to Charles F. Smith by deed executed before W. de M. Marler, notary, on the ninth day of February, eighteen hundred and ninety-nine and registered in the registry office for the county of Vaudreuil under the number 28,070 and subject to a right of passage on the balance of the said lot, which part sold and right of passage are described as follows:

"A piece of land in the said parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot in the county of Vaudreuil, forming part of lot number two of the official plan and book of reference of the said parish containing an area of two arpents twenty-three perches and three hundred and twelve feet, and being bounded to the north-west, north-east and south-east sides by lake Saint-Louis, and on the south-west side by the remainder of the said lot number two belonging to the vendor and being the property coloured green on the plan made by H. M. Perrault, provincial land surveyor, hereunto annexed signed *ne varietur* by the parties in the presence of the said notary.

With the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times in the roadway which actually exists between the property now sold and highway of the banks of the river St. Lawrence over the remainder of the said lot number two for access to and egress from the said sold property; the said roadway to be of a width of fifteen feet; the said vendor may change the site of the said roadway to be of a width of fifteen feet; the said vendor may change the

site du chemin dans une autre partie dudit lot numéro deux et substituer un autre chemin; ledit Bruno Daoust devant entretenir ledit chemin carrossable en été."

b) Une terre située à Pointe du Moulin traversée par le chemin public et étant le lot vingt-trois (23) auxdits plan et livre de renvoi officiels, contenant une superficie d'environ soixante arpents et quatre-vingt-dix perches suivant lesdits plan et livre de renvoi officiels, avec la maison et autres bâtisses dessus érigées. Cependant à déduire de ladite terre, un emplacement réservé par Léo Daoust et qui ne fut pas vendu devant être pris du centre d'icelle et dans la ligne de front avec la maison, un hangar et une cuisine d'été dessus érigés, ledit emplacement mesurant un arpent de largeur par environ un arpent et quart de longueur de la rivière sans inclure la largeur du chemin. Cet emplacement est situé à une distance de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise, du côté ouest de la ligne séparative entre lesdits plan et livre de renvoi officiels, borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en arrière et sur les deux côtés par le résidu dudit lot numéro vingt-trois, la ligne arrière dudit emplacement est indiquée par une clôture s'y trouvant actuellement.

2. Une terre traversée par le chemin public composée des lots trois et quatre (3 & 4) auxdits plan et livre de renvoi officiels, contenant approximativement cent dix-sept arpents, bornée d'un côté par le lot deux, de l'autre côté par le lot six, en front par le fleuve Saint-Laurent, en arrière par le lot sept et le lac Saint-Louis, avec la maison et autres bâtisses dessus érigées.

A distraire dudit lot quatre (4) cette partie vendue à Léopold Léger par acte de vente exécuté devant N. Brunet, notaire, le troisième jour de janvier dix-neuf cent seize et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 37,503 et décrite comme suit: "Un lot de terre situé à l'endroit connu comme "Pointe du Moulin" en la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, formant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, et étant toute la terre comprise entre les limites suivantes, borné en front vers le nord par le chemin public, en arrière vers le sud par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté vers l'ouest par Emmanuel Lalonde et de l'autre côté à l'est par le lot numéro trois, auxdits plan et livre de renvoi officiels, appartenant au vendeur, moins un espace de vingt pieds de largeur devant être utilisé comme passage commun par le vendeur et l'acheteur ou leurs représentants pour communiquer du chemin public au fleuve Saint-Laurent; ce passage commun sera pris sur le côté est du lot de terre vendu tel que susdit près de la ligne ouest dudit lot numéro trois appartenant au vendeur, sans bâtisse."

A déduire dudit lot trois (3); a) La partie d'icelui vendue par Arthur Mongrain à Émile Pilon en vertu d'un acte exécuté devant L. J. Boileau, notaire, le quatorzième jour de mars dix-neuf cent vingt-cinq et enregistré dudit bureau d'enregistrement sous le numéro 44,393 et laquelle est décrite comme suit:

Une pointe de terre faisant partie du lot numéro trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, étant la première pointe sur le lac Saint-Louis au nord de la propriété du Club Isleway, partant d'un point au niveau ordinaire de l'eau dans la petite baie entre ce point de terre et la propriété du Club

site of the said roadway to some other part of the said lot number two and substitute another roadway therefor; the said Bruno Daoust to keep the said roadway fit for travel in summer for vehicles."

b) A farm situate at Pointe du Moulin crossed by the public road and being lot twenty-three (23) on the said official plan and book of reference containing an area of about sixty arpents and ninety perches according to the said official plan and book of reference with the house and other buildings thereon erected. To be deducted however from the said farm an emplacement which Léo Daoust reserved and did not sell to be taken from the centre thereof and in the front line with the house, a shed and a summer kitchen thereon erected, the said emplacement measuring an arpent in width by about one arpent and a quarter in length from the river without including the width of the road. This emplacement is situate at a distance of ninety feet, English measure, from the west side of the division line between said official plan and book of reference and is bounded in front by the St. Lawrence River, in rear and on both sides by the residue of said lot number twenty-three, the rear line of said emplacement is established by a fence actually existing.

2. A farm crossed by the public road composed of lots three and four (3 & 4) on the said official plan and book of reference, containing approximately one hundred and seventeen arpents, bounded on one side by lot two, on the other side by lot six, in front by the St. Lawrence River, in rear by lot seven and lake Saint-Louis, with the house and other buildings thereon erected.

To be deducted from said lot four (4) that part sold to Léopold Léger under deed of sale executed before N. Brunet, notary, on the third day of January, nineteen hundred and sixteen and registered in the said registry office under number 37,503 and described as follows: "A lot of land situate at the place known as "Pointe du Moulin" in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, forming part of the lot of land known and designated under number four upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, and being all the land comprised within the following boundaries, bounded in front to the north by the public road, in rear to the south by the St. Lawrence River, on one side to the west by Emmanuel Lalonde and on the other side to the east by lot number three upon said official plan and book of reference belonging to the vendor, less a space of twenty feet in width to be used as a common passage for the vendor and the purchaser or their representatives to communicate from the public road to the river St. Lawrence; this common passageway will be taken on the east side of the lot of land hereinabove sold near the west line of said lot number three belonging to the vendor, without building."

To be deducted from said lot three (3); a) The part thereof sold by Arthur Mongrain to Émile Pilon under deed executed before L. J. Boileau, notary, on the fourteenth day of March, nineteen hundred and twenty-five, and registered in the said registry office under the number 44,393 and which is described as follows:

A point of land forming part of lot number three upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, being the first point on lake Saint-Louis to the north of the property of the Club Isleway, starting from a point at the ordinary water level in the small bay between that point of

Isleway à approximativement cinq pieds au sud de la "grosse plaine" par une profondeur de cent trente-trois pieds et de là, allant vers le nord au Lac Saint-Louis (niveau ordinaire de l'eau) sur une longueur de deux cent seize pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise, ladite parcelle de terrain est bornée au nord et à l'est par le lac Saint-Louis, à l'ouest par ledit Arthur Mongrain au sud, en partie par ledit Arthur Montrain et en partie par ledit lac Saint-Louis, avec droit de passage à pied et véhicules pour lui et sa famille chemin de ferme actuel, avec cependant l'obligation de fermer les barrières.

b) La partie vendue par ledit Arthur Mongrain à Henri Limoges et Joseph Leblanc en vertu d'un acte de vente exécuté devant J. A. Villemaire, notaire, le vingt-cinquième jour de juin dix-neuf cent vingt-huit et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 46,729 et y décrite comme suit:

Un emplacement de forme irrégulière faisant partie du lot connu et décrit comme étant le numéro trois (p. 3) aux plan et livre de renvoi officiels de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, à l'endroit appelé communément "La Pointe du Moulin", ladite partie mesurant vingt-cinq pieds de largeur mesure anglaise, par une profondeur devant être prise de la rive du lac Saint-Louis, la profondeur de l'emplacement est contigue et parallèle à celui possédé présentement par les acheteurs sur le lot voisin, le tout tel que jalonné par les arpenteurs; borné en front au nord par le lac Saint-Louis, d'un côté à l'ouest par l'emplacement appartenant aux acheteurs faisant partie du lot numéro sept et de l'autre côté et en arrière par le résidu dudit lot numéro trois et sans aucun droit de passage de et à ladite propriété.

3. Un lot de terre situé à l'endroit appelé communément "Pointe du Moulin", dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, faisant partie du lot de terre connu comme étant le lot quatre (4) auxdits plan et livre de renvoi officiels et étant tout le terrain compris dans les limites suivantes: borné en front au nord par le chemin public, en arrière vers le sud par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté à l'ouest par Emmanuel Lalonde et de l'autre côté à l'est par le lot trois auxdits plan et livre de renvoi officiels appartenant à Arthur Mongrain ou représentants, moins un espace de vingt pieds de largeur devant être utilisé comme un droit de passage en commun avec Arthur Mongrain ou représentants pour communiquer du chemin public au fleuve Saint-Laurent; ce droit de passage commun sera pris sur le côté est du lot de terre vendu ci-dessus et près de la ligne ouest du lot trois appartenant à Arthur Mongrain ou représentants.

4. a) Une terre située dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot comté de Vaudreuil connue comme étant le lot numéro neuf (9) auxdits plan et livre de renvoi officiels, avec une maison de pierre, une grange et autres bâtisses dessus érigées et contenant approximativement quatre-vingts arpents, laquelle terre est traversée vers l'avant par le chemin public.

b) Un lot de terre de forme irrégulière situé au même endroit étant le lot sept (7) auxdits plan et livre de renvoi officiels contenant une superficie d'environ seize arpents. A distraire dudit lot sept. a) Une parcelle d'un terrain situé sur la rive nord du lac Saint-Louis, de ladite paroisse de l'Île Perrot à deux cent quarante-quatre pieds de la ligne limite de la propriété d'Emmanuel Lalonde ou ses représentants, ledit lot contenant cent

land and the property of the Isleway Club, at approximately five feet to the south of the "grosse plaine" by a depth of one hundred and thirty-three feet and thence running to the north to lake Saint-Louis (ordinary water level) by the length of two hundred and sixteen feet, the whole more or less, English measure, the said parcel of land is bounded to the north and to the east by lake Saint-Louis, to the west by the said Arthur Mongrain, to the south partly by the said Arthur Mongrain and partly by said lake Saint-Louis, with the right of passage on foot and with vehicles for him and his family on the actual farm road, with the obligation however to close the gates. b) The part sold by the said Arthur Mongrain to Henri Limoges and Joseph Leblanc under deed of sale executed before J. A. Villemaire, notary, on the twenty-fifth day of June, nineteen hundred and twenty-eight and registered in the said registry office under the number 46,729 and therein described as follows:

An emplacement of irregular figure forming part of the lot known and described as number three (part 3) upon the official plan and book of reference of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, in the place commonly called "La Pointe du Moulin" measuring said part twenty-five feet in width, English measure, by a depth to be taken from the shore of lake Saint-Louis, for a depth of the emplacement contiguous and parallel to that presently owned by the purchasers upon the neighbouring lot, the whole as staked by the appearers; bounded in front to the north by lake Saint-Louis, on one side to the west by the emplacement belonging to the purchasers forming part of lot number seven and on the other side and in rear by the residue of the said lot number three and without any right of passage from and to said property.

3. A lot of land situate in the place commonly called "Pointe du Moulin" in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot forming part of the lot of land known as lot four (4) on the said official plan and book of reference and being all the land comprised in the following limits; bounded in front to the north by the public road, in rear towards the south by St. Lawrence River, on one side to the west by Emmanuel Lalonde, and on the other side to the east by lot three on the said official plan and book of reference belonging to Arthur Mongrain or representatives less a space of twenty feet in width to be used as a right of passage in common with Arthur Mongrain or representatives to communicate from the public road to the St. Lawrence River; this common right of passage shall be taken on the east side of the lot of land hereinabove sold and close to the west line of lot three belonging to Arthur Mongrain or representatives.

4. a) A farm situate in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot in the county of Vaudreuil known as lot number nine (9) on the said official plan and book of reference, with a stone house, barn and other buildings thereon erected and containing approximately eighty arpents, which farm is crossed towards the front by the public road.

b) A lot of land of irregular figure situate at the same place being lot seven (7) on the said official plan and book of reference, containing a superficies of approximately sixteen arpents. To be deducted from said lot seven. a) A parcel of land situate on lake Saint-Louis, on the north shore of said parish of Île Perrot at two hundred and forty-four feet from the boundary line of the property of Emmanuel Lalonde or

cinq pieds en front par cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie quant aux dimensions précises. Il est entendu que le droit à la plage est compris.

Ledit lot forme une partie du lot sept (7) auxdits plan et livre de renvoi officiels, vendu par ledit Emmanuel Lalonde à Thomas Lagacé en vertu d'un acte de vente exécuté devant H. C. Parent, notaire, le quinzième jour de septembre dix-neuf cent neuf et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 33,358; b) Un autre morceau de terrain vendu par ledit Emmanuel Lalonde audit Thomas Lagacé en vertu d'un acte de vente exécuté par J. B. A. Favreau, notaire, le dix-neuvième jour de mars dix-neuf cent douze et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 34,739 et y décrit comme suit: Un morceau de terrain faisant partie du lot sept (p. 7) auxdits plan et livre de renvoi officiels, ledit morceau de terrain borné au nord et nord-ouest par le lac Saint-Louis avec droit à la plage, lequel droit qu'il possède lui-même, à l'est par une ligne allant à une distance de trente-cinq pieds jusqu'à l'ouest de la ligne est dudit lot sept (cette ligne étant indiquée par la marque placée à la confection du cadastre) sur le côté sud-ouest par une autre partie dudit lot sept appartenant au vendeur et sur les autres côtés par une autre partie dudit lot tel qu'actuellement clôturé et appartenant à l'acheteur en vertu d'un acte de vente par ledit M. Lalonde, exécuté par H. C. Parent, notaire, le quinzième jour de septembre dix-neuf cent neuf et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 33,358. La ligne sud-est du terrain vendu présentement partira à l'extrémité sud de la ligne ouest du terrain déjà vendu par le vendeur à l'acheteur en vertu de l'acte mentionné ci-dessus et continuera dans une ligne droite pour atteindre la limite existante actuellement et laquelle se trouve dans la ligne est dudit lot sept mesurant trente-cinq pieds anglais, la dimension étant prise à angle droit avec les côtés. (cette partie distraite correspond aux subdivisions un, deux et trois dudit lot tel qu'indiqué sur un plan daté du dixième jour de novembre dix-neuf cent cinquante-deux et déposé au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil le vingt-quatrième jour de décembre dix-neuf cent cinquante-deux et lesdites subdivisions ne sont pas comprises dans la propriété vendue par les présentes).

Il est aussi vendu par les présentes, un droit de passage à pied et avec des véhicules pour communiquer dudit lot de terrain vendu actuellement au chemin public de l'Ile Perrot situé à l'extrémité sud de la ferme du vendeur. De droit de passage devant être exercé en partie sur le résidu dudit lot sept et en partie sur le lot neuf auxdits plan et livre de renvoi officiels (p. 7 & p. 9) à un endroit indiqué par ledit vendeur, pourvu que l'endroit ainsi indiqué soit convenable et passable et, en conséquence il est créé par le vendeur une servitude de droit de passage en faveur du terrain vendu présentement sur lesdits lots sept et neuf auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Le droit devrait être exercé sans préjudice au vendeur. c) Un autre morceau de terrain vendu par ledit Emmanuel Lalonde à Joseph Leblanc et Henri Limoges en vertu d'un acte exécuté devant E. Biron, notaire, le neuvième jour de mai dix-neuf cent vingt-huit enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 46,643 et y décrit comme suit: Un morceau de terrain pris de la partie extrême nord-ouest du lot nu-

his representatives, said lot containing one hundred and five feet in front by one hundred and twenty-five feet in depth, English measure, more or less, without guarantee as to the precise measurements. It is understood that the right to the beach is included.

The said lot forms part of lot seven (7) on the said official plan and book of reference sold by the said Emmanuel Lalonde to Thomas Lagacé under deed of sale executed before H. C. Parent, notary, on the fifteenth day of September, nineteen hundred and nine and registered in the said registry office under the number 33,358; b) Another piece of land sold by the said Emmanuel Lalonde to the said Thomas Lagacé under deed of sale executed by J. B. A. Favreau, notary, on the nineteenth day of March, nineteen hundred and twelve and registered in the said registry office under the number 34,739 and therein described as follows: A piece of land forming part of lot seven (Pt. 7) on the said official plan and book of reference, the said piece of land bounded to the north and the north-west by lake Saint-Louis with the right to the beach, which right he owns himself, to the east by a line running at a distance of thirty-five feet to the west of the east line of said lot seven (this line being indicated by the boundary mark placed at the making of the cadastre) on the south-west side by another part of the said lot seven belonging to the vendor and on the other sides by another part of the said lot as actually fenced and belonging to the purchaser, under deed of sale by the said M. Lalonde to him executed by H. C. Parent, notary, on the fifteenth day of September, nineteen hundred and nine and registered in the said registry office under the number 33,358. The south-east line of the land presently sold will start at the south end of the west line of the land already sold by the vendor to the purchaser under the above mentioned deed and will continue in a straight line to reach the boundary actually existing and which if to be found in the east line of said lot seven, of thirty-five, English feet, the measurement being taken at right angle from the sides. (This deducted part corresponds to the subdivisions one, two and three of the said lot as shown on plan dated the tenth day of November, nineteen hundred and fifty-two and deposited in the registry office for the county of Vaudreuil on the twenty-fourth day of December, nineteen hundred and fifty-two and the said subdivisions are not included in the property hereby sold).

Also sold by these presents a right of passage on foot and with vehicles to communicate from said lot of land presently sold to the public road of Ile Perrot situate at the south end of the farm of the vendor. This right of passage to be exercised partly on the residue of the said lot seven and partly on lot nine on the said official plan and book of reference (Pt. 7 & Pt. 9) at a place indicated by the said vendor, provided that the place so indicated be suitable and passable and there is therefore created by the vendor a servitude of right of passage in favour of the land presently sold on said lots seven and nine upon said official plan and book of reference.

The right should be exercised without any damage to the vendor. c) Another piece of land sold by the said Emmanuel Lalonde to Joseph Leblanc and Henri Limoges under deed executed before E. Biron, notary, on the ninth day of May, nineteen hundred and twenty-eight, registered in the said registry office under the number 46,643 and therein described as follows: "A piece of land taken from the extreme north-

méro sept (p. no 7) aux plan et livre de renvoi officiels de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, mesurant quarante pieds de largeur en front au nord-ouest sur le lac St-Louis, laquelle largeur décroît graduellement à un minimum de trente-cinq pieds, par une profondeur de cent cinquante à cent cinquante-cinq pieds, mesure anglaise, ledit morceau de terrain borné au nord-ouest par le lac St-Louis, au nord-est par la ligne extrême nord-est dudit lot numéro sept en arrière et sur le côté sud-ouest par d'autres parties dudit lot numéro sept, une desdites parties dudit lot numéro sept limitant ainsi au sud-ouest le morceau de terrain vendu présentement, par la profondeur s'étendant du lac St-Louis sur une distance de cent dix ou cent quinze pieds appartenant à Thomas Lagacé et les autres parties dudit lot numéro sept limitant le morceau de terrain vendu présentement au sud-ouest et à l'arrière, au sud-est appartenant au vendeur. Le tout sans bâtisse, mais avec le droit de passage créé par ledit vendeur par les présentes, au bénéfice des acheteurs, leurs héritiers et ayants droit, à pied ainsi qu'avec des véhicules pour communiquer dudit morceau de terrain vendu présentement au chemin public de l'Île Perrot. Ce droit de passage devant être exercé par les acheteurs, leurs héritiers et ayants droit sans causer aucun dommage au vendeur. Pour plus de précisions, les parties conviennent que pour le moment ce droit de passage sera exercé sur le chemin existant pour communiquer dudit morceau de terrain vendu présentement au chemin de l'Île Perrot, quoiqu'il soit entendu que ledit vendeur aura le droit de changer l'exercice dudit droit de passage sur toutes parties desdits lots numéros sept et neuf, pourvu que dans tous les cas le passage ainsi donné soit convenable et approprié au but auquel il est destiné. Ledit vendeur, dans le but d'éloigner toute ambiguïté ou discussion, convient avec les acheteurs que ce droit de passage sera exercé sur un chemin passable et convenable à une température normale, et si au début du printemps ou à la fin de l'automne ce chemin devient difficile, les acheteurs n'auront aucun recours contre lui, sans préjudice cependant au droit d'utiliser ledit chemin en aucun temps de l'année."

c) Deux lots de terrain situés à "Pointe du Moulin" dans la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot traversés par le chemin public et portant les numéros cinq et six (5 & 6) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

5. Un lot de terrain situé dans la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, formant partie du lot dix (p. 10) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cent trente et un pieds de largeur par cent quatre-vingts pieds de profondeur sur la ligne nord-ouest et cinquante-cinq pieds de profondeur sur la ligne de côté sud-est tel que cette dernière ligne est actuellement jalonnée, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par le chemin public, en arrière par le fleuve St-Laurent, du côté nord-ouest par les Révérends Pères Oblats et du côté sud-est par le vendeur (terrain de Orphir Legault); y compris dans la présente vente tous les meubles et articles mobiliers contenus dans la maison dessus érigée.

6. Une ferme située à "La Pointe du Moulin" dans la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, étant le lot dix (10) auxdits plan et livre de renvoi officiels, traversée par le chemin public et bornée au sud par le fleuve St-Laurent, au nord par le lac St-Louis, à l'ouest par le lot onze et à l'est par les lots huit et neuf, contenant trois

west part of lot number seven (Pt. No. 7) upon the official plan and book of reference of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, county of Vaudreuil, measuring forty feet in width in front to the north-west on lake Saint-Louis, which width gradually decreases to a minimum of thirty-five feet, by a depth from one hundred and fifty to one hundred and fifty-five feet, English measure, bounded said piece of land to the north-west by lake Saint-Louis, to the north-east by the extreme north-east line of said lot number seven, to the rear and on the south-west side by other parts of the said lot number seven, one of the said parts of the said lot number seven thus bounding the piece of land presently sold to the south-west, by the depth extending from lake Saint-Louis for one hundred and ten or one hundred and fifteen feet belonging to Thomas Lagacé and the other parts of said lot number seven bounding the piece of land presently sold to the south-west and at the rear, to the south-east belonging to the vendor. The whole without building, but with the right of passage which the said vendor creates by these presents for the benefit of the purchasers, their heirs and assigns, on foot as well as with vehicles to communicate from said piece of land presently sold to the public road of Ile Perrot. This right of passage to be exercised by the purchasers, their heirs and assigns without causing any damage to the vendor. To be more precise the parties agree that for the present time this right of passage will be exercised on the road existing to communicate from said piece of land presently sold to the Ile Perrot road, although it is understood that the said vendor will have the right to change the exercise of said right of passage on any parts of said lots numbers seven and nine, provided that in all cases the passage so given be suitable an fit for the purpose for which it is destined. The said vendor to do away with any ambiguity or discussion agrees with the purchasers that this right of passage will be exercised on a road passable and convenient in good weather, and if at the beginning of the spring or at the end of the fall this road becomes difficult the purchasers shall not exercise any recourse against him, without prejudice however to the right to use the said road at any time during the year."

c) Two lots of land situate at the "Pointe du Moulin" in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, crossed by the public road and bearing numbers five and six (5 & 6) on the said official plan and book of reference.

5. A lot of land situate in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, forming part of lot ten (Pt 10) on the said official plan and book of reference, measuring one hundred and thirty-one feet in width by one hundred and eighty feet in depth in the north-west line and fifty-five feet in depth in the south-east side line, as this last line is actually staked, English measure and more or less, and bounded in front by the public road, in rear by the St. Lawrence River, on the north-west side by the Reverend Fathers Oblats and on the south east side by the vendor (land of Orphir Legault); included in the present sale all the furniture and moveable articles contained in the house thereon erected.

6. A farm situate at "La Pointe du Moulin" in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, being lot ten (10) on the said official plan and book of reference, crossed by the public road, and bounded to the south by the St. Lawrence River, to the north by lake Saint-Louis, to the west by lot eleven and to the east by lots eight

arpents de front par vingt-deux arpents et neuf perches de largeur, plus ou moins, avec les bâties dessus érigées; à déduire dudit lot. a) La partie d'icelle vendue par Orphir Legault à Dame Laura Rose Legault dit Deslauriers, épouse de Alex. O. Giroux en vertu d'un acte exécuté devant N. Brunet, notaire, le dixième jour de septembre, dix-neuf cent quatorze, et enregistré audit bureau d'enregistrement, sous le numéro 36,607 et y décrit comme suit:

"Un lot de terre situé dans la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot mesurant cent trente et un pieds de largeur par cent quatre-vingts pieds de profondeur sur sa ligne de côté nord-ouest et cinquante-cinq pieds de profondeur sur sa ligne de côté sud-est, telle que cette dernière ligne est actuellement jalonnée, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par le chemin public, en arrière par le fleuve St-Laurent, du côté nord-ouest par les Révérends Pères Oblats et du côté sud-est par le vendeur." b) La partie d'icelui vendue par Orphir Legault à Joseph Amable Alexandre Bélanger en vertu d'un acte de vente exécuté devant L. J. Boileau, notaire, le vingt-neuvième jour de septembre, dix-neuf cent quatorze enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 36,639 et y décrit comme suit: "Un lot de terre situé dans la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, faisant partie du lot de terre portant le numéro dix auxdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, contenant cinq cent soixante-sept pieds de largeur par cent trente-deux pieds de profondeur sur la ligne du numéro huit auxdits plan et livre de renvoi officiels, ladite ligne s'étendant de quatre pieds au sud d'un gros orme, borné en front par le lac St-Louis, en arrière et d'un côté par le résidu dudit lot numéro dix et de l'autre côté par Mme Raoul Pilon; toutes les dimensions indiquées ci-dessus sont de la mesure anglaise et plus ou moins".

b) Une autre ferme située au même endroit étant le lot onze (11) auxdits plan et livre de renvoi officiels également traversée par le chemin public et bornée au nord par le lac St-Louis, à l'est par le lot dix et le lac St-Louis, à l'ouest par le lot douze, sans bâties, à déduire de ladite ferme "Un lot de terre situé à ladite Ile Perrot, faisant partie du lot onze auxdits plan et livre de renvoi officiels, contenant deux cent quatre-vingt-dix pieds de front, cent quatre-vingts pieds de longueur le long de la ligne de la propriété du vendeur (ladite ligne allant le long d'un fossé) quarante-neuf pieds de longueur le long de la ligne de la propriété de W. de M. Marler, es-qualité, borné en front par le chemin public, en arrière par le fleuve St-Laurent, d'un côté par ledit Marler es-qualité, et de l'autre côté par ledit vendeur "vendue par Napoléon Legault à Louis Fortier en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement sous le numéro 28,876.

7. Deux fermes situées dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot traversées par le chemin public, étant les lots douze et quatorze (12 & 14) auxdits plan et livre de renvoi officiels, ledit lot douze contenant deux arpents et sept perches en front par vingt et un arpents de profondeur et une superficie de cinquante-trois arpents et soixante-treize perches; et ledit lot quatorze contenant trois arpents de front par dix-neuf arpents de profondeur et une superficie

and nine, containing three arpents in front by twenty-two arpents and nine perches in width, more or less, with the buildings thereon erected; to deduct from said lot a) The part thereof sold by Orphir Legault to Dame Laura Rose Legault dit Deslauriers, wife of Alex. O. Giroux under deed executed before N. Brunet, notary, on the tenth day of September, nineteen hundred and fourteen and registered in the said registry office under the number 36,607 and therein described as follows:

"A lot of land situate in the parish of Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, forming part of the lot of land known and designated under number ten upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot measuring one hundred and thirty-one feet in width by one hundred and eighty feet in depth in its north-west side line and fifty-five feet in depth in its south-east side line, as this last line is actually staked, English measure and more or less and bounded in front by the public road, in rear by the St. Lawrence River, on the north-west side by the Reverend Fathers Oblats and on the south-east side by the vendor." b) The part thereof sold by Orphir Legault to Joseph Amable Alexandre Bélanger under deed of sale executed before L. J. Boileau, notary, on the twenty-ninth day of September, nineteen hundred and fourteen registered in the said registry office under the number 36,639 and therein described as follows: "A lot of land situate in the parish of Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, forming part of the lot of land bearing number ten upon said official plan and book of reference of said parish, containing five hundred and sixty-seven feet in width by one hundred and thirty-two feet in depth in the line of number eight upon said official plan and book of reference, the said line extending four feet to the south of a large elm, bounded in front by lake Saint-Louis, in rear and on one side by the residue of the said lot number ten and on the other side by Mrs. Raoul Pilon; all the above measurements are English measure and more or less".

b) Another farm situate at the same place being lot eleven (11) on the said official plan and book of reference also crossed by the public road and bounded to the north by lake Saint-Louis, to the east by lot ten and lake Saint-Louis, to the west by lot twelve, without buildings, to deduct from said farm "A lot of land situate at said Ile Perrot, forming part of lot eleven on the said official plan and book of reference, containing two hundred and ninety feet in front, one hundred and eighty feet in length along the line of the property of the vendor (said line running along a ditch) forty-nine feet in length along the line of the property of W. de M. Marler, es-qualité, bounded in front by the public road, in rear by the St. Lawrence River, on one side by the said Marler es-qualité and on the other side by the said vendor" sold by Napoléon Legault to Louis Fortier under deed registered in the said registry office under the number 28,876.

7. Two farms situate in the parish of Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, crossed by the public road being lots twelve and fourteen (12 & 14) on the said official plan and book of reference, containing said lot twelve two arpents and seven perches in front by twenty one arpents in depth and an area of fifty-three arpents and seventy-three perches; and said lot fourteen three arpents in front by nineteen arpents in depth and an area of fifty-five arpents and five perches, the

de cinquante-cinq arpents et cinq perches, le tout mesure française et plus ou moins, avec la maison et autres bâtisses dessus érigées.

8. a) Un morceau de terre étant le lot treize (13) auxdits plan et livre de renvoi officiels traversé par le chemin public et contenant environ soixante arpents et superficie, borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en arrière par le lac Saint-Louis, avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus érigées.

b) Un morceau de terre étant toute la partie non-subdivisée du lot quinze (15) auxdits plan et livre de renvoi officiels, contenant une superficie d'environ cinquante-sept arpents, sans aucune garantie quant aux dimensions précises, avec les bâtisses dessus érigées, et étant la totalité dudit lot quinze, à déduire cependant d'icelui le lot de terre faisant partie du même lot et vendu par J. Albert Vital Daoust à Émile Champagne en vertu de l'acte exécuté devant J. A. Théoret, notaire, le quatorzième jour de juin dix-neuf cent vingt-deux et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 42,483 et y décrit comme suit: "Un certain morceau de terre faisant partie du lot quinze auxdits plan et livre de renvoi officiels, ce morceau de terre ayant cent pieds de largeur partant à cinquante pieds du côté nord-ouest de la ligne séparative de la subdivision vingt et un du lot seize auxdits plan et livre de renvoi officiels, par la profondeur qui peut se trouver de l'extrémité sud de ce cent pieds à la ligne sud d'une ruelle en arrière de la subdivision un du lot seize, ledit emplacement est borné comme suit: en front par la partie ouest de ladite subdivision onze du lot seize et par le terrain portant le N° 16-4, avenue Benoît, d'un côté et à l'arrière par le résidu dudit lot quinze et de l'autre côté par la rue Champagne, ladite partie ainsi déduite dudit lot quinze ayant été depuis subdivisée et étant connue maintenant comme les lots un à dix inclusivement au plan officiel de subdivision dudit lot quinze.

c) Un certain emplacement étant une partie de la subdivision onze du lot seize (16 p. 11) auxdits plan et livre de renvoi officiels, étant la partie nord ou nord-est de la subdivision onze dudit lot ayant une largeur de cinquante pieds du point nord ou nord-est de ladite subdivision onze suivant la ligne arrière de ladite subdivision onze et après sur une ligne droite au fleuve Saint-Laurent ou lac Saint-Louis, la ligne de côté ouest étant le prolongement de la ligne est de la subdivision neuf du lot quinze, ladite partie dudit lot vendu précédemment bornée en front par le lac Saint-Louis, d'un côté et à l'arrière par le lot de terre quinze auxdits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté par le résidu de ladite subdivision onze du lot seize, sans aucune bâtisse dessus érigée.

9. a) Les lots connus et désignés comme étant onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze, soixan-

whole french measure and more or less, with the house and other buildings thereon erected.

8. a) A piece of land being lot thirteen (13) on the said official plan and book of reference, crossed by the public road and containing about sixty arpents in superficies, bounded in front by the St. Lawrence River, in rear by lake Saint-Louis, with a house, a barn and other buildings thereon erected.

b) A piece of land being all the unsubdivided part of lot fifteen (15) on the said official plan and book of reference, containing an area of about fifty-seven arpents, without any guarantee as to precise measurements, with the buildings thereon erected, and being the whole of said lot fifteen, to deduct however therefrom the lot of land forming part of the same lot and sold by J. Albert Vital Daoust to Émile Champagne under deed executed before J. A. Théoret Notary, on the fourteenth day of June nineteen hundred and twenty-two and registered in the said registry office under the number 42,483 and therein described as follows: "A certain piece of land forming part of lot fifteen on the said official plan and book of reference, this piece of land being one hundred feet in width starting from fifty feet on the north-west side of the division line of subdivision twenty-one of lot sixteen on the said official plan and book of reference, by the depth which may be found from the south extremity of this one hundred feet to the south line of a lane in rear of subdivision one of lot sixteen, bounded said emplacement as follows: in front by the west part of said subdivision eleven of lot sixteen and by the land bearing No. 16-4, Benoit Avenue, on one side and at the rear by the residue of said lot fifteen and on the other side by Champagne Street said part so deducted from said lot fifteen having been since subdivided and being now known as lots one to ten inclusive upon the official subdivision plan of said lot fifteen.

c) A certain emplacement being part of subdivision eleven of lot sixteen (16 Pt. 11) on the said official plan and book of reference, being the north or north-east part of subdivision eleven of said lot sixteen having a width of fifty feet from the north or north-east point of said subdivision eleven following the rear line of said subdivision eleven and thereafter in a straight line to the river St. Lawrence or lake Saint-Louis, the west side line being the prolongation of the east line of subdivision nine of lot fifteen, bounded said part of said lot hereinabove sold, in front by lake Saint-Louis, on one side and at the rear by the lot of land lot fifteen on the said official plan and book of reference and on the other side by the residue of the said subdivision eleven of lot sixteen without any building thereon erected.

9. a) The lots known and designated as eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty and eighty-one of lot seventeen (17-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22,

11. Un certain lot de terre étant le lot dix-neuf (19) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant environ trois arpents de largeur par dix arpents de profondeur, sans aucune garantie quant aux dimensions précises, borné en front par le fleuve Saint-Laurent, à l'arrière par un fossé, sur un côté par la Montée des Préjents et sur le côté nord-ouest par le lot vingt et un aux plan et livre de renvoi officiels, avec les bâtisses et toutes dépendances dessus érigées, lequel morceau de terrain est traversé par le chemin public.

12. Une ferme située dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, dans le comté de Vaudreuil, étant le lot vingt-deux (22) auxdits plan et livre de renvoi officiels avec les bâtisses dessus érigées. Cette ferme contient soixante et un arpents en superficie, plus ou moins, et le chemin public la traversant.

13. a) Une ferme traversée par le chemin public et étant le lot vingt-quatre (24) auxdits plan et livre de renvoi officiels mesurant quatre-vingts arpents en superficie.

b) Une autre ferme traversée par le chemin public étant le lot vingt-cinq (25) auxdits plan et livre de renvoi officiels, contenant environ quarante-cinq arpents et quatre-vingt-dix-huit perches en superficie avec la maison et autres bâtisses dessus érigées sur l'une ou l'autre de ces deux fermes.

Avec ensemble toutes les bâtisses ou constructions érigées sur les parcelles de terrain décrites ci-dessus.

Sujette aux droits de passage existants et aux servitudes en faveur et affectant les propriétés décrites ci-dessus et vendues.

Telles que lesdites propriétés se trouvent présentement avec tous leurs droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'Île Perrot, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU, 46060-42-2
Montréal, 8 octobre 1957.

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, à savoir: { GILLES RIVERIN, commis de magasin, domicilié à Chicoutimi, comté de Chicoutimi, contre GÉRARD LIRETTE, ALFRED RODRIGUE et GEORGES LÉGARE, tous résidant à Val St-Michel, comté de Québec.
"Lot P-deux cent quatre-vingt-dix-huit (P-298) du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

eight, one hundred and sixty-nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy-one, one hundred and seventy-two, one hundred and seventy-three, one hundred and seventy-four, one hundred and seventy-five, one hundred and seventy-six and one hundred and seventy-seven of lot twenty (20-105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176 and 177) on the said official plan and book of reference of the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot.

11. A certain lot of land being lot nineteen (19) on the said official plan and book of reference measuring about three arpents in width by ten arpents in depth, without any guarantee as to precise measurement, bounded in front by the St. Lawrence River, in rear by a ditch, on one side by the Montée des Préjents and on the north west side by lot twenty-two on the said official plan and book of reference, with the buildings and all dependencies thereon erected which piece of land is crossed by the public road.

12. A farm situate in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, in the county of Vaudreuil, being lot twenty-two (22) on the said official plan and book of reference, with the buildings thereon erected. This farm contains sixty-one arpents in superficies, more or less and the public road crossing the same.

13. a) A farm crossed by the public road and being lot twenty-four (24) on the said official plan and book of reference, measuring eighty arpents in superficies.

b) Another farm crossed by the public road being lot twenty-five (25) on the said official plan and book of reference, containing about forty-five arpents and ninety-eight perches in superficies, with the house and other buildings thereon erected upon either of these two farms.

Together with all buildings or structures erected on the parcels of land herein above described.

Subject to the existing rights of passage and servitudes in favour of and affecting the properties herein above described and sold.

As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Jeanne de Chantal, of Île Perrot, on the TWENTY-FOURTH day of APRIL, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, 46060-42-2-o
Montreal, October 8th, 1957.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { GILLES RIVERIN, store clerk, domiciled at Chicoutimi, county of Chicoutimi; versus GÉRARD LIRETTE, ALFRED RODRIGUE and GEORGES LÉGARE, all residing at Val St. Michel, county of Québec.
"Lot P-two hundred and ninety-eight (P-298) of the cadastre of St. Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 15 octobre 1957. 46113-42-2-0
[Première insertion: 19 octobre 1957.]
[Deuxième insertion: 9 novembre 1957.]

To be sold at the door of the parochial church of St. Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Dr J. R. GOBEIL, Sheriff.
Québec, October 15, 1957. 46113-42-2
[First insertion: October 19, 1957.]
[Second insertion: November 9, 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: JEAN PAUL MARCOUX, N° 87,698. {comptable agréé, 750 St-Joseph Est, Québec; contre ROSAIRE GERMAIN, Saint-Basile, comté de Portneuf.

1° Le lot N° 716 du cadastre de Saint-Raymond.

2° Le lot N° 717 du cadastre de Saint-Raymond, sauf un emplacement de un arpent et demi carré réservé par Arlington Henderson, avec une maison au contre dudit emplacement, tel que décrit dans la vente enregistrée sous le N° 114,911.

3° Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Raymond, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro sept cent trente-trois (p. 733) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf; ce lopin de terre contient trois arpents de largeur ou environ (soit toute la largeur dudit lot N° 733) sur une longueur de quinze cent soixante-quinze pieds dans sa ligne sud-ouest et onze cents pieds dans sa ligne nord-est, et il est borné comme suit: en front au nord-ouest au chemin de la Montagne, en profondeur au sud-est au résidu d'une partie dudit lot N° 733 demeurant la propriété du vendeur (Roger Vachon), d'un côté au nord-est à Majella Côté, et d'autre côté au sud-ouest à monsieur Côté, avec les bâtisses dessus construites et tous les objets et effets mobiliers s'y trouvant. (Description prise dans vente enrg. N° 131,518.)

4° Le lot N° 738 du cadastre de Saint-Raymond, sauf et à distraire la partie vendue à Marcel Granite Inc., savoir: Un morceau de terre mesurant trois arpents de largeur sur 8 arpents de longueur, borné au nord-est au chemin de la montagne, au sud-ouest à J. R. Germain, au sud-est au lot N° 739 et au nord-ouest au lot N° 737, et tel que décrit dans la vente enregistrée sous le N° 138,170.

5° Le lot N° 752 du cadastre de Saint-Raymond.

6° Une partie du lot numéro sept cent cinquante-trois (p. 753) du cadastre de Saint-Raymond, mesurant vingt-cinq acres et demi en superficie; comme appartenant à Émile Gaudet lors de l'adjudication. (Description dans vente par la Corporation municipale du comté de Portneuf, enregistrement N° 105,118.) A distraire de ce terrain la partie dudit lot N° 753 vendue à Émile Piché, et décrite comme suit, dans vente enregistrée sous le N° 143,071.

Une terre située en la paroisse de Saint-Raymond, contenant un arpent et demi de largeur sur environ dix-sept arpents de longueur, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro sept cent cinquante-trois (p. 753) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, cette terre est bornée comme suit: en front au nord-est à la ligne limitative nord-est de ce lot, en profondeur au sud-ouest à M. Édouard Durand, d'un côté au nord-ouest

Fieri Facias

Quebec, to wit: JEAN PAUL MARCOUX, No. 87,698. {Chartered Accountant, 750 St. Joseph Street, East, Quebec; versus ROSAIRE GERMAIN, Saint-Basile, county of Portneuf.

1. Lot No. 716 of the cadastre of Saint-Raymond.

2. Lot No. 717 of the cadastre of Saint-Raymond, save an emplacement of one square arpent and a half reserved by Arlington Henderson, with a house located in the centre of said emplacement, such as described in the deed of sale registered under No. 114,911.

3. A plot of land situated in the parish of Saint-Raymond, known and designated as being a part of lot number seven hundred and thirty-three (p. 733) of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf; this plot of land containing three arpents in width or some (i.e. all the width of said lot No. 733) along a length of fifteen hundred and seventy-five feet in its southwesterly line and eleven hundred feet in its northeasterly line, and is bounded as follows: in front, northwesterly, by the Mountain Road, in depth, southeasterly, by the residue of a part of said lot No. 733 remaining the property of the vendor (Roger Vachon), on one side northeasterly by Majella Côté, and on the other side, southwesterly by Mr. Côté, with buildings erected thereon and all moveable objects and effects therein. (Description taken in deed of sale registered under No. 131,518.)

4. Lot No. 738 of the cadastre of Saint-Raymond, save and except that part sold to Marcel Granite Inc., to wit: A piece of land measuring three arpents in width by 8 arpents in length, bounded northeasterly by the Mountain Road, southwesterly by J. R. Germain, southeasterly by lot No. 739 and northwesterly by lot No. 737, all of which as described in deed of sale registered under No. 138,170.

5. Lot No. 752 of the cadastre of Saint-Raymond.

6. A part of lot number seven hundred and fifty-three (p. 753) of the cadastre of Saint-Raymond, measuring twenty-five acres and a half in area; as belonging to Émile Gaudet at the time of the purchase. (Description in deed of sale by the Municipal Corporation of the county of Portneuf, registration No. 105,118.) Save and except that part of said lot No. 753 sold to Émile Piché, and described as follows, in deed of sale registered under No. 143,071.

A farm situated in the parish of Saint-Raymond, containing one arpent and a half in width by some seventeen arpents in length, known and designated as being a part of lot number seven hundred and fifty-three (p. 753) of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, said land is bounded as follows: in front northeasterly by the northwesterly boundary line of said lot, in depth southwesterly by Mr. Édouard Durand, on one

au lot N° 752 appartenant au vendeur et d'autre côté au sud-est à Gédéon Marcotte.

Les immeubles saisis dans la présente cause seront vendus à la charge de l'hypothèque de \$8,300.00 existant au profit de M. Charles-Edouard Talbot, marchand, Donnacona, Co. Portneuf.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 17 octobre 1957. 46112-42-20
[Première insertion: 19 octobre 1957]
[Deuxième insertion: 9 novembre 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ROGER PERRAULT, di-
N° 87,009. recteur des Funérailles,
pratiquant à 606, rue Com-
merciale, La Tuque, district de Québec, contre
LES HÉRITIERS DE DAME VVE WILLIAM
BERGERON, décédée de son vivant, ménagère
domiciliée à La Bostonnais, comté de Laviolette,
district de Québec.

"Un morceau de terre situé dans la Grande Bostonnais, de la contenance de cent pieds (100') de largeur sur cent pieds (100') de longueur faisant partie du lot numéro vingt (P. 20) rang Sud-Est Canton Bourgeois, et compris dans les bornes suivantes: à l'est at au sud au chemin public, au nord au résidu dudit lot numéro vingt (N° 20) à l'ouest à la Rivière Bostonnais. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de la Tuque, comté de Laviolette, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.
Québec, le 5 novembre 1957. 46358-45-2-0
[Première insertion: 9 novembre 1957]
[Deuxième insertion: 30 novembre 1957]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { YVON THINEAULT,
N° 879. de l'endroit appelé
(St-Moïse, district de Ri-
mouski, demandeur vs Dame vve LUDGER
BOULANGER, de l'endroit appelé La Rédemp-
tion, comté de Matapédia, district de Rimouski,
défenderesse.

Une maison en bois avec cuisine et dépense, à un étage et demi, mesurant trente-six pieds par vingt-huit pieds, sise et érigée sur le lot situé dans la paroisse de La Rédemption et connu et désigné sous le numéro sept (7) du cadastre officiel du rang trois (3) du canton Awantjish, avec l'installation électrique et les ampoules à charge d'une rente foncière de \$15.00 par année, à Arthur St-Laurent.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de La Rédemption le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 4 novembre 1957. 46357-45-2-0

side northwesterly by lot No. 752 belonging to the vendor and on the other side south-easterly by Gédéon Marcotte.

The immovables seized in the present case shall be sold by keeping account of the mortgage of \$8,300.00 existing for the profit of Mr. Charles-Edouard Talbot, merchant, Donnacona, Co. Portneuf.

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Raymond, county of Portneuf, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office. Deputy-Sheriff.
Quebec, October 17, 1957. 46112-42-2
[First insertion: October 19, 1957]
[Second insertion: November 9, 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit : { ROGER PERRAULT, un-
No. 87,009. dertaker, practicing at
{ 606, Commercial Street, La
Tuque, district of Quebec, against the HEIRS
OF DAME WIDOW WILLIAM BERGERON,
deceased, in her lifetime housewife, domiciled
at La Bostonnais, county of Laviolette, district
of Quebec.

"A plot of land situated in the Grande Bostonnais, containing one hundred feet (100') in width by one hundred feet (100') in length, forming part of lot number twenty (Pt. 20) range south-east township Bourgeois, and comprised within the following boundaries: on the east and to the south by the public road, on the north, by the residue of the said lot number twenty (No. 20) on the west, by the Bostonnais River. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the registration office of La Tuque, county of Laviolette, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

DR J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, November 5, 1957. 46358-45-2
[First insertion: November 9, 1957]
[Second insertion: November 30, 1957]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { YVON THINEAULT,
No. 879. of the place called
{ St-Moïse, district of Ri-
mouski, plaintiff vs Dame widow LUDGER
BOULANGER, of the place called La Rédemp-
tion, county of Matapédia, district of Rimouski,
defendant.

A wooden house with kitchen and pantry, of one storey and one-half, measuring thirty-six feet by twenty-eight feet, situated and erected on lot situated in the parish of La Rédemption and known and designated under number seven (7) of the official cadastre, of range three (3) of the township Awantjish, with electric installation and bulbs, burdened with a ground rent of \$15.00 per year, to Arthur St-Laurent.

To be sold at the church door of the parish of La Rédemption on the TWELFTH day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, November 4, 1957. 46357-45-2

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **H. I. TEST CORP. LIM-**
N° 20,141. { **TED**, corporation, son
bureau principal à Hamilton,
demanderesse; vs **LÉONCE TRUCHON**, demeu-
rant à St-Félicien, défendresse.

"Un terrain, emplacement situé dans la ville de St-Félicien, mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, comprenant le lot connu et désigné sous le numéro deux cent dix-sept aux plan et livre de renvoi officiels d'une subdivision de partie du lot original quarante-sept-A (47-A-217) du troisième rang du cadastre du canton Ashuapmouchouan, sauf réserve d'une servitude en faveur de la Cie Électrique du Saguenay."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Félicien, comté de Roberval, le VINGT-ET-UNIÈME jour de NOVEMBRE, 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
LÉON MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

District de Roberval,

le 15 octobre, 1957.

46090-42-2-o

[Première insertion: samedi, le 19 octobre 1957]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **H. I. TEST CORP. LIMIT-**
No. 20,141. { **ED**, corporation, its head
office at Hamilton, plaintiff;
vs **LÉONCE TRUCHON**, residing at St-
Félicien, defendant.

"A lot of land emplacement situated in the town of St-Félicien, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, comprising lot known and designated under number two hundred and seventeen on the official plan and in the book of reference of a subdivision of part of original lot forty-seven-A (47-A-217) of the third range of the cadaster of the township Ashuapmouchouan, save to withdraw a servitude in favor of the "Cie Électrique du Saguenay".

To be sold at the church door of the parish of St-Félicien, county of Roberval, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

LÉON MAURICE LAVOIE,
Sheriff of the district of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,

District of Roberval,

October 15, 1957.

46090-42-2

[First insertion: Saturday, October 19, 1957]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **H. LAFLAMME LTÉE,**
N° 21,577. { demandeur vs **WELLIE**
GAGNÉ, défendeur.

"Un terrain emplacement sis et situé en la paroisse de l'Ascension de Notre-Seigneur, mesurant cent pieds du sud au nord, sur cent-dix-huit pieds de l'est à l'ouest, borné au nord au chemin, à l'est à une rue projetée, à l'ouest au terrain de Félix Sabourin et au sud au terrain de Joseph Lemay, le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (Pte. 24) aux plan et livre de renvoi officiels pour le septième rang du canton Delisle, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ascension, comté Lac St-Jean, le VINGT et UNIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent cinquante-sept, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,

Bureau du Shérif, **LÉON MAURICE LAVOIE.**

Palais de Justice,

District de Roberval,

le 15 octobre, 1957.

46089-42-2-o

[Première insertion; samedi le 19 octobre, 1957]

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **H. LAFLAMME LTÉE,**
No. 21,577. { plaintiff vs **WELLIE**
GAGNÉ, defendant.

"An emplacement of land lying and situated in the parish of l'Ascension de Notre-Seigneur, measuring one hundred feet from south to north, by a hundred and eighteen feet from east to west, bounded northerly by the highway, easterly by a proposed street, westerly by the land of Félix Sabourin and southerly by the land of Joseph Lemay, all of which forming part of lot of land known and designated as number twenty-four (P. 24) on the official plan and book of reference for range seven of township Delisle, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the door of the church of the parish of l'Ascension, county of Lake St. John, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at FOUR o'clock in the afternoon.

LÉON MAURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Sheriff of the district of
Court House, Roberval.

District of Roberval,

October 15, 1957.

46089-42-2

[First insertion: Saturday, October 19, 1957]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **ARTHUR SIMARD, de-**
N° 19,223. { mandeur; vs **ED-**
MOND LAROUCHE, défen-
deur.

Un emplacement en le village de Péribonka, mesurant cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro seize-B (p. 16-B) du deuxième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **ARTHUR SIMARD,**
No. 19,223. { plaintiff; vs **EDMOND**
LAROUCHE, defendant.

An emplacement in the village of Péribonka, measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth, more or less, English measure, forming part of lot of land known and designated as number sixteen-B (p. 16-B) range two, on the official plan and book of

cadastre du canton Dalmas, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, lequel emplacement est borné comme suit: en front, du côté sud, à la troisième rue, en profondeur, des côtés est et ouest, ainsi qu'en arrière, du côté nord, à des terrains appartenant à L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Péribonka.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Péribonka, comté de Roberval, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval,
le 15 octobre 1957. 46091-42-2-o

[Première insertion: samedi le 19 octobre 1957]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { J. E. LEMIEUX, LTÉE, No 16,667. { corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Windsor Mills, district de St-François, demanderesse, vs HERBERT RAYMOND, domicilié à St-Claude, district de St-François, défendeur.

"Les lots numéros cinq cent sept (507) et cinq cent soixante-trois (563) du cadastre officiel pour le canton de Windsor."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Claude, MERCREDI le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 29 octobre 1957. 46359-45-2-o
[Première insertion: le 9 novembre 1957]

reference of the cadastre of the township of Dalmas, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, which emplacement is bounded as follows: in front, on the south side, by Third Street, in depth, on the east and west sides, as well as in the rear, on the north side, by the pieces of land belonging to L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Péribonka.

To be sold at the door of the church of the parish of Péribonka, county of Roberval, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of the district of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
October 15, 1957. 46091-42-2

[First insertion: Saturday, October 19, 1957]

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { J. E. LEMIEUX, LTD, body No. 16,667. { politic and incorporated, having its principal place of business at Windsor Mills, district of St-Francis, plaintiff, vs HERBERT RAYMOND, domiciled at St-Claude, district of St-Francis, defendant.

"The lots numbers five hundred and seven (507) and five hundred and sixty-three (563) on the official cadastre for the township of Windsor."

To be sold at the door of the parochial church of St-Claude, WEDNESDAY the ELEVENTH day of DECEMBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sherbrooke, Sheriff.
this 29th of October, 1957. 46359-45-2-o
[First insertion: November 9, 1957]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Bendetto vs Scala..... 4027

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3961

AVIS DIVERS:

Associated Typesetters Ltd. (Directeurs)..... 4023
Campbell Community Club (Règlements)..... 4026
Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée (Directeurs)..... 4023
Chrome Manufacturing Ltd. (Directeurs)..... 4027
Dufftown Investments Limited (Dist. de l'actif)..... 4025
Eldorado Construction Corp. (Directeurs)..... 4023
Fraternité des Policiers et Pompiers de Montréal Nord Inc. (Formation).... 4026
La Caisse d'Économie Royal Savings and Credit Union (Fondation)..... 4024
L'Association des Maîtres-Laitiers de Québec Inc. (Formation)..... 4025
Lempira Mines, Ltd (Directeurs)..... 4023
Le Syndicat National des Employés du

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bendetto vs Scala..... 4027

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3961

MISCELLANEOUS NOTICES:

Associated Typesetters Ltd. (Directors)..... 4023
Campbell Community Club (By-laws). 4026
Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée (Directors).... 4023
Chrome Manufacturing Ltd. (Directors)..... 4027
Dufftown Investments Limited (Dist. of assets)..... 4025
Eldorado Construction Corp. (Directors)..... 4023
Fraternité des Policiers et Pompiers de Montréal Nord Inc. (Formation).... 4026
La Caisse d'Économie Royal Savings and Credit Union (Foundation)..... 4024
L'Association des Masters-Laitiers de Québec Inc. (Formation)..... 4025
Lempira Mines, Ltd (Directors)..... 4023
Le Syndicat National des Employés du

Commerce de Détail de Montréal (Nom changé).....	4024
Montreal Musical Comedy Theatre (Nom changé).....	4026
Mountvista Limited (Dist. de l'actif).....	4025
National Box & Lumber Co. Ltd (Directeurs).....	4024
Philpen Investments Limited (Règlement).....	4024
Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec Autobus Inc. (Nom changé).....	4025
Syndicat d'Aqueduc du Grand St-Jacques (Fondation).....	4026
The Lions Club of Montreal (Règlement).....	4026

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	3980
---	------

CHARTES — ABANDON DE:

Dufftown Investments Limited.....	4027
Le Royer Street Corporation.....	4027
T. B. Little Papers Limited.....	4028
United Securities Limited.....	4028

COMPAGNIES DISSOUTES:

Club de la Marine Incorporé.....	4028
Dikor Mines Limited.....	4028
Ile Bizard Golf Course Inc.....	4029
La Cie de Développement de Weedon-Weedon Development Co.....	4029
Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre Montréal Limitée.....	4029
Prinn Holdings Inc.....	4029
Sherbrooke City Transit Co. Ltd.....	4030

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Alma, ville.....	3981
Anjou, comm. scolaire.....	3994
Anjou, ville.....	3985
Association Athlétique Nationale de la Jeunesse.....	4008
Beaconsfield, ville.....	3992
Bégin, canton <i>et al.</i>	4004
Berthierville, ville.....	3985
Bourlamaque, ville.....	3994
Carrière, Joseph-Georges-Aimé.....	3987
Centre de Psychologie et de Pédagogie.....	4010
Chandler, village.....	4009
Chibougamau, munic.....	3985
Chicoutimi, comm. scolaire.....	4006
Club St-Denis.....	4010
Coaticook, ville.....	3986
Commission des écoles catholiques de St-Laurent.....	4000
Conseil Supérieure de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc.....	4005
Commissions scolaires de: ville d'Alma; paroisse d'Alma et Naudville.....	3983
Côte St-Luc, ville.....	4008
Dollard-des-Ormeaux, munic.....	4007
Drummondville, cité.....	3990
Fawcett, Michael J.....	3980
Gatineau, ville.....	4007
Gélinas, Mme Sarah Hamel <i>et al.</i>	3992
Granby, comm. d'écoles cath.....	4011
Hôpital Général de Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke.....	3993
Hull, cité.....	4000
Hyland, Bruno <i>et al.</i>	3990
Iberville, comm. d'écoles.....	3984

Commerce de Détail de Montréal (Name changed).....	4024
Montreal Musical Comedy Theatre (Name changed).....	4026
Mountvista Limited (Dist. of assets).....	4025
National Box & Lumber Co. Ltd (Directors).....	4024
Philpen Investments Limited (By-law).....	4024
Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec Autobus Inc. (Name changed).....	4025
Syndicat d'Aqueduc du Grand St-Jacques (Foundation).....	4026
The Lions Club of Montreal (By-law).....	4026

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session	3980
--	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Dufftown Investments Limited.....	4027
Le Royer Street Corporation.....	4027
T. B. Little Papers Limited.....	4028
United Securities Limited.....	4028

COMPANIES DISSOLVED:

Club de la Marine Incorporé.....	4028
Dikor Mines Limited.....	4028
Ile Bizard Golf Course Inc.....	4029
La Cie de Développement de Weedon — Weedon Development Co.....	4029
Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre Montréal Limitée.....	4029
Prinn Holdings Inc.....	4029
Sherbrooke City Transit Co. Ltd.....	4030

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Alma, town.....	3981
Anjou, school comm.....	3994
Anjou, town.....	3985
Association Athlétique Nationale de la Jeunesse.....	4008
Beaconsfield, town.....	3992
Bégin, township <i>et al.</i>	4004
Berthierville, town.....	3985
Bourlamaque, town.....	3994
Carrière, Joseph-Georges-Aimé.....	3987
Centre de Psychologie et de Pédagogie.....	4010
Chandler, village.....	4009
Chibougamau, munic.....	3985
Chicoutimi, school comm.....	4006
Club St-Denis.....	4010
Coaticook, town.....	3986
Commission des écoles catholiques de St-Laurent.....	4000
Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc.....	4005
School Commissions of: town of Alma; parish of Alma and Naudville.....	3983
Côte St-Luc, town.....	4008
Dollard-des-Ormeaux, munic.....	4007
Drummondville, city.....	3990
Fawcett, Michael J.....	3980
Gatineau, town.....	4007
Gélinas, Mme Sarah Hamel <i>et al.</i>	3992
Granby, cath. school comm.....	4011
Hôpital Général de Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke.....	3993
Hull, city.....	4000
Hyland, Bruno <i>et al.</i>	3990
Iberville, school comm.....	3984

Isle Maligne, ville.....	3981	Isle Maligne, town.....	3981
Jacques-Cartier, cité.....	3995	Jacques-Cartier, city.....	3995
Jacques-Cartier, comm. d'école.....	4003	Jacques-Cartier, school comm.....	4003
Jacques-Cartier, munic., comté.....	3991	Jacques-Cartier, munic., county.....	3991
Jeanson, Maximilien.....	3995	Jeanson, Maximilien.....	3995
Jonquière, cité.....	3990	Jonquière, city.....	3990
Kénogami, ville.....	3982	Kénogami, town.....	3982
La Commission des Écoles Catholiques de Québec.....	4006	The Catholic School Commission of Québec.....	4006
La Manufacture de laine de St-Camille de Bellechasse Ltée.....	3993	La Manufacture de laine de St-Camille de Bellechasse Ltée.....	3993
Langelier, canton.....	3991	Langelier, township.....	3991
LaSalle, comm. d'écoles.....	4008	LaSalle, school comm.....	4008
LaSalle, ville.....	4005	LaSalle, town.....	4005
La Société Agricole des Cantons de l'Est.....	3987	Eastern Townships Agricultural Association.....	3987
L'Association des technologistes médicaux de Québec.....	3998	L'Association des technologistes médicaux de Québec.....	3998
L'Assomption, ville.....	4002	L'Assomption, town.....	4002
La Tuque, comm. d'écoles.....	3983	La Tuque, school comm.....	3983
Laval-Ouest, ville.....	4010	Laval-West, town.....	4010
Lecompte, Maurice.....	3980	Lecompte, Maurice.....	3980
Les Prévoyants du Canada.....	4001	Les Prévoyants du Canada.....	4001
Lincourt, Joseph-Antonio.....	3998	Lincourt, Joseph-Antonio.....	3998
L'Institut Canadien de Québec.....	3998	L'Institut Canadien de Québec.....	3998
Louiseville, ville.....	3986	Louiseville, town.....	3986
Lowry, James Alfred.....	3999	Lowry, James Alfred.....	3999
Maisonneuve, ville.....	3993	Maisonneuve, town.....	3993
Maniwaki, village.....	4004	Maniwaki, village.....	4004
Maranda, Claude.....	4011	Maranda, Claude.....	4011
Mégantic, ville.....	4003	Mégantic, town.....	4003
Mont-Royal, ville.....	3997	Mount Royal, town.....	3997
Notre-Dame de l'Île Perrot, munic.....	4006	Notre-Dame de l'Île Perrot, munic.....	4006
Ortowska-Orny, Zophia.....	3997	Ortowska-Orny, Zophia.....	3997
Pointe-aux-Trembles, ville.....	4010	Pointe-aux-Trembles, town.....	4010
Pont-Viau, ville.....	3993	Pont-Viau, town.....	3993
Raymond, Dame Elvire.....	3987	Raymond, Dame Elvire.....	3987
Richmond, ville.....	3987	Richmond, town.....	3987
Rivière Croche, comm. d'écoles.....	3991	Rivière Croche, school comm.....	3991
Rivière-des-Prairies <i>et al</i> , comm. d'écoles.....	3989	Rivière-des-Prairies <i>et al</i> , school comm.....	3989
Rivière-des-Prairies, ville.....	3982	Rivière-des-Prairies, town.....	3982
Rivière du Moulin, comm. scolaire.....	3999	Rivière du Moulin, school comm.....	3999
Roberval, comm. d'écoles.....	4004	Roberval, school comm.....	4004
Rosemère, paroisse.....	4005	Rosemère, parish.....	4005
Ste-Flore, paroisse et Grand'Mère, cité.....	3990	Ste-Flore, parish and Grand'Mère, city.....	3990
Ste-Foy, cité.....	4011	Ste-Foy, city.....	4011
Sainte-Rose, comm. d'écoles.....	4006	Sainte-Rose, school comm.....	4006
Sainte-Rose Est, paroisse.....	3994	Sainte-Rose East, parish.....	3994
Saint-François de Sales, munic.....	3994	Saint-François de Sales, munic.....	3994
St-Hubert, paroisse.....	3982	St-Hubert, parish.....	3982
St-Hyacinthe, ville.....	3996	St-Hyacinthe, town.....	3996
St-Jacques-le-Majeur, paroisse <i>et al</i>	3988	St-Jacques-le-Majeur, parish <i>et al</i>	3988
Saint-Jérôme, cité.....	3988	Saint-Jérôme, city.....	3988
St-Joseph de Coleraine, munic.....	4001	St-Joseph de Coleraine, munic.....	4001
Saint-Michel, cité.....	4004	Saint-Michel, city.....	4004
St-Vincent-de-Paul, paroisse.....	4007	St-Vincent-de-Paul, parish.....	4007
Séminaire de Ste-Thérèse.....	3988	Seminary of Ste. Thérèse.....	3988
Shawinigan Falls, cité.....	3989	Shawinigan Falls, city.....	3989
Shawinigan Falls, comm. d'écoles.....	3991	Shawinigan Falls, school comm.....	3991
Shawinigan Sud, comm. d'écoles.....	3989	Shawinigan South, school comm.....	3989
Sherbrooke, cité.....	4002	Sherbrooke, city.....	4002
Succession Dame Hortulane Perron.....	3998	Estate Dame Hortulane Perron.....	3998
Succession Georgianna St-Georges.....	3983	Estate Georgianna St-Georges.....	3983
Succession Joseph Coutaller.....	3989	Estate Joseph Coutaller.....	3989
Succession Mary Ruth Bradley-Demers.....	4011	Estate Mary Ruth Bradley-Demers.....	4011
Succession Marie-Thérèse Larseneur.....	4008	Estate Marie-Thérèse Larseneur.....	4008
Succession M. J. L. L. Rodier.....	3984	Estate M. J. L. L. Rodier.....	3984
The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal.....	3995	The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal.....	3995
Val-d'Or <i>et al</i> , villes.....	3995	Val-d'Or <i>et al</i> , towns.....	3995
Van Putte, Marcel.....	4000	Van Putte, Marcel.....	4000
Verdun, cité.....	3997	Verdun, town.....	3997
Victoriaville, ville.....	3999	Victoriaville, town.....	3999
Zenith Compagnie d'Assurance Mutuelle.....	3998	Zenith Mutual Insurance Company.....	3998
Zenith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company.....	3984	Zenith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company.....	3984

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Ordonnance No 25-57 (Lachute).....	4031
Ordonnance No 56-57 (Vaudreuil).....	4030

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Examens des aspirants inspecteurs d'écoles.....	4033
---	------

Municipalité scolaire de:

Lac Édouard	4034
Marieville.....	4033
Val St-Jean (Erratum).....	4034
Victoriaville (Erratum).....	4034

MINES:

Révocation de certains droits de mines.....	4035
Révocation de certains droits de mines.....	4036
Révocation de certains droits de mines.....	4036
Révocation de droits de mines.....	4034

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

St-Laurent, paroisse.....	4036
---------------------------	------

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers-coiffeurs, région de St-Jean et al (Modification).....	4037
Établissements commerciaux de St-Félicien (Modification).....	4037
Photographes professionnels, région de Trois-Rivières (Modification).....	4039

EXAMEN DU BARREAU:

Abitibi-Témiscamingue: étude.....	4041
-----------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Alliance Land Holdings Ltd.....	3962
Andalco Ltd.....	3963
André Ste-Marie Inc.....	3963
April et Lapierre Construction Limitée.....	3963
Astoria Construction Inc.....	3964
Auger Gas & Oil Corporation.....	3964
Baie D'Urfe Investment Co. Ltd.....	3964
Baie D'Urfe Land Holdings Inc.....	3965
Bowling Jacques-Cartier Ltée.....	3965
Brackhall Corporation Ltd.....	3965
Chevaliers D'Androclès Inc.—Knights of Androcles Inc.....	3966
Ciné Drummond Inc.....	3966
City Hauling and Excavation Inc.....	3966
Crèmerie Grégoire Inc.....	3967
Daneau & Beauchemin Ltée.....	3967
Danroute Investment Corp.....	3967
Davis & Weiss Ltd.....	3968
Donald Kirk Enterprises Inc.....	3968
Eagle Land Corp.....	3968
Fernand Bolduc Limitée.....	3969
Garden Investment Corporation.....	3969
H. Desbiens Limitée.....	3969
Hopewell Construction Company Ltd.....	3970
Investissements Commerciaux et Industriels Inc.....	3970
Jean-Pierre Masson Inc.....	3970
John Jalleo & Fils Ltée.....	3971
J. Ulysse Neron Inc.....	3971
La Compagnie de Publication de la Fierté de L'Est, Inc.....	3972

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Order No. 25-57 (Lachute).....	4031
Order No. 56-57 (Vaudreuil).....	4030

EDUCATION:

Examinations for school inspection candidates.....	4033
--	------

School Municipality of:

Lac Édouard	4034
Marieville.....	4033
Val St-Jean (Erratum).....	4034
Victoriaville (Erratum).....	4034

MINES:

Revocation of certain mining rights.....	4035
Revocation of certain mining rights.....	4036
Revocation of certain mining rights.....	4036
Revocation of mining rights.....	4034

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

St-Laurent, parish.....	4036
-------------------------	------

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers-hairdressers, region of St. John's et al (Amendment).....	4037
Commercial establishments of St-Félicien (Amendment).....	4037
Professional photographers, region of Trois-Rivières (Amendment).....	4039

BAR EXAMINATION:

Abitibi-Témiscamingue: study.....	4041
-----------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Alliance Land Holdings Ltd.....	3962
Andalco Ltd.....	3963
André Ste-Marie Inc.....	3963
April et Lapierre Construction Limitée.....	3963
Astoria Construction Inc.....	3964
Auger Gas & Oil Corporation.....	3964
Baie D'Urfe Investment Co. Ltd.....	3964
Baie D'Urfe Land Holdings Inc.....	3965
Bowling Jacques-Cartier Ltée.....	3965
Brackhall Corporation Ltd.....	3965
Chevaliers D'Androclès Inc.—Knights of Androcles Inc.....	3966
Ciné Drummond Inc.....	3966
City Hauling and Excavation Inc.....	3966
Crèmerie Grégoire Inc.....	3967
Daneau & Beauchemin Ltée.....	3967
Danroute Investment Corp.....	3967
Davis & Weiss Ltd.....	3968
Donald Kirk Enterprises Inc.....	3968
Eagle Land Corp.....	3968
Fernand Bolduc Limitée.....	3969
Garden Investment Corporation.....	3969
H. Desbiens Limitée.....	3969
Hopewell Construction Company Ltd.....	3970
Investissements Commerciaux et Industriels Inc.....	3970
Jean-Pierre Masson Inc.....	3970
John Jalleo & Fils Ltée.....	3971
J. Ulysse Neron Inc.....	3971
La Compagnie de Publication de la Fierté de L'Est, Inc.....	3972

La Couverture Nationale Compagnie Limitée.....	3972
Laurent Beaupré Inc.....	3972
Les Chantiers Bouchard Ltée.....	3973
Les-Lee Sales Corp.....	3973
Paramount Development Corp.....	3973
Phil Tunis Inc.....	3974
P. Riopel Ltd.....	3974
Promont Inc.....	3974
Prudential Land Holdings Ltd.....	3975
Quebec Motor Sport Association Inc.....	3975
Red Ram Clothes Inc.....	3975
Rental Associates Co. Ltd.....	3976
Restaurant Fortier Incorporé.....	3976
Roset Super Market Inc.....	3976
Shefferville Automobiles Ltée.....	3977
Simard Meubles Ltée — Simard Furniture Ltd.....	3977
Trois Rivières Car Rental Ltd.....	3977
Uke's Holding Corporation Ltd.....	3978
Woodridge Beach Club.....	3978

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Crédit Canadien Inc.— Canadian Credit Inc.....	3978
Les Entrepreneurs Chomedey Inc.....	3979
National Scale & Equipment Ltd.....	3979
Philie — Charonnat Entreprises Ltée.....	3979
Princess Bowling Academy Inc.....	3979
Téléphone de Saint Georges Inc.....	3980

LIQUIDATION, AVIS DE:

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Anne-de-la-Pocatière.....	4041
--	------

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

<i>Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:</i>	
L'Association Coopérative Agricole des producteurs de lait de Montréal.....	4012
<i>Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché:</i>	
Le Plan conjoint des Producteurs-fournisseurs de la Crèmerie Crête Inc.....	4012
Le Plan conjoint des Producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha ! Ha !.....	4015
Le Plan conjoint des Producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Bélanger.....	4017
Le Plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Shawinigan Limitée.....	4020

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	4042
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

B. S. Teknik Inc.....	4044
Dubord & Frère Ltd.....	4042
Édifice des Aigles Inc.— Eagle Building Inc.....	4044
Lakeshore Unitarian Church.....	4043
Les Immeubles Dubord Inc.....	4043
Pharmapro Limitée — Pharmapro Limited.....	4043
Project Sales Ltd.....	4043
Project Sales (Marine Division) Ltd.....	4044

La Couverture Nationale Compagnie Limitée.....	3972
Laurent Beaupré Inc.....	3972
Les Chantiers Bouchard Ltée.....	3973
Les-Lee Sales Corp.....	3973
Paramount Development Corp.....	3973
Phil Tunis Inc.....	3974
P. Riopel Ltd.....	3974
Promont Inc.....	3974
Prudential Land Holdings Ltd.....	3975
Quebec Motor Sport Association Inc.....	3975
Red Ram Clothes Inc.....	3975
Rental Associates Co. Ltd.....	3976
Restaurant Fortier Incorporé.....	3976
Roset Super Market Inc.....	3976
Shefferville Automobiles Ltée.....	3977
Simard Meubles Ltée — Simard Furniture Ltd.....	3977
Trois Rivières Car Rental Ltd.....	3977
Uke's Holding Corporation Ltd.....	3978
Woodridge Beach Club.....	3978

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Crédit Canadien Inc.— Canadian Credit Inc.....	3978
Les Entrepreneurs Chomedey Inc.....	3979
National Scale & Equipment Ltd.....	3979
Philie — Charonnat Entreprises Ltée.....	3979
Princess Bowling Academy Inc.....	3979
Téléphone de Saint Georges Inc.....	3980

WINDING UP NOTICES:

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Anne-de-la-Pocatière.....	4041
--	------

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

<i>Notice of reception of joint marketing plan:</i>	
L'Association Coopérative Agricole des producteurs de lait de Montréal.....	4012
<i>Notice of sanction of joint marketing plan:</i>	
The Crèmerie Crête Inc. Milk Producers' Plan.....	4012
The Laiteries de la Baie des Ha ! Ha ! Milk Producers' Plan.....	4015
The Laiterie Bélanger Milk Producers' Plan.....	4017
The Laiterie Shawinigan Limitée Milk Producers' Plan.....	4020

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	4042
--	------

HEAD OFFICES:

B. S. Teknik Inc.....	4044
Dubord & Frère Ltd.....	4042
Édifice des Aigles Inc.— Eagle Building Inc.....	4044
Lakeshore Unitarian Church.....	4043
Les Immeubles Dubord Inc.....	4043
Pharmapro Limitée — Pharmapro Limited.....	4043
Project Sales Ltd.....	4043
Project Sales (Marine Division) Ltd.....	4044

SOUMISSIONS:

Montréal-Ouest, ville	4046
Notre-Dame-de-la-Doré, paroisse.....	4048
Pincourt, village.....	4051
Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, comm. scolaire	4050
St-Joseph-de-Coleraine, munic.....	4044
Val d'Or, comm. scolaire.....	4047
Victoriaville, ville.....	4052

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company....	4054
--------------------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Dupéré, Jean-Paul.....	4055
Dupéré, Jean-Paul.....	4055
Dupéré, Jean-Paul.....	4056
Dupéré, Jean-Paul.....	4057
Dupéré, Jean-Paul.....	4057
Dupéré, Jean-Paul.....	4057
Dupéré, Jean-Paul.....	4058
Dupéré, Jean-Paul.....	4059
Dupéré, Jean-Paul.....	4059
Dupéré, Jean-Paul.....	4060
Dupéré, Jean-Paul.....	4061
Dupéré, Jean-Paul.....	4061
Vachon, J.-Alphée.....	4054

VENTE POUR TAXES:

Pointe Claire, ville.....	4062
---------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUHARNOIS:

Lauzon vs Perron.....	4063
-----------------------	------

BEDFORD:

A. Messier Limitée vs Vachon.....	4063
-----------------------------------	------

GASPÉ:

Ouellet vs Côté.....	4064
Watt vs White.....	4064

HULL:

Bélanger <i>et al</i> vs Fortin.....	4065
Beneficial Finance Co. of Canada vs Dinelle.....	4065
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Gauvreau.....	4064
St. George <i>et al</i> vs Carrière.....	4066

JOLIETTE:

Berthierville Automobile Ltée vs Ron- deau.....	4066
--	------

KAMOURASKA:

Chasse <i>et al</i> vs Lebel.....	4068
Dupuis Frères Ltée vs Boutot.....	4067
Gagné vs Thibault.....	4067
Morin vs Pelletier.....	4068

LABELLE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Belec.....	4068
--	------

MONTREAL:

Sa Majesté la Reine vs Rousseau.....	4069
--------------------------------------	------

TENDERS:

Montreal West, town.....	4046
Notre-Dame-de-la-Doré, parish.....	4048
Pincourt, village.....	4051
Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, school comm.....	4050
St-Joseph-de-Coleraine, munic.....	4044
Val d'Or, school comm.....	4047
Victoriaville, town.....	4052

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:

Canadian Pacific Express Company....	4054
--------------------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Dupéré, Jean-Paul.....	4055
Dupéré, Jean-Paul.....	4055
Dupéré, Jean-Paul.....	4056
Dupéré, Jean-Paul.....	4057
Dupéré, Jean-Paul.....	4057
Dupéré, Jean-Paul.....	4057
Dupéré, Jean-Paul.....	4058
Dupéré, Jean-Paul.....	4059
Dupéré, Jean-Paul.....	4059
Dupéré, Jean-Paul.....	4060
Dupéré, Jean-Paul.....	4061
Dupéré, Jean-Paul.....	4061
Vachon, J.-Alphée.....	4054

SALE FOR TAXES:

Pointe Claire, town.....	4062
--------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

BEAUHARNOIS:

Lauzon vs Perron.....	4063
-----------------------	------

BEDFORD:

A. Messier Limitée vs Vachon.....	4063
-----------------------------------	------

GASPÉ:

Ouellet vs Côté.....	4064
Watt vs White.....	4064

HULL:

Bélanger <i>et al</i> vs Fortin.....	4065
Beneficial Finance Co. of Canada vs Dinelle.....	4065
Quebec Farm Credit Bureau vs Gau- vreau.....	4064
St. George <i>et al</i> vs Carrière.....	4066

JOLIETTE:

Berthierville Automobile Ltée vs Ron- deau.....	4066
--	------

KAMOURASKA:

Chasse <i>et al</i> vs Lebel.....	4068
Dupuis Frères Ltée vs Boutot.....	4067
Gagné vs Thibault.....	4067
Morin vs Pelletier.....	4068

LABELLE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Belec..	4068
--------------------------------------	------

MONTREAL:

Her Majesty the Queen vs Rousseau...	4069
--------------------------------------	------

QUÉBEC:

Marcoux vs Germain.....	4078
Perreault vs Héritiers Dame William Bergeron.....	4079
Riverin vs Lirette <i>et al.</i>	4077

RIMOUSKI:

Thineault vs Boulanger.....	4079
-----------------------------	------

ROBERVAL:

Hi Test Corp. Ltd vs Trudeau.....	4080
H. Laflamme Ltée vs Gagné.....	4080
Simard vs Larouche.....	4080

SAINT-FRANÇOIS:

J. E. Lemieux Ltée vs Raymond.....	4081
------------------------------------	------

46284-o

QUEBEC:

Marcoux vs Germain.....	4078
Perreault vs Heirs Dame William Bergeron.....	4079
Riverin vs Lirette <i>et al.</i>	4077

RIMOUSKI:

Thineault vs Boulanger.....	4079
-----------------------------	------

ROBERVAL:

Hi Test Corp. Ltd vs Trudeau.....	4080
H. Laflamme Ltée vs Gagné.....	4080
Simard vs Larouche.....	4080

ST. FRANCIS:

J. E. Lemieux Ltd vs Raymond.....	4081
-----------------------------------	------

46284-o

